

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
PROBLÈME VITICOLE
FRANCO-ALGÉRIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 12 Décembre 1934, à 13 heures 30

PAR

A. VOLCK

Président : M. OUALID, *Professeur.*
Suffragants { MM. PERREAU, *Professeur.*
 TRUCHY, *Professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1934

Thèse Paris
1934.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551618_0011

LE
PROBLÈME VITICOLE
FRANCO-ALGÉRIEN

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
PROBLÈME VITICOLE
FRANCO-ALGÉRIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 12 Décembre 1934, à 13 heures 30

PAR

A. VOLCK

Président : M. OUALID, Professeur.
Suffragants { *MM. PERREAU, Professeur.*
 TRUCHY, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1934

* 37069



Nous devons une gratitude toute spéciale à M. H. Fontanille, Secrétaire de la Confédération des Vignerons des trois départements algériens, qui a mis à notre disposition de nombreux documents et nous a donné de précieux conseils. Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de nos vifs remerciements.

Il nous est agréable de reconnaître le bon accueil que nous ont réservé M. H. Blanchet, Président de la Chambre Syndicale du Commerce en gros des Vins et Spiritueux de Paris et du département de la Seine et M. V. Couvreur, Secrétaire.

LE PROBLÈME VITICOLE

FRANCO-ALGÉRIEN

INTRODUCTION

Dans tous les pays du monde, la viticulture traverse actuellement une crise sérieuse et grave. Partout en même temps, on se préoccupe de découvrir les causes et de trouver des remèdes appropriés.

En France, l'essor du vignoble métropolitain, les apports des pays d'outre-mer et la concurrence étrangère ont déterminé une crise de surproduction redoutable.

L'essor du vignoble franco-algérien est un phénomène économique d'une gravité certaine. La Métropole et l'Algérie sont solidairement responsables des récoltes pléthoriques, qui ont provoqué cette crise viticole.

Bien des régions métropolitaines ont étendu leur vignoble au cours de ces dernières années, et souvent les superficies ont été complantées avec le seul objectif des gros rendements, au détriment de la qualité. Il s'est produit un déplacement de l'aire de la culture de la vigne, elle est descendue du coteau vers la plaine. « Et c'est ainsi
« que la plantation, bonne à petit rendement a diminué,
« mais que la plantation mauvaise à grand rendement a
« augmenté¹. »

1. M. Tardieu. Débats parlementaires, *J. O.*, 18 juin 1931, p. 3082.

La moyenne décennale de la production métropolitaine a pu être évaluée à 56 millions d'hectolitres.

Les énormes bénéfices réalisés après-guerre, la baisse des autres produits de la terre, ont certainement favorisé l'extension de notre vignoble national.

Le vignoble algérien, constitue lui aussi « un outil de production formidable ». Mais la culture de la vigne s'est développée pour répondre aux besoins de la consommation métropolitaine et les pouvoirs publics, ont puissamment encouragé, cette évolution de la colonisation algérienne. La production de l'Algérie est passée de 7.900.000 hectolitres en 1922 à 18 millions en 1932, et la superficie plantée en vigne s'est accrue de 100 p. 100 depuis 1920.

Cette extension du vignoble algérien a été parfaitement légitime, elle s'est poursuivie en vertu d'un statut douanier nettement défini et dont la Métropole est la première bénéficiaire.

Partout on a planté dans le monde entier, la production mondiale de 1900 à 1909 avait été en moyenne de 150 millions d'hectolitres, elle atteint aujourd'hui 175 millions d'hectolitres, soit 25 millions de plus.

Or si l'on examine les statistiques inverses, les statistiques de consommation, on constate que la consommation a baissé partout.

De nombreux pays, s'abstiennent de vin, sous l'influence de prohibitions religieuses auxquelles se sont ajoutées les prohibitions légales.

En même temps, les droits de douane se sont élevés et nos exportations sont en régression chaque année, elles atteignaient 2.110.000 quintaux en 1926, elles sont tombées en 1932 à 807.800 quintaux.

D'autre part, la crise mondiale s'est accentuée et le pouvoir d'achat de la consommation ne lui permet plus d'absorber le vin produit.

Actuellement, il existe donc un déséquilibre entre la production et la consommation.

Or le Languedoc attribue la crise qui désole la viticulture nationale à l'accroissement de la production algérienne.

Des mesures d'exception ont été envisagées à certains moments, à l'encontre des vignerons d'Algérie que l'on accuse de surproduire, dans des conditions beaucoup plus favorables que celles auxquelles sont soumis les viticulteurs métropolitains. Ceux-ci prétendent que les Algériens sont exceptionnellement favorisés par une main-d'œuvre peu coûteuse, non soumise aux lois sociales, une fiscalité moins élevée, ils opposent la concentration de la propriété algérienne au morcellement de la propriété métropolitaine, etc...

Le Midi viticole a protesté contre l'entrée en franchise illimitée des importations algériennes, réclamant la fixation d'un contingent, d'un plafond qui ne saurait être dépassé.

Ce conflit a conduit le législateur français à doter la production viticole d'un statut spécial. Il constitue une des premières expériences d'Intervention étatiste et d'Économie dirigée, expérience assez comparable à celle qui fut imposée au problème du blé.

Deux lois ont été votées qui devaient être le salut commun. Elles devaient demander à tous les viticulteurs de gros sacrifices. En fait elles attribuent à l'Algérie, de façon exclusive les responsabilités de la crise.

Ont-elles apporté un remède durable à la crise viticole franco-algérienne ? il ne semble pas ; le conflit s'affirme

chaque jour plus aigu, le problème plus difficile à résoudre.

Tout récemment encore, la publication du décret du 22 septembre 1934 modifiant les dispositions du décret du 18 juillet 1934 sur le degré minimum pour l'exportation des vins algériens a indigné l'Algérie.

Cette mesure inopportune est intervenue alors que les raisins étaient en partie vinifiés, les marchés conclus. Elle rend inopérants les contrats signés et supprime toute base de discussion en ce qui concerne les contrats débattus ; elle bouleverse tous les engagements pris aussi bien envers la clientèle qu'envers les transporteurs divers, les loueurs de futaie, etc...¹

Des protestations se sont élevées, virulentes, contre une semblable mesure ; les meetings se multiplient dans les trois départements ; l'état d'esprit des viticulteurs algériens est mauvais, les indigènes sont frémissants, le coup porté à la viticulture qui assure leur subsistance va accroître leur détresse. De graves événements sociaux peuvent se produire.

Nous assistons à la renaissance du pacte colonial « Pé-rissent les colonies plutôt qu'un principe ».

M. Fontanille écrit à la *Dépêche Algérienne* : « Alors que chacun s'accorde à reconnaître que la restauration économique est surtout une question de psychologie, et que ce qu'il faut donner au pays c'est une impression de sécurité et de stabilité qui fasse renaître la confiance. Est-il admis-

1. Toutefois en vue de permettre que les contrats passés sous le régime du décret du 18 juillet 1934 soient respectés, le Gouverneur général de l'Algérie a été autorisé à prendre une décision prescrivant que les marchés antérieurs au 23 septembre 1934 pourraient être exécutés, à condition que les vins faisant l'objet de ces marchés, soient expédiés avant le 1^{er} novembre 1934, date limite qui a été reportée au 15 novembre.

sible qu'un Gouvernement conscient de ses responsabilités jette la perturbation sur un marché aussi sensible que celui des vins?... Nous vivons, paraît-il, sous un régime d'Économie dirigée. La formule de M. Caillaux est bien de circonstance « Le bien que fait l'État il le fait mal, mais le mal qu'il fait, il le fait bien. »

Notons que ce geste préjudiciable à la viticulture algérienne n'a pas été commandé par une nécessité d'ordre économique, mais par une préoccupation d'ordre électorale.

Or il serait à souhaiter que dans les circonstances actuelles où l'union de tous les français est plus nécessaire que jamais, les discussions régionales, les luttes fratricides cessent et que le problème soit envisagé au seul point de vue général et national.

Nous étudierons :

1° La crise viticole dans son développement. Ses principaux caractères. Nous chercherons à établir les responsabilités respectives de la Métropole et de l'Algérie.

2° Dans une seconde partie, nous examinerons les remèdes proposés par les associations professionnelles comme solution de la crise viticole. Nous étudierons les thèses soutenues par la C. G. V. de Narbonne et par la C. G. V. algérienne et le conflit qui a surgi à l'occasion de la recherche de ces remèdes.

3° Nous examinerons ensuite l'intervention du législateur, due à la carence des organisations professionnelles, les lois du 4 juillet 1931 et du 8 juillet 1933 qui constituent le Statut de la viticulture ; leur valeur juridique et économique ; les résultats qu'on pouvait en attendre et ceux qu'elles ont produits.

Enfin ce statut étant envisagé comme mesure exceptionnelle répondant à des circonstances exceptionnelles,

quelles mesures apparaissent susceptibles d'enrayer la crise viticole sans faire de discriminations entre la production métropolitaine et la production algérienne; sans mettre l'Algérie hors la nation et sans ruiner définitivement son économie.

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE VITICOLE

La production viticole joue un rôle important dans l'économie générale. La superficie des vignobles du monde entier couvre environ 7.220.000 hectares, et la récolte mondiale a pu être évaluée à une moyenne d'environ 175 millions d'hectolitres pour ces dernières années.

Mais la France est le pays de prédilection de la vigne, la production nationale atteint près de la moitié de la production mondiale, et constitue pour notre pays une richesse incomparable. Sur notre sol, la vigne fait vivre 1.700.000 agriculteurs, elle occupe leurs familles, un personnel nombreux, des artisans, des industriels, des négociants, soit 6 à 7 millions de Français, elle rapporte en moyenne de 6 à 7 milliards par an. Plus de 300.000 entreprises commerciales lui consacrent leur activité. Elle rapporte au fisc 4 milliards.

« Une activité comme la production viticole, écrit *Le Temps*, qui représente un revenu annuel moyen de « quelques dix millions, des capitaux qui se chiffrent par « dizaines de millions et dont la prospérité intéresse directement ou indirectement plusieurs millions de Français « constitue au premier chef une entreprise d'ordre « nationale. Ses vicissitudes se répercutent de proche en « proche sur toute la vie économique du pays¹. »

1. M. H. Fontanille. Le Statut de la viticulture, *L'Algérie agricole et viticole*.

Or toutes les branches de l'agriculture souffrent de surproduction, la production viticole, n'a pas échappé au fléau, les chiffres attestent qu'elle est gravement menacée, on a planté trop de vignes, on a fait trop de vin.

« Maintenant, en septembre, le vigneron contemple mélancoliquement son bien. Il pense au déficit de la saison qui s'achève, au déficit de celle qui commence ; il suppose ce que lui coûte la vendange qu'il a sous les yeux... Il se demande jusques à quand il pourra tenir et s'il ne ferait pas mieux d'arracher dès maintenant tout cela, de détruire de ses propres mains son capital... Personne ne chante ni ne danse plus autour des chais où coule le sang des grands pressoirs¹. »

La mévente sévit, quelles en sont les causes.

M. Tardieu, Ministre de l'Agriculture en 1931, disait à la tribune de la Chambre, lors des débats de la loi sur la viticulture : « Lorsque j'étudie la crise mondiale ou la crise française de l'agriculture, crise générale ou crise particulière à la viticulture, je retrouve partout les mêmes caractères dominants : Surproduction ; Sous-consommation ; Mauvaise qualité ; Manque de débouchés. »

Surproduction. — Il est exact que la production est en accroissement constant dans le monde entier, soit par suite de l'extension de l'aire des vignes, ou du rendement intensif des plantations.

En ce qui concerne la Métropole, les surfaces plantées en vigne semblent plutôt en régression.

Les statistiques prouvent qu'en trente ans, l'ensemble du vignoble a diminué de un million d'hectares environ.

1. M. Chauffard. La crise en pays d'Aramon, *Revue de France*, 1^{er} septembre 1933, p. 143.

La crise phylloxérique a été la cause initiale de nombreuses transformations dans son étendue. D'autre part la vigne a disparu dans le Nord de la France, elle rapportait peu, et la facilité des transports permettant la circulation des vins courants du Midi a favorisé l'abandon de cette culture.

En 1851, la superficie des vignes en production dans la Métropole atteignait 2.142.811 hectares; en 1879 2.320.533 hectares; en 1908 1.499.048 hectares. Si l'on examine les chiffres actuels, les statistiques de déclaration font apparaître une diminution assez sensible de ces superficies :

1922 . . .	1.526.000 hectares.	1928 . . .	1.527.000 hectares.
1923 . . .	1.536.000 —	1929 . . .	1.542.000 —
1924 . . .	1.549.000 —	1930 . . .	1.402.000 —
1925 . . .	1.541.000 —	1931 . . .	1.440.000 —
1926 . . .	1.524.000 —	1932 . . .	1.412.000 ¹ —
1927 . . .	1.506.000 —		

Malgré cette diminution statistique, les plantations nouvelles sont visibles dans certains départements du Midi et dans quelques autres régions. M. Courtin écrivait en 1931 dans la *Revue politique et parlementaire* :

« Le vignoble qui n'avait cessé de se réduire après 1880
« a repris une marche ascendante à partir de 1926, quoique
« à une cadence assez lente... Une fois terminé après la
« guerre, le remplacement de la vigne trop âgée ou trop
« négligée, on a continué de planter². »

L'Aude qui en 1929 possédait 116.000 hectares de terres plantées en vigne, a vu sa superficie portée à 123.509 hectares en 1931. Le Gard qui déclarait 75.740 hectares de

1. *Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques*, 23 juin 1933, p. 141.

2. La viticulture devant les Pouvoirs publics, *Revue Politique et Parlementaire*, 1931, 2^e trimestre, p. 457.

vignes en 1929 porte ce chiffre à 81.065 en 1931. L'Hérault étend son vignoble de 182.207 hectares en 1929 à 190.299 en 1931. Les Bouches-du-Rhône voient leur superficie en production passer de 30.230 hectares en 1929 à 33.173 en 1931. Le Vaucluse qui indiquait 30.682 hectares en 1929 déclare en 1931, 35.753 hectares. Le Var passe de 56.601 à 58.016 hectares à la même époque.

M. Barthe, Président de la Commission des boissons, signalait que durant ces dernières années, la Compagnie saline du Midi, devenue plus viticole que ramasseuse de sel, transformait ses dunes, plantait de la vigne. Des projets ont été préparés dans le but de faire baisser le niveau de l'Étang de Vaccarès pour conquérir 30.000 hectares à la culture de la vigne. Dans l'Hérault, on a pensé faire baisser l'Étang de Berre, ce qui serait consacrer 7 à 8.000 hectares de plus à la viticulture.

La loi du 4 juillet 1931 a imposé aux viticulteurs la limitation des plantations de la vigne, dans l'espoir de stabiliser le vignoble français, elle a néanmoins donné l'autorisation de planter jusqu'à 10 hectares, or cette loi a produit des résultats contraires à ceux attendus.

« On a pu dire avec esprit qu'on avait planté au nom du Père, au nom du Fils et au nom du Saint-Esprit. » On a relevé des faits regrettables, des familles se sont partagé des terres qu'elles cultivaient en commun, des tiers ont accepté de réunir leur domaine à d'autres pour pouvoir planter dix hectares en vignes¹.

Si l'aire du vignoble national a diminué de façon incontestable par contre la production, elle, s'est très sensiblement accrue. Pour la décade 1909-1918, la moyenne

1. M. Barthe. Débats parlementaires de la loi du 8 juillet 1933, deuxième séance du 27 juin 1933, *J. O.*, p. 3186.

annuelle de la production métropolitaine était de 41 millions et demi. Voici les chiffres de ces dernières années :

Récoltes en France.

1924	45.017.315 hectolit.	1930	42.011.074 hectolit.
1926	40.787.955 —	1931	57.457.916 —
1927	49.225.692 —	1932	47.634.000 —
1929	62.901.443 —	1933	49.690.867 —

Les moyennes obtenues à l'hectare attestent un rendement intensif. Pour les quatre départements méridionaux, M. le colonel Mirepoix donne les chiffre suivants :

1921	56 hectolitres.	1928	66,3 hectolitres.
1922	61,8 —	1929	61 —
1924	65,3 —	1930	42,9 —
1925	67,4 —	1931	59,9 ¹ —

Or quelles sont les causes de cet accroissement de production ?

Après la crise phylloxérique, le souci de tous les viticulteurs fut de reconstituer le vignoble le plus rapidement possible et d'éviter le retour d'un semblable fléau. On utilisa comme porte-greffe les plants américains, les vieux cépages furent abandonnés, on eut recours aux hybrides gros producteurs, on planta de l'aramon à fort rendement. La culture des coteaux, plus pénible mais qui donnait de très bons vins fut également délaissée. On chercha suivant le mot de M. Tardieu « la facilité », après la guerre, on se mit à planter les terres d'alluvions, les plaines grasses; les terres qui conviennent au blé, aux prairies furent utilisées comme terres à vigne. On découvrit que la

1. Rapport de M. le colonel Mirepoix, président d'honneur de la Confédération générale des vignerons. Annexe aux conclusions sur *le Vin* présentées par M. de Boisanger, inspecteur des finances, et adoptées par le Conseil National économique dans sa session des 7-8 juillet 1932.

vigne française résistait au phylloxéra en sol sablonneux, on planta les sables des dunes du littoral.

Les progrès du machinisme agricole ont rendu la culture de la vigne plus facile. La lutte contre les insectes, l'emploi judicieux et abondant des engrais, enfin tous les perfectionnements dans les méthodes culturales ont contribué puissamment à développer la production. Toutefois cette crise de quantité s'aggrave de ce que le produit naturel est concurrencé dans son écoulement normal sur le marché par les produits artificiels. On a vu se développer des procédés condamnables, mouillage, taille longue, fumure abusive, emploi de palissages, fils de fer, tous procédés par lesquels on a obtenu des rendements considérables mais en raison inverse de la qualité, de nombreux hectares en régions irriguées donnent près de 400 hectolitres à l'unité, souvent 200 ou 300 ; les produits obtenus titrent 4 degrés, 5 degrés, ils sont donc nettement anormaux, et n'ont de vin que le nom.

Les mesures contre la fraude n'ont pas empêché les propriétaires d'y recourir, on pressure les lies et l'on donne les produits obtenus à la consommation. On fabrique des vins de sucre de deuxième et de troisième cuvée.

Mais les viticulteurs de la Métropole ne sont pas seuls responsables de la surproduction actuelle. Le vignoble algérien, il faut le reconnaître s'est développé d'une façon considérable, les chiffres sont éloquentes.

Le vignoble algérien est de création récente. Avant l'arrivée des Européens, on connaissait les raisins kabyles mais l'interdiction faite par le Coran des boissons fermentées avait limité culture et production. « Or partout où le Français va s'établir, son premier soin, si le climat le

permet, est de planter de la vigne, c'est ce qu'il fit en débarquant en Algérie. »

Toutefois il n'agit que lentement. En 1830, la superficie totale du vignoble algérien atteignait 2.000 hectares. A cette époque, le gouvernement métropolitain ne cherchait nullement à favoriser les plantations de vigne dans la colonie ; on craignait déjà la concurrence des produits algériens pour les nationaux ; d'autre part, les vins obtenus étaient vraiment médiocres, la fermentation s'arrêtait avant que tout le sucre du raisin fût transformé en alcool.

De 1851 à 1860, on vit se développer la culture de la vigne dans les régions où la nature des terrains ne permettait pas aux colons de se consacrer à la culture des céréales et d'en tirer profit.

En 1854, la superficie du vignoble algérien atteignait 2.306 hectares. En 1860, 4.632 hectares. De 1861 à 1870, la progression fut plus rapide :

1861	6.563 hectares.	1864.	9.715 hectares.
1862	6.502 —	1865.	10.490 —
1863	9.175 —	1866.	11.430 —

Mais elle se ralentit de 1867 à 1870 sous l'influence d'épidémies graves. Toutefois les jurys d'exposition de Lyon et de Vienne déclaraient que la qualité des vins s'était nettement améliorée. En 1871 les Alsaciens-Lorrains qui n'avaient pas voulu accepter la domination allemande vinrent s'installer sur le territoire de la colonie et se consacrèrent eux aussi à la culture de la vigne. 16.688 hectares étaient plantés dont 6.619 appartenaient aux indigènes.

A ce moment, le phylloxéra attaqua le vignoble de la Métropole, or le vignoble algérien était intact. La vigne y réussissait bien ; M. Djernon, professeur d'agriculture dans

les Basses-Pyrénées disait : « Au milieu de la sécheresse générale, la vigne est partout belle et fraîche, j'ai de plus en plus la conviction que le développement de cette culture en Algérie doit être pour la colonie le produit le plus important et qu'avant peu de temps la vigne deviendra le commanditaire de toutes les autres cultures. »

La production métropolitaine faiblissait et ne donnait plus satisfaction aux besoins de la consommation ; il s'agissait donc de favoriser le développement de la vigne en Algérie.

« L'Algérie était considérée comme l'espoir de la rénovation de la viticulture française, c'était la terre promise, officiellement la culture de la vigne était encouragée et les banques, voire même l'Institut d'émission furent incités à ouvrir de larges crédits aux colons pour planter de la vigne...

« Les prix élevés auxquels se vendirent les vins pendant la période comprise entre 1880 et 1890 furent un stimulant bien plus énergique que l'action gouvernementale¹. »

De cette crise, date l'essor du vignoble. De nombreux immigrants vinrent de France, achetèrent des domaines, y investirent de nombreux capitaux. En 1881, la superficie était de 30.482 hectares ; elle passe en 1890 à 110.042 hectares, soit une augmentation de 79.560 hectares en dix ans.

La vigne descendit à ce moment du coteau ingrat dans la plaine. Ce qui occasionna d'ailleurs quelques insuccès aux Algériens.

De 1891 à 1900, le vignoble s'accroît encore, il passe de 109.459 hectares à 154.430. En 1900, un ralentissement se

1. Observations présentées au sujet du rapport de M. le colonel Mirepoix, sur le *Vin*, par M. Aymes, président de la Confédération des vignerons algériens et par M. Fontanille, secrétaire à la séance de la 4^{re} commission d'enquête du Conseil National économique tenue à Paris le 28 avril 1931.

manifeste, par suite de la baisse des prix et de la mévente due à la reconstitution du vignoble de la Métropole ; la fraude sévit déjà. D'autre part, on découvre bientôt des taches phylloxérées à l'Est et à l'Ouest de l'Algérie. Les viticulteurs s'inquiètent. En 1907 le phylloxéra s'attaque au département d'Alger après avoir ravagé une partie du département d'Oran et la presque totalité du département de Constantine. La reconstitution sur cépages américains avait été autorisée par la loi du 23 mars 1899.

Ce fut une dépense importante et bon nombre de vignons furent ruinés. Les superficies ne s'accrurent plus. Le vignoble qui atteignait 154.000 hectares en 1900 ne comprenait plus que 152.000 hectares en 1910. La reconstitution du vignoble se fit au milieu de difficultés considérables, les viticulteurs ne pouvaient que difficilement se procurer les ressources nécessaires pour remplacer leurs vignes.

Depuis lors, le vignoble n'a cessé de gagner quelques milliers d'hectares par an. Les conditions d'exploitation et de cultures redevenues normales, les surfaces occupées par la vigne marquèrent une tendance très nette à un accroissement rapide ; de 1909 à 1914, elles passèrent à 181.000 hectares se décomposant comme suit : 150.000 hectares de vignes en production ; 30.000 hectares environ de vignes non en rapport.

A partir de 1914 les statistiques ne donnent plus que la superficie des vignes en production.

1920	170.464 hectares.
1926	201.464 —
1929	226.498 —

En 1930, la superficie totale des vignes en rapport atteignait 271.352 hectares. Le développement des plan-

tations durant ces dernières années est dû en particulier à la crainte des mesures restrictives contenues dans les projets et propositions de loi en suspend et au coup de fouet des hauts prix qui rendait la culture si rémunératrice. En 1931, le vignoble avait une superficie de 311.520 hectares.

M. Morinaud affirme que sous l'influence de la loi du 4 juillet 1931, il a été planté environ 35.000 hectares soit 22.000 dans le département d'Oran, 9.000 dans le département d'Alger et 2.000 dans celui de Constantine.

L'Algérie a donc planté de la vigne, sans doute un peu trop ; mais c'était son droit. Jusqu'en 1931, la seule limite à elle imposée était l'article 544 du Code Civil : « La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par la loi et par les règlements. »

L'accroissement de la production en Algérie est en corrélation étroite avec l'accroissement des plantations. En 1867 la production atteignait 77.337 hectolitres, elle passe en 1879 à 351.525 hectolitres, en 1891, elle s'élève à 4.018.969 pour atteindre 10.000.000 en 1914. Voici les chiffres de ces dernières années :

	EN MILLIONS d'hectolitres.
Décade 1909-1918 : moyenne annuelle	7,5
— 1919-1928 : —	9
Année 1929 : moyenne annuelle	13
— 1930 : —	13,5
— 1931 : —	16
— 1932 : —	18
— 1933 : —	16,7 ¹

L'Algérie doit, elle aussi, sa production élevée à des

1. La crise en pays d'Aramon, *Revue de France*, p. 147, 1^{er} septembre 1933.

améliorations apportées aux conditions de plantation : terrains mieux défoncés, cépages choisis plus judicieusement, reconstitution du vignoble sur plants américains.

M. Victor Demontès, dans son ouvrage « L'Algérie agricole » nous fait observer que le vignoble actuel ne ressemble plus à l'ancien ; il en diffère par son emplacement, ses conditions de culture : « Autrefois on avait planté la vigne un peu partout, sans grand choix des terrains, selon les acquisitions faites par les nouveaux venus, sur la terre africaine... On avait planté dans les terrains salés, comme en Oranie et le salant avait envahi les vignes qui dépérissaient, on avait planté dans les bas-fonds et les gelées printanières grillaient les premières pousses et diminuaient le rendement. Ce que l'on recherchait c'était une production hâtive et abondante, afin de profiter des hauts prix de vente. »

D'autre part, les Algériens ont perfectionné leurs méthodes de vinification. La vinification a toujours été pour les pays chauds une question délicate. Les Africains ont cherché longtemps ; leurs expériences ont duré près d'un demi-siècle, elles ont abouti aujourd'hui.

La méthode préconisée est la réfrigération des moûts dans les récipients employés dans le but de maintenir la température des moûts en travail au-dessous du point correspondant à l'arrêt de la fermentation. M. Jean Leune, auteur de nombreux articles sur la question viticole nous apprend qu'on emploie un moyen beaucoup plus puissant à la Trappe de Staoueli ; une véritable usine frigorifique produit sans arrêt une saumure qu'elle envoie dans toute la cave par des tuyauteries isolées. C'est un moyen rapide d'abaisser la température de plusieurs degrés. Mais ces procédés de réfrigération physique présentent un sérieux

inconvenient, ils sont fort coûteux, ils nécessitent une main d'œuvre importante, des récipients nombreux, la proximité de puits et toute une organisation pour refroidir l'eau. Seuls les grands domaines peuvent donc les utiliser. Les petits propriétaires recourent volontiers à l'emploi de l'anhydride sulfureux, procédé chimique beaucoup plus économique et qui donne de très bons résultats. C'est un moyen de retarder l'évolution des ferments et de mener à bien la transformation du sucre en alcool. Les œnologues préconisent aussi le levurage des vendanges par des levures sélectionnées.

Enfin, depuis la crise phylloxérique, les surfaces cultivées en vignes se sont accrues de par le monde. En 1900, le vignoble mondial occupait une superficie de 6.505.000 hectares, son extension peut s'apprécier par les chiffres suivants :

1929.	7.447.000 hectares.
1930.	7.167.000 —
1931.	7.229.000 —

La demande des vins étrangers par le marché français a entraîné aux environs de 1875 un accroissement marqué du vignoble italien et du vignoble espagnol; leurs superficies sont passées au double.

Certains pays se sont adonnés récemment à la culture de la vigne. En 1901 l'Afrique du Sud ne possédait pas un pied de vigne, en 1929 la superficie de son vignoble atteignait 19.700 hectares produisant 872.000 hectolitres. Le vignoble de l'Australie englobait une superficie de 35.700 hectares de vigne en 1901, il s'étendait en 1929 sur 46.100 hectares produisant 837.000 hectolitres.

Le vignoble argentin est passé de 48.000 hectares à 124.000 hectares durant les mêmes années. Le vignoble

chilien s'est développé lui aussi d'une façon considérable. En Europe, l'extension des vignobles et des rendements n'a jamais atteint ce rythme.

L'Institut international d'Agriculture de Rome a évalué la récolte mondiale de 1930 entre 125 et 140.000.000 d'hectolitres, celle de 1931 a pu atteindre 170 millions d'hectolitres.

L'Italie produit environ 45 millions d'hectolitres, l'Espagne 26 millions, la Hongrie et la Yougoslavie 3 à 4 millions.

Sous-consommation. — Parallèlement à cette surproduction, on a pu observer une baisse, légère il est vrai, mais réelle de la consommation.

La consommation de la France est essentiellement variable.

Depuis la fin de la guerre, la consommation avait augmenté progressivement, jusqu'à atteindre son point culminant 54.659.120 hectolitres pendant la campagne 1925-1926.

C'est que, durant la guerre, le goût du vin s'était répandu par la consommation qui en avait été faite dans les tranchées. D'autre part, le prix de vente avait sensiblement baissé en 1922, puis en 1924-1925, par suite de récoltes abondantes qui avaient d'ailleurs provoqué des crises passagères de mévente.

En 1926, la récolte étant peu élevée, il en résulta très vite une pénurie de ressources d'où une élévation des prix qui atteignirent et dépassèrent 300 francs l'hectolitre, la spéculation aidant.

Depuis lors, on a pu enregistrer un accroissement de la consommation de boissons telles que la bière, les eaux

minérales, le thé, le café, etc., tandis que déclinait très doucement la consommation du vin.

1925-26. . .	54.659.120 hectolit.	1930-31. . .	49.138.510 hectolit.
1926-27. . .	44.314.800 —	1931-32. . .	49.999.200 —
1927-28. . .	45.101.070 —	1932-33. . .	48.937.545 —
1928-29. . .	46.976.360 —	1933-34. . .	49.582.130 —
1929-30. . .	50.817.110 —		

Les prix sont restés très élevés (prix moyen du 9^o propriété à l'hectolitre d'après les cours des marchés méridionaux) :

	francs ²		francs
1913-14	22,90	1928-29.	132,75
1921-22	93,33	1929-30.	98,08
1925-26	84,17	1930-31.	156,20
1926-27	211	1931-32.	135 ¹
1927-28	158,10		

Cette élévation des prix est une cause principale de la diminution de consommation enregistrée après 1926. La majoration abusive des droits de circulation, les frais de transport élevés, ont contribué au maintien des cours à un tel niveau, ce sont des charges fixes que le commerce n'est pas libre de modifier. Mais le consommateur trop longtemps oublié se lassa du vin, il consomma de la bière, du cidre.

« Or les habitudes perdues se retrouvent lentement et le retour aux anciens prix laisse un inévitable résidu². »

La consommation s'est restreinte également sous l'influence de principes religieux, philosophiques ; ainsi la prohibition a subsisté jusqu'en 1933 aux États-Unis et la propagande antialcoolique est particulièrement intense dans les pays Scandinaves. La population indigène en

1. Cf. Rapport de M. le colonel Mirepoix.

2. M. R. Courtin. La viticulture devant les Pouvoirs publics, *Revue Politique et Parlementaire*.

Algérie considère le vin comme un produit défendu par la loi du Coran. La consommation est très faible. L'excédent de la production est en grande partie envoyé en France.

La consommation mondiale est en recul dans les pays producteurs ; elle est insignifiante dans les pays non-producteurs. La consommation par tête d'habitant est tombée de 1925 à 1929 :

En Italie	de 104 à 92 litres.
En Espagne.	de 86 à 80 litres.

Pour un total de 13 pays, on constate que de 569 litres on est tombé à 514 litres.

Mauvaise qualité. — Toutes les pratiques condamnables auxquelles les viticulteurs de toutes régions ont eu recours pour accroître leur rendement n'ont pas amélioré la qualité. Les vins dus à ces mauvaises pratiques sont mal constitués, leur faible teneur en alcool les expose à toutes les maladies, les producteurs ne peuvent les conserver, ils les vendent rapidement lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils les ont gardés trop longtemps ; ils jettent des masses lourdes sur le marché précipitant ainsi la chute des prix.

M. Barthe cite le fait suivant. Dans le département de l'Hérault, alors qu'autrefois on voyait rarement passer ce que les chimistes appellent un vin anormal, on a constaté après la guerre que ce vin anormal devenait la règle. Sur 300 échantillons par exemple, analysés à la station œnologique de l'Hérault, la plupart présentaient les caractères d'un vin mouillé. Ces vins provenaient de vignobles cultivés sur fil de fer, sur échelas. Le rendement à l'hectare atteignait parfois 250, 300, 350 hectolitres ; ces vins

n'avaient plus le caractère de bons vins, pas d'acidité, peu de couleur, 5 à 6° d'alcool seulement.

« Ce sont ces mauvais vins produits de façon industrielle qui, jetés sur le marché, ont porté le préjudice le plus terrible à la viticulture française¹. » Or c'est par la qualité que nous pouvons faire apprécier non seulement nos vins de grands crus mais aussi ceux de consommation courante. C'est la qualité seule qui peut nous permettre de lutter victorieusement sur les marchés étrangers contre les produits d'Espagne, de Grèce ou d'Italie dont les prix sont souvent inférieurs aux nôtres.

Manque de débouchés. — La France se trouve dans la situation paradoxale d'importer plus de vins qu'elle n'en exporte.

1873 marque l'apogée de nos exportations ; elles atteignaient à ce moment 3.981.400 hectolitres. Les chiffres suivants indiquent le recul qu'elles ont subi depuis cette époque :

1879 . . .	3.046.700 hectolit.	1927 . . .	1.279.700 hectolit.
1901 . . .	2.022.300 —	1928 . . .	1.374.300 —
1903 . . .	1.725.800 —	1929 . . .	1.374.700 —
1905 . . .	2.605.300 —	1930 . . .	1.087.500 —
1926 . . .	1.835.400 —	1931 . . .	818.200 —

Notre commerce d'exportation est tombé du troisième au quinzième rang en 1931.

Cette crise est du reste antérieure à la crise mondiale. Dans les années d'après-guerre, alors qu'on remarquait une augmentation très forte des exportations françaises en général, le stationnement des exportations des vins était sensible. Actuellement elles souffrent de la crise mon-

1. Rapport présenté par M. Barthe, au Congrès du Syndicat National du Commerce en gros des vins, les 19, 20, 21 mai 1931.

diale qui a diminué très sérieusement le pouvoir d'achat du consommateur.

Il existe des causes permanentes qui agissent ou ont agi peu à peu pour empêcher l'essor de l'exportation des vins. Elles se ramènent à deux causes essentielles :

1^o La concurrence accrue ;

2^o Le protectionisme sous toutes ses formes contre lesquelles l'exportation doit lutter.

Il convient de remarquer que l'exportation française s'est trouvée arrêtée sur tous les marchés qui se sont adonnés récemment à la culture de la vigne. C'est le cas de l'Argentine et du Chili, devenus eux-mêmes exportateurs. Par suite de la création de nouvelles frontières en Hongrie et en Yougoslavie, ces pays d'étendue limitée ont conservé des vignobles assez importants, et ne trouvent plus de débouchés sur leur marché national. Les vignobles nouveaux de l'Australie, de l'Afrique du Sud, menacent l'exportation française sur le marché anglais où ils jouissent de tarifs de préférence, et sur les marchés des possessions anglaises.

D'autre part, notre exportation se trouve concurrencée par des « vins de fruits » obtenus par la macération de baies de toutes sortes, avec addition d'eau, de sucre, d'alcool, et vendus comme vins. La Belgique s'est spécialisée dans la fabrication de ces mixtures. M. le colonel Mirepoix dans son rapport nous fait connaître qu'en 1928, cette fabrication a pu atteindre 83.000 hectolitres ; en 1929, douze usines ont fabriqué plus de 100.000 hectolitres. On cite également certaines usines de Londres qui produisent chaque année 133.000 hectolitres de « pseudo-vins », ces produits jouissent dans certains pays comme la Pologne de faveur fiscales. La Grande-Bretagne soucieuse de la perte de recettes

que lui causait la fabrication de ces vins, les a taxés assez lourdement lors du budget de 1933.

La fraude s'exerce aussi sur les appellations d'origine malgré les conventions les concernant, il existe des « Bourgognes d'Australie », des vins espagnols qualifiés cépa-Médoc, cépa-Sauternes. etc... Ces vins sont tarifés à un prix très inférieur à celui de nos produits, mais ces mixtures où il n'entre pas une goutte de vin de France lassent l'acheteur et le discrédit est jeté sur les appellations usurpées.

De son côté, la France agricole ne réussit pas à défendre son marché intérieur contre la concurrence des marchandises étrangères. Les prix de vente de nos industries exportatrices sont souvent plus élevés. Notre politique d'accords commerciaux est tournée contre les produits nationaux.

Le prix de vente moins élevé des produits étrangers tient à deux faits. Leur coût de revient paraît bien inférieur au coût de revient des marchandises françaises et la plupart des États vendent sur les marchés extérieurs à des prix plus bas que ceux pratiqués sur les marchés intérieurs, grâce aux primes accordées aux exportateurs. C'est le cas de la Hongrie dont les vins voyagent aux frais de l'État ou moyennant un prix minime et fixe de 9 fr. 20 par hectolitre jusqu'à destination. L'Australie a alloué pendant longtemps une prime de 550 francs environ par hectolitre de vin exporté, cette prime ayant été diminuée, il en est résulté une diminution équivalente des quantités exportées. Les primes accordées par le Chili ont eu un effet marqué sur le marché suisse par exemple, qui semble pourtant peu qualifié pour recevoir des vins du Chili. La vente est passée de 875 hectolitres en 1930 à 2.000 hectolitres en 1931 et à 9.651 hectolitres en 1932. Cet accroissement est uniquement imputable aux primes.

L'U.R.S.S. a pratiqué le dumping en exportant des vins sur les marchés extérieurs à des prix non rémunérateurs, alors que sa production était décroissante.

Jusqu'à ce jour, la propagande en faveur de notre boisson nationale a été pratiquement inexistante ; quelques organisations privées ont bien essayé cette publicité, mais leurs fonds insuffisants ne leur ont pas permis de persister.

De plus, la politique d'accords commerciaux pratiquée par la France est tournée contre les nationaux.

Les accords commerciaux concèdent à certaines nations le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée ; en outre ils nous enlèvent toute liberté d'action pour défendre nos producteurs. Si la viticulture demande protection contre l'invasion des vins espagnols, on lui répond que le gouvernement s'est engagé envers l'Italie, à ne plus élever les droits sur les vins italiens, or comme l'Espagne bénéficie de la clause de la nation la plus favorisée, les avantages accordées à l'Italie concernent l'Espagne.

Pour les besoins de notre balance commerciale, et pour satisfaire la consommation, car la production française oscille avec une très grande amplitude, nous sommes obligés de recevoir des vins provenant de pays étrangers.

Toutefois ces quantités ont été notablement réduites par le jeu des tarifs de douane (loi du 31 mars 1931), par l'interdiction des coupages (loi du 1^{er} janvier 1930), par certaines dispositions de la loi du 4 juillet 1931.

L'Espagne a toujours été le principal fournisseur du marché français en vins exotiques, son importation moyenne de 1928 à 1930 a dépassé 2 millions d'hectolitres, viennent ensuite la Grèce, le Portugal, l'Italie avec des moyennes respectives de 390.000 hectolitres, 245.000 et 77.000.

Pour l'année 1932, les importations s'établissent ainsi :

Espagne. . .	624.000 hectolit.	Portugal . .	176.000 hectolit.
Grèce. . . .	206.000 —	Italie	15.000 —

La politique économique suivie par la France a contribué dans une très large mesure au malheur de nos exportations. Notre politique de contingentement a provoqué des mesures de rétorsion de la plupart des pays étrangers. Ainsi le Danemark, à la suite de mesures contingentant l'importation en France des beurres et du bétail danois, a prévu par une loi, le contingentement des vins et des eaux-de-vie exportés de France. Parmi les mesures de représailles que nous avons encourues, il faut citer la majoration des tarifs douaniers du Canada qui fut la conséquence de la dénonciation de l'accord conclu par la France avec ce pays en 1922.

La Suisse estimant que l'augmentation de la taxe à l'importation à l'entrée en France était une violation de son accord commercial avec notre pays, a institué une taxe spéciale de 4 p. 100 qui frappe les seuls produits français à l'importation sur le territoire douanier suisse.

A l'égard de l'Italie, la dénonciation de l'accord commercial de 1928 est une conséquence directe des mesures de contingentement prises par la France. L'Italie a riposté à nos contingentements par la restriction des importations de toute une série de marchandises françaises importées en Italie ; c'est pour cette raison que l'accord de 1928 n'a pu être maintenu.

De plus, la France a commis une erreur économique en éliminant de son marché les vins exotiques.

La loi du 1^{er} janvier 1930, dans son article 4 interdit l'emploi des vins exotiques dans les coupages. Cette mesure avait deux objets principaux :

1^o Arrêter l'importation des vins étrangers, notamment des vins espagnols, vins de degré très élevé, que le négociant utilise pour remonter les vins légers.

2^o Désorganiser le marché des petits vins.

Cette loi a eu des effets désastreux ; nous avons subi des mesures de représailles de la part de la Grèce, des difficultés diplomatiques avec l'Espagne, ce qui n'a pas empêché les vins espagnols de pénétrer chez nous. Les négociants étrangers les ont adaptés au goût du consommateur et la clientèle sollicitée par une habile publicité a acheté ces vins à l'état pur, les a appréciés sous l'étiquette « Vin d'Espagne » et la loi a eu ainsi pour résultat de favoriser le producteur étranger aux dépens du producteur français.

Par cette politique, la France s'est créée elle-même des concurrents sur les marchés extérieurs. L'Espagne a pris la première place en Allemagne, en Suisse, en Tchécoslovaquie ; elle vient peu après la France en Angleterre et aux Pays-Bas.

La Grèce arrive au deuxième rang sur les marchés allemands, elle s'est fait une place importante sur les marchés des Balkans, aux Pays-Bas et en Suisse.

En Égypte, les vins grecs tiennent le tout premier rang.

Enfin de nombreuses restrictions ont été appliquées au commerce des vins : barrières douanières, taxes intérieures, évaluations de tares, prescriptions dites sanitaires, etc... Tout cela, y compris les contingentements douaniers, où la prohibition totale pour raison humanitaire, frappe le vin ; tous ces règlements se complètent, changent chaque jour.

En effet nos exportations se heurtent à des droits de douane très élevés, ils équivalent à une véritable prohibition. Voici les tarifs les plus réduits qui ont été pratiqués par quelques pays importants :

	Francs par hectol.		Francs par hectol.
Allemagne	192	Grèce	102
Australie	1.897,75	Pays-Bas	246
Union Belgo-Luxem- bourgeoise	135	Pologne	57,20
Danemark	510	Portugal	1.100
Espagne	200	Suisse	118,60
Grande-Bretagne . .	406,25	U. R. S. S.	1.426,30 ¹

Depuis le début de la crise, les tarifs se sont élevés d'une façon très rapide dans tous les pays du monde. L'année 1930 a vu des augmentations de tarifs en Allemagne, au Portugal, en Australie, etc...

En 1932, de grands pays comme l'Italie, le Japon, la Chine, les Pays-Bas, le Portugal et bien d'autres encore ont pris à notre égard des mesures très énergiques.

Le Canada, la Grande-Bretagne nous appliquent des majorations douanières et souvent accordent à nos concurrents des privilèges ; c'est le cas pour l'Australie et le Cap.

L'assiette des droits est également très défectueuse, le vin est taxé le plus souvent au poids, le récipient acquitte donc la même taxe douanière que le liquide qu'il contient. Dans d'autres cas, la taxation se fait au brut, caisses et paillons acquittent les mêmes droits que les vins.

Nous avons essayé d'obtenir pour nos grands crus de Champagne, Bordeaux, Bourgogne, des avantages spéciaux, or ce système de discrimination a donné de mauvais résultats. Si nous réussissons à obtenir un avantage prétendu exclusif pour nos vins à appellation, immédiatement les autres pays viticoles font agir leurs meilleurs négociateurs et s'appliquent à obtenir les mêmes avantages que ceux à nous concédés. D'autre part, nos lois sur les appellations

1. M. R. Courtin. La viticulture devant les Pouvoirs publics, *Revue Politique et Parlementaire*, 2^e trimestre, p. 464.

d'origine sont très strictes et ferment bien des marchés aux vins d'Algérie, et à tous ceux qui n'ont pas une désignation conforme à la loi de 1919 et aux lois postérieures.

Les droits fiscaux intérieurs qui existent dans certains états viennent accroître le droit de douane, quelquefois ils le doublent ou le triplent. Dans la conclusion des accords commerciaux les taxes intérieures ne peuvent être mises en discussion, les gouvernements soucieux de protéger leur autonomie fiscale, se refusent à prendre tout engagement quant à leur montant.

Souvent ces taxes établissent une discrimination entre les vins importés et les boissons locales ; ainsi en Autriche, à 33 fr. 25 de droits sur les vins mousseux s'ajoutent des taxes municipales qui frappent la bouteille d'un droit de 9 francs chez le détaillant, de 16 francs dans les restaurants. En Belgique, en Pologne, des taxes de ce genre ont été instituées. Le Brésil perçoit même en plus des taxes intérieures pour le compte de l'État un impôt dit de bienfaisance qui est perçu au profit des hôpitaux.

On voit que les droits de douane et les taxes intérieures peuvent opposer à l'importation et à la consommation des vins des obstacles difficiles à franchir. De plus il existe toute une série de mesures administratives qui viennent gêner par mille tracasseries la vente ou le commerce des vins.

Ainsi la France elle-même dans ses accords commerciaux prévoit que les vins seront accompagnés de certificats d'origine. Ces certificats varient selon les pays avec lesquels elle traite, certains États en profitent pour percevoir des droits assez élevés ou bien prétendent que toutes les formalités n'ont pas été remplies ; il en résulte alors un long retard pour les envois qui se trouvent arrêtés.

D'autres pays exigent à l'arrivée des vins un certificat d'analyse fixant leur composition chimique, le certificat est visé moyennant finance et très souvent les pays importateurs font procéder à une analyse de contrôle par leur laboratoire, ce qui entraîne de nouveaux frais et une augmentation du prix de nos vins sur les marchés étrangers. Lorsqu'un pays veut gêner notre exportation, il peut prétendre que les produits français contiennent une quantité d'anhydride sulfureux supérieure à celle que tolère sa législation. On trouve des prescriptions sur la désinfection des paillons susceptibles de transporter certaines maladies comme la fièvre aphteuse des pays exportateurs. Le Canada et le Mexique ont pris des décisions de ce genre.

Notre exportation est de plus arrêtée par des mesures de prohibition comme c'était le cas aux États-Unis, en Finlande. Bien que le régime sec soit aboli en Amérique, il est imprudent d'espérer que la réouverture de ce marché se traduira par un afflux de commandes, seuls les grands crus ont quelques chances d'être exportés de façon continue.

D'ailleurs le pouvoir d'achat du consommateur étant très diminué, la bière et le whisky resteront vraisemblablement les boissons favorites des masses américaines. Cependant on prévoit que nos producteurs pourront aborder pour quelques années au moins le marché californien, car dans son ensemble, la situation de la vigne en Californie est mauvaise. Mais le vigneron va chercher à revoueler son matériel, greffer de jeunes vignes avec des variétés appropriées, progager des cépages nouveaux, il aura vite fait de recréer cette industrie, malgré le coup porté par les quatorze années de prohibition et l'importation des vins français ne saurait être de longue durée.

Le monopole est un autre ennemi de nos exportations. Au Canada, la province de Québec perçoit une somme de 39 francs par bouteille de champagne pour ses frais et bénéfices ; en Pologne, on perçoit également des droits très élevés et le nombre des personnes autorisées à vendre des vins est extrêmement limité.

La crise économique a fait naître un obstacle dont les exportateurs de vins souffrent dans une large mesure. Il s'agit de la « réglementation de la sortie des devises » ; le procédé est le suivant : l'acheteur ne peut obtenir le change pour payer ses factures à l'étranger que dans la limite où les règlements d'État et la bonne volonté des banques le permettent. On aboutit ainsi à des restrictions fort dangereuses.

On cite l'exemple de l'Allemagne qui ne laisse importer sur son territoire que 50 p. 100 de la valeur des importations de l'année précédente, chaque maison doit faire la preuve de ses importations pour obtenir le permis. De nombreux pays ont pris des mesures de ce genre.

De ces divers éléments : *Surproduction*, *Sous-consommation*, *Mauvaise qualité*, *Manque de débouchés*, il en est résulté sur le marché national une surabondance des offres par rapport aux demandes.

M. Prosper Gervais a fait connaître que si les productions métropolitaines et algériennes réunies atteignent 70 millions d'hectolitres, c'est le marasme ; lorsqu'elles atteignent 75 millions, c'est la crise.

La mauvaise récolte de 1926 peut marquer le début de ce déséquilibre ; elle atteignait pour la France et l'Algérie 49 millions d'hectolitres seulement. La qualité avait baissé, la quantité se mit à baisser aussi ; ces récoltes déficitaires entraînèrent une hausse des prix. M. Barthe cite le chiffre

de 300 francs pour un hectolitre, M. Augé-Laribe 320 francs, M. Roustan 350 francs. Les viticulteurs gardèrent leur récolte dans l'espoir de hausses encore plus fortes. Les énormes bénéfices réalisés en 1926 se trouvèrent augmentés d'un boni de 250 millions réalisés par le Languedoc du fait d'une réduction de 10 francs par hectolitre sur le droit de circulation, réduction qu'ils avaient réclamée en faisant état de la diminution de cette récolte de 1926 dont les résultats pour le vigneron avaient été cependant extraordinaires. En 1927 la récolte fut médiocre, 57 millions d'hectolitres seulement. Les prix restèrent élevés et détournèrent le consommateur. En 1928-1929, les vendanges furent très abondantes et suscitèrent un effondrement des cours ; les récoltes augmentaient, les chais des producteurs décelaient encore d'importantes réserves. En 1929, au moment de la déclaration, on s'aperçut que le stock des chais récoltants dépassait 5 millions d'hectolitres. Le commerce s'abstenait d'acheter, vivait au jour le jour, les acheteurs avaient disparu repoussés par les prix élevés.

Ce fut la baisse, les vins, qui cotaient 25 francs le degré baissèrent à 15 et 16 francs avant les vendanges. Les déclarations de récolte firent apparaître une production de 80 millions d'hectolitres alors que la consommation maxima pouvait atteindre 70 à 75 millions. Les prix baissèrent encore à 10, 8 et 7 francs le degré. Au dire de M. Barthe, certains marchés connurent le prix de 5 francs.

Tous les profits que les viticulteurs de la Métropole et de l'Algérie avaient réalisés durant les années d'après-guerre auraient dû les inciter à constituer de larges réserves propres à amortir les effets de baisse de prix que l'on pouvait attendre. Or lorsque les cours de la campagne de 1929

apparurent désastreux, on vit, nous conte M. Courtin, un extraordinaire mouvement de protestation et de défense s'étendre dans les villes et les villages, « le Midi était l'éternelle victime, le vin l'éternel sacrifié, le vigneron l'éternel malheureux ».

La controverse économique se transformait en épopée et c'est ainsi qu'on put entendre des harangues d'une extravagante éloquence.

« La colonie ruinait la Métropole ; l'Algérie faisait au Midi une concurrence déloyale car elle avait trop de soleil. Certains méridionaux parlaient de vendre l'Algérie aux Américains ; tous les vieux arguments mercantilistes en faveur du pacte colonial refleurissaient comme au temps de Colbert ¹. »

On ne trouvait d'autre moyen de résoudre la crise que des mesures unilatérales et violentes à l'encontre de l'Algérie.

Or si l'Algérie a continué ses plantations, le Midi de son côté a considérablement augmenté sa puissance de production. L'Algérie est donc loin d'être seule à avoir préparé la crise qui sévit actuellement. Les mesures à prendre pour en réduire la portée devaient donc être en toute justice, des mesures nationales, faisant de toute la production française méridionale et algérienne, un bloc unique, servant à la fois l'intérêt du producteur et celui du consommateur.

1. M. R. Courtin. La viticulture devant les Pouvoirs publics, *Revue Politique et Parlementaire*, 2^e trimestre 1931, p. 462.

CHAPITRE II

LE CONFLIT

Par son importance exceptionnelle et sa gravité, le problème viticole retient depuis de longues années l'attention des associations professionnelles, il a du reste donné lieu aux discussions les plus passionnées.

Deux thèses sont en présence ; l'une inspirée par la C. G. V. de Narbonne qui consiste à réclamer à l'encontre de l'Algérie des mesures d'exception ; le contingentement, les propositions Castel, Cafford, l'aménagement du marché, en sont les expressions.

Pour justifier ces mesures les dirigeants de la viticulture méridionale invoquent le régime privilégié dont jouissent à leur avis les viticulteurs algériens ; rendements à l'hectare supérieurs à ceux qu'obtiennent les producteurs métropolitains, frais d'exploitation sensiblement moins élevés, main-d'œuvre peu coûteuse, charges fiscales moins lourdes, etc...

Une autre thèse soutenue par la C. G. V. algérienne préconise des mesures nationales s'appliquant de la même façon sur les deux rives de la Méditerranée.

SECTION I. — Inégalité des charges.

Il convient d'examiner tout d'abord si les mesures d'exception réclamées à l'encontre de l'Algérie se justifient par

une inégalité des charges, si vraiment les viticulteurs algériens jouissent d'avantages exceptionnels.

Les dirigeants de la C. G. V. méridionale tirent argument de « l'autonomie de l'Algérie ».

« Toute idée d'assimilation, disent-ils, a dû être abandonnée, malgré les tentatives faites par les divers gouvernements qui se sont succédés depuis l'occupation, la loi du 19 décembre 1900, lui ayant conféré son autonomie avec le titre de colonie. »

A vrai dire, la loi du 19 décembre 1900 porte création d'un budget spécial pour l'Algérie, et dote celle-ci de la personnalité civile, c'est cette loi, qui à l'heure actuelle régit les rapports de nos trois départements de l'Afrique du Nord avec la Métropole. Mais le gouvernement de 1900, n'a jamais prétendu séparer l'Algérie de la France, il a voulu, en réalité, supprimer des méthodes administratives et financières, valables pour la Métropole, mais que l'expérience avait révélées regrettables pour l'Algérie et substituer un régime plus approprié à ses besoins et aux nécessités de sa mise en valeur et ce dans l'intérêt même du budget métropolitain.

De 1881 à 1896, l'Algérie avait été placée sous le régime des rattachements, elle était alors considérée comme le « simple prolongement de la France continentale », et on l'assimilait entièrement à la Métropole. Or elle n'était pas suffisamment outillée pour s'accommoder du régime administratif et budgétaire de la France continentale.

L'institution de ce budget n'a pas eu pour objet d'émanciper la colonie, c'est ce que nous prouve l'exposé de M. Berthelot, Rapporteur de la loi, devant la Chambre.

« En donnant, à l'Algérie, le sentiment de sa responsabilité et un intérêt direct dans le bon aménagement de

« ses dépenses, il paraît certain que des améliorations
« sensibles pourraient être réalisées... Les sociétés nou-
« velles, que le colon européen constitue se caractérisent
« par un esprit plus pratique, plus d'initiative, encore ne
« faut-il pas les écraser sous le poids de réglementations
« administratives et d'une bureaucratie, qui n'ont leur
« raison d'être que chez les populations plus vieilles et plus
« routinières, et beaucoup plus denses... Il est absurde
« de ne pas les consulter sur leurs besoins... Il est également
« absurde de ne pas les associer au contrôle, qui sans leur
« concours ne peut pas être efficace... Le jour où les Algé-
« riens seront intéressés à leur équilibre budgétaire, les
« ressources seront mieux employées, avec plus de méthode
« et d'esprit de suite...

« Le grand avantage du budget spécial, c'est qu'il lui
« permettra la création de ressources nouvelles, non seule-
« ment par la mise à sa disposition de la plus-value annuelle
« et régulière de ses recettes, mais aussi par des remanie-
« ments fiscaux, dont l'initiative lui sera laissée. Actuelle-
« ment l'Algérie n'a nul intérêt direct à l'augmentation
« de ses revenus, puisque ses plus-values budgétaires
« profitent au budget général de la France. D'autre part,
« la Métropole dont les charges sont très lourdes, estime
« avoir assez fait et ne veut pas s'imposer de sacrifices
« nouveaux. »

Ce texte précise le dessein de ceux qui ont institué le budget spécial. L'Algérie n'est pas retranchée de la vie économique nationale, elle peut tout au plus élaborer elle-même son programme d'outillage économique, effectuer de grands travaux, chemins de fer, routes, ports, etc...

La Métropole n'a pas renoncé à sa souveraineté. Le budget des recettes de l'Algérie n'entre en vigueur qu'après

avoir été soumis à l'approbation du Parlement comme les projets d'emprunt ou de travaux publics, les attributions des assemblées algériennes, sont purement consultatives. La Métropole a de plus conservé à son compte les dépenses militaires. Tous les actes administratifs sont soumis à la ratification du pouvoir central.

« Il est impossible de parler d'abandon de souveraineté, « il y a seulement eu délégation d'une parcelle des prérogatives du pouvoir exécutif dans le domaine administratif et budgétaire, autrement dit une œuvre de décentralisation ¹. »

Charges fiscales. — Les dirigeants de la C. G. V. de Narbonne prétendent que l'Algérie supporte des charges fiscales inférieures à celles de la Métropole. Cette question a été étudiée par M. Borderes, Président de la Commission des finances aux Délégations financières algériennes. « Il résulte de cette étude, a-t-il déclaré au cours de l'assemblée plénière du 13 janvier 1931, que l'impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu est le même des deux côtés de la Méditerranée, compte tenu toutefois de ce que certains abattements n'existent pas en Algérie.

« L'impôt sur les salaires et traitements, sur les bénéfices non commerciaux, sur les bénéfices industriels et commerciaux, sur les valeurs et capitaux mobiliers et la contribution sur la propriété bâtie sont plus légers en Algérie qu'en France. Par contre, la contribution foncière sur la propriété non bâtie est plus lourde dans la colonie.

1. Eugène Gross (rédacteur en chef de l'*Echo d'Oran*). « Est-il vrai de dire que l'Algérie, c'est la France, demande la C. G. V. du Midi. Elle dit : non ; nous disons : oui ; et nous le prouvons », articles publiés dans l'*Echo d'Oran* des 14-15-16-17 décembre 1932.

« On a pu faire à l'agriculture algérienne le reproche
« de ne pas payer d'impôts, c'est là une critique injus-
« tifiée... On est amené à constater que la viticulture algé-
« rienne acquitte trois fois plus de droits que la viticul-
« ture française... Si l'agriculture constitue la richesse
« essentielle de l'Algérie, elle en est aussi la matière prin-
« cipale d'imposition. »

En ce qui concerne l'impôt foncier sur les propriétés non bâties, il convient de reconnaître que le taux est moins élevé en Algérie qu'en France ; mais il est appliqué sur une valeur locative plus forte en Algérie. Pour la Métropole, la valeur locative qui sert de base est celle d'avant-guerre augmentée de 50 p. 100 soit 131 francs par hectare¹.

La valeur locative moyenne des vignes avait été fixée en Algérie à 522 francs, lors de la révision des évaluations foncières effectuées en 1925. Cette somme a été majorée de 50 p. 100, par une nouvelle révision de 1929 à 1932, elle atteint aujourd'hui 783 francs.

La production métropolitaine acquitte en moyenne par hectare 83 fr. 80, tandis que le producteur algérien doit verser au fisc 93 fr. 90.

Pour les bénéfices agricoles la base de l'impôt est la valeur locative moyenne multipliée dans la Métropole pour les vignes par le coefficient 2,5 avec un taux de 12 p. 100 (pas de centimes additionnels). En Algérie, par le coefficient 3,5 soit avec les centimes 7,5,

Le rendement moyen par hectare de vigne de l'impôt sur les bénéfices agricoles est donc :

$$\begin{array}{l} \text{En France, de } 131 \times 2,5 \times 12 \text{ p. } 100 = 39,30. \\ \text{En Algérie, de } 783 \times 7,5 \qquad \qquad \qquad = 58,70. \end{array}$$

¹ *Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques*, 23 juin 1933, p. 141.

Les viticulteurs acquittent pour ces deux impôts :

En France, $83,80 + 39,30 = 123,10$.

En Algérie, $93,93 + 58,70 = 152,63$.

Notons que l'impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu a aussi pour base la valeur locative moyenne fixée par les révisions foncières. Le taux de cet impôt, la progression et les réductions sont actuellement les mêmes en France et en Algérie.

D'autre part, les abattements à la base de l'impôt sur les bénéfices agricoles sont plus forts en France qu'en Algérie, ce qui s'explique par l'extrême division de la propriété en France. Ceci ne fait de doute pour personne, M. le Colonel Mirepoix le déclarait déjà en 1925 : « En France, l'impôt sur les bénéfices agricoles ne rendra jamais ce que le Parlement en attend si les abattements à la base restent ce qu'ils sont, cet impôt a rendu davantage en Algérie que dans les quatre départements méridionaux. »

M. Fontanille dans sa brochure *l'Aménagement du marché intérieur et la viticulture algérienne* fait observer que le rendement de la cédula des bénéfices agricoles est tombée en France de 273 millions en 1927 à 80 millions en 1931. En Algérie il est passé de 33 millions en 1927 à 46 millions en 1931. Pour l'année 1933, on donne les chiffres suivants : Métropole, 28 millions ; Algérie, 54.902.000.

Remarquons enfin que dans la Métropole on a dénombré en 1931 4.816.000 chefs d'exploitation et 400.000 exploitants. Or 319.015 seulement ont été imposés au titre des bénéfices agricoles. Le nombre des cotes individuelles en Algérie atteint 684.482.

De plus les viticulteurs algériens ont été soumis durant les années 1930-1931 à une taxe frappant la production viti-

cole, cette taxe a été supprimée à la suite du vote du statut de la viticulture, elle a sérieusement frappé la production algérienne puisque son produit a dépassé 10 millions.

Cette brève comparaison des charges fiscales agricoles de la Métropole et de l'Algérie nous permet de constater que le parallèle ne justifie pas l'hostilité du vigneron métropolitain ¹.

Celui-ci prétend encore que la situation privilégiée de l'Algérie provient surtout de ce qu'elle n'apporte aucune contribution aux charges de la Métropole. « L'Algérie, dit-il, ne supporte aucune des conséquences de la guerre, elle ne participe pas aux charges de la dette publique, à celles de l'amortissement, aux dépenses des pouvoirs publics, des affaires étrangères, des colonies, etc... »

La participation de l'Algérie, aux charges de la Métropole n'est pas aussi minime qu'on pourrait le croire.

L'Algérie verse 6 p. 100 de ses recettes à titre de contribution aux dépenses militaires de la Métropole, le montant de cette contribution s'est élevée :

	Francs.		Francs.
De 1915 à 1924. . .	114.000.000	1931	69.752 770
1925	25.145.471	1932	74 931.173
1928	46.181.112	1933	73.062.136
1929	54.041.029	1934	78.848.855
1930	63.131.752 ²		

Il faut ajouter à cette somme les dépenses de gendarmerie.

Cette contribution aux dépenses militaires est inférieure

1. Il convient de faire observer que le nouveau régime fiscal, instauré par la loi de finance de 1933, va abaisser en France, l'incidence de la contribution foncière et des bénéfices agricoles.

2. Observations présentées au sujet du rapport de M. le colonel Mirepoix par M. Aymes, président de la Confédération des vignerons algériens, et par M. Fontanille, secrétaire à la séance de la 1^{re} commission d'enquête du Conseil National économique, tenue à Paris le 28 avril 1934.

à celle qu'exige la sécurité de l'Algérie elle-même. Mais comme le fait observer M. Fontanille « l'Algérie au même titre que l'Alsace et la Lorraine, comme toutes les régions frontières, constitue une marche et la présence d'effectifs militaires est avant tout nécessitée par les besoins de la sécurité nationale ».

Depuis 1928 l'Algérie fait à la Métropole un versement annuel de 5 millions pour le redressement national, elle s'est engagée pour une période de vingt années.

Sa part contributive à l'Office d'étude du transaharien s'élève à 3 millions. Elle a voté une contribution de 2.500.000 francs destinée à la Caisse d'amortissement des bateaux donnés en location par l'État à des Compagnies de navigation françaises assurant le service dans la Méditerranée.

L'Algérie verse 18 p. 100 sur les valeurs mobilières pour tous ses emprunts.

Elle supporte la charge du tiers colonial : traitement supplémentaire alloué aux fonctionnaires, leurs frais de voyage gratuit tous les deux ans pour leur passage en France. Ces avantages atteignent le chiffre de 140 millions.

Le trafic maritime est exclusivement réservé au pavillon national dont il est l'aliment essentiel.

Cette situation privilégiée faite au pavillon français a provoqué maintes fois un certain mécontentement de la part des usagers des lignes maritimes.

Ce régime impose en effet des dépenses supplémentaires au commerce algérien d'importation et d'exportation qui ne peut profiter des réductions de tarifs que l'armement français est amené à consentir sur toutes les lignes où la navigation, est libre pour pouvoir lutter efficacement contre la concurrence étrangère.

On a pu constater récemment que certains tarifs de transport d'Alger à Marseille étaient supérieurs à ceux pratiqués d'Alger à Hambourg.

Depuis que la crise économique sévit, en raréfiant le trafic, elle a incité les armateurs des nations concurrentes à abaisser leur frêt. L'Algérie n'a pas profité de cette situation et l'on peut chiffrer à 30 à 40 p. 100 la proportion dans laquelle se trouvent grevés les échanges effectués sous le monopole du pavillon. Si l'on table sur un frêt annuel d'environ 300 millions, celui-ci accuserait un excédent total d'une centaine de millions de francs au bénéfice de l'armement national.

L'économie algérienne est d'autant plus affectée que se développent les échanges commerciaux entre les ports métropolitains et algériens, échanges qui ont atteint des chiffres élevés.

D'autre part, l'Algérie supporte des charges qui lui sont propres et l'autonomie financière lui a été conférée dans le but d'éviter au budget central des dépenses fort lourdes. La Métropole s'est ainsi déchargée des chemins de fer qui coûtent à l'heure actuelle 280 millions par an à l'Algérie. Pays neuf, ce dernier a dû créer de toutes pièces, son outillage économique, routes, canaux, ports, chemins de fer. Une loi du 22 juillet 1932 a ainsi autorisé l'Algérie à contracter un emprunt de 3 milliards 200 millions, en vue d'achever un programme de travaux commencés en 1921.

La Métropole peut se borner à perfectionner, tandis qu'en Algérie, il faut tout créer. De plus l'étendue du territoire métropolitain, sa subdivision en nombreux départements permet une répartition des crédits telle que les départements peuvent souvent par un effort momentané recevoir de l'État, un concours financier très supérieur aux ver-

sements effectués par eux au Trésor sous forme d'impôts.

Les trois départements algériens ont à leur charge 6 millions d'indigènes, 800.000 Européens seulement supportent les impôts du budget de la colonie. Ils doivent éduquer les indigènes, les instruire et pour cela créer des écoles, des ateliers techniques. Il faut aussi les protéger contre les maladies. Organiser des services d'hygiène, d'assistance, recruter des médecins, des infirmières, « il faut accélérer le mouvement, afin de rattraper un retard de plusieurs siècles pour élever au niveau français ces autochtones ».

Les délégations financières ont réalisé en 1919-1920 l'égalité fiscale entre colons et indigènes, néanmoins la charge impositaire par tête d'habitant d'élève à 64 francs, 19 pour les indigènes et 1.219 fr. 61 pour les Français (chiffres de 1929).

Le budget algérien est de 1.400 millions, les Européens doivent acquitter les 4/5 des impôts qui équilibrent ce budget.

Les Algériens ont du reste apporté à la population indigène les bienfaits d'une civilisation de travail et de progrès; en l'espace de cent ans cette population est passée de moins de 2 millions d'habitants à près de 6 millions.

« On ne saurait retenir, écrit M. Berthault, cet argument mis parfois en avant parmi tant d'autres, à savoir
« que la production viticole est favorisée en Algérie parce
« que dans nos trois départements africains, la taxe sur les
« spectacles est moins forte que dans la Métropole...
« Avantage singulièrement compensé, font observer les
« viticulteurs algériens, par la dépense considérable que le
« climat nous impose chaque année ou tous les deux ans,
« nous obligeant à passer la mer, pour aller nous soigner

« dans des stations thermales pour y rétablir une santé
« atteinte par le séjour en terre africaine ¹. »

Conditions d'emploi de la main-d'œuvre. — Autre grief invoqué par la C. G. V. de Narbonne, l'Algérie aurait une main-d'œuvre peu coûteuse.

Il est vrai que les salaires de la main-d'œuvre agricole sont plus élevés en France qu'en Algérie. Cependant les salaires de l'ouvrier agricole indigène ont été augmentés depuis 1927 et atteignent actuellement l'indice 8 ou l'indice 10. Le prix de la journée de travail est passé de 13 francs en 1927 à 16 francs en 1929.

Notons que l'exode considérable des travailleurs kabyles ou arabes vers la Métropole durant les années d'après-guerre avait eu pour conséquence de raréfier d'une façon appréciable la main-d'œuvre indigène.

Mais le chômage qui affecte l'industrie métropolitaine a libéré bon nombre d'ouvriers, la main-d'œuvre étant moins rare, le prix de la journée de travail est moins élevé.

Il est faux de prétendre que ces salaires ne sont possibles que « parce que l'indigène est privé de droits politiques ». Cette erreur, M. Fontanille le signale, provient d'une incompréhension totale de la mentalité indigène.

L'effort répugne à l'indigène nonchalant et paresseux par nature, il limite la durée de son travail à la satisfaction de ses besoins immédiats, il a réellement le mépris de l'effort, son apathie se refuse à l'initiative, et même à la conservation et à l'entretien de ce qui existe. M. Vollenhoven, qui note cet état d'âme, en indique quelques conséquences : des tribus vivent dans les ruines romaines, à côté de puits obstrués, les hommes n'auront pas la volonté

1. M. P. Berthault. La Question algérienne, *Le Temps*, 1930.

de nettoyer ces puits afin d'éviter aux femmes la longue et fatigante course de plusieurs kilomètres pour aller, tous les jours, chercher la provision d'eau familiale à une source lointaine.

D'ailleurs, la hausse des salaires enregistrée en 1927 a eu pour résultat de diminuer le nombre des journées effectives de travail de l'indigène et ne l'a pas incité à travailler mieux et plus.

Aussi le rendement de cette main-d'œuvre est très inférieur à celui de la main-d'œuvre européenne. Il résulte d'une enquête faite par le Ministre de l'Intérieur dans les usines de la banlieue parisienne que si le rendement de l'ouvrier européen est affecté du coefficient 8 à 9 sur 10, celui de l'indigène n'a que le coefficient 3/10.

Le travail de l'indigène vaut en tant que force, son développement encore primitif dans l'ensemble ne permet pas d'obtenir au point de vue intelligence un rendement comparable à celui de l'ouvrier métropolitain.

D'autre part, M. de Vogüé, président de la Société des Agriculteurs de France signalait en 1930 le fait suivant : Pour assurer la stabilité de la main-d'œuvre indigène pendant les grands travaux et pour lui permettre de subsister pendant la période hivernale, les colons passent avec leurs ouvriers des contrats verbaux; mais l'employé dont le travail est payé d'avance quitte fréquemment l'employeur sans lui rembourser les sommes perçues, il s'engage chez d'autres propriétaires, en usant à leur rencontre du même procédé. Comme ces ouvriers, sont sans domicile fixe, et qu'ils ne possèdent aucune ressource pouvant servir de gage au remboursement des avances à eux consenties, le colon se trouve victime d'un véritable abus de confiance.

Aussi les colons recourent-ils, volontiers, à la main-d'œuvre espagnole; travailleurs sobres, honnêtes, les Espagnols sont très appréciés outre-mer, ils forment une main-d'œuvre stable, plus facile à former que la main-d'œuvre indigène lente et peu expérimentée. Ces Espagnols reçoivent 25 à 30 francs par journée de travail. En 1931 sur 733.242 citoyens vivant en Algérie, il y avait 27.938 Espagnols naturalisés et 109.821 qui ne l'étaient pas encore.

On a fait reproche à l'Algérie de ne pas appliquer les lois sociales. En réalité l'Algérie connaît la loi sur les accidents du travail, la loi de huit heures, la loi sur le repos hebdomadaire; la caisse de chômage ne fonctionne pas, car la main-d'œuvre est insuffisante pour les travaux entrepris. Le retour des 80.000 indigènes partis pour la Métropole est souhaitable. Le budget algérien n'a pas attendu le vote de la loi sur les assurances sociales pour subventionner des œuvres d'assistance dont les indigènes sont bénéficiaires. Les crédits réservés à cet effet atteignent 53 millions, soit plus de 20 p. 100 du budget total. M. Fontanille signale « le faisceau magnifique d'œuvres « sociales, réalisées en faveur des travailleurs indigènes, « et dont le plus bel exemple est fourni par les Associations Agricoles d'El-Affroun au cœur de la Mitidja ¹ ».

Régime de la propriété. — La C. G. V. méridionale déclare que la viticulture algérienne est entre les mains de grosses sociétés, que c'est une culture industrialisée et non ancestrale, comme celle de la Métropole; il convient de faire une comparaison du régime de la propriété dans la Métropole et en Algérie.

¹ M. H. Fontanille. *L'Aménagement du marché intérieur et la viticulture algérienne*, p. 7.

En France deux types de viticulture coexistent.

Tout d'abord une viticulture ancestrale située dans le bassin de la Loire, dans l'est et le sud-ouest de la France ; on y pratique toutes les cultures, la vigne n'est qu'un complément, c'est un moyen certain de limiter les risques, la polyculture, en effet, assure toujours au moins la vie matérielle de ceux qui s'y consacrent. Ces exploitations sont restées dans les mains de la petite paysannerie qui constitue « l'artisanat viticole ». Les vignes des coteaux dans les Corbières, le Gard, le Roussillon, l'Hérault sont, elles aussi exploitées par de petits paysans. Par contre, la viticulture pratiquée sur les bords de la Méditerranée est devenue monoculture. Les sociétés anonymes se sont emparées de nombreux territoires, elles se sont installées dans les plaines fertiles en vue d'y pratiquer la culture à grand rendement, on comptait en 1931, 86 sociétés exploitant 5.672 hectares et ayant produit 240.260 hectolitres. L'exploitation sous forme de société, n'est donc pas un phénomène purement algérien ; pour l'ensemble de la France (Alsace-Lorraine non comprise) :

1.412.055 exploitants possèdent de	0 à	5 hectares.	
26.694	—	5 à 10	—
10.560	—	10 à 50	—
750	—	50 à 100	—
127	—	100 hectares et au-dessus	1.

En France la moyenne obtenue par récoltant est de 40 hectolitres à l'hectare.

En Algérie, les plantations se sont établies lentement au milieu de nombreuses difficultés. La vinification a demandé des recherches particulières, elle a accompli de grands progrès ; la meilleure preuve est la haute valeur que les

1. Statistiques de M. le colonel Mirepoix de 1930.

vins algériens obtiennent maintenant sur les marchés.

La concentration du vignoble s'y est développée comme dans le midi de la France. En 1931, 115 sociétés exploitaient 129 domaines représentant 24.461 hectares, et ayant produit 1.583.753 hectolitres.

En Algérie, ces sociétés ont permis l'accès de gens modestes à la propriété, grâce aux actions qu'ils ont pu acquérir. Ce sont souvent des sociétés familiales fondées par les enfants d'un même père qui exploitent en commun l'héritage paternel.

« La conquête de l'Algérie, disait M. Kruger, n'ayant
« débuté qu'il y a cent ans, on ne peut lui demander des
« titres de propriété aussi anciens que dans la Mé-
« tropole. Il est de toute évidence que dans l'avenir, par
« le jeu des lois d'héritage, la propriété se morcellera en
« Algérie comme cela s'est produit en France et ceci
« d'autant plus vite, qu'ici c'est un nombreux peuple
« d'enfants qui attend le partage des domaines pater-
« nels ¹. »

M. Fontanille signale que des opérations de lotissement ont été effectuées en Algérie, sous forme de coopératives, dans le but de fractionner les domaines et de permettre à de petits colons l'accès à la propriété.

Les associations agricoles de Mouzaiaville auraient ainsi réparti 1.600 hectares entre 56 familles, alors que trois individus seulement étaient propriétaires de cette superficie.

En 1931, la décomposition des propriétés en Algérie s'établissait comme suit :

1. M. E. Kruger, président du Syndicat du commerce des vins en gros du département d'Oran. Conférence donnée le 20 janvier 1933.

0 à 5 hectares	4 298 récoltants.
5 à 10 —	2.000 —
10 à 20 —	1.986 —
20 à 50 —	2.007 —
50 à 100 —	890 —
100 à 200 —	455 —
200 à 500 —	156 —
Plus de 500 hectares	24 —

Au point de vue du rendement en hectolitres, la répartition était la suivante pour la même récolte :

100 hectolitres et au-dessous	3.304 récoltants.
101 à 200 hectolitres	1.327 —
201 à 300 —	949 —
301 à 400 —	733 —
401 à 1.000 —	2 268 —
1.001 à 2.000 —	1.374 —
2.001 à 5.000 —	1.149 —
5.001 à 10.000 —	420 —
10.001 à 20.000 —	175 —
20.001 à 30 000 —	30 —
30 001 à 50.000 —	21 —
50.001 et au-dessus ¹	6 —

Les statistiques démontrent bien qu'en Algérie la viticulture n'est pas seulement une viticulture de « gros propriétaires et de millionnaires ».

Certes, l'étendue moyenne des propriétés viticoles algériennes est plus grande que celle des propriétés viticoles métropolitaines. Mais cette importance territoriale de l'exploitations agricole, n'est pas en Algérie spéciale à la vigne. « Tout dans ce pays est à une autre échelle que dans « la Métropole. Dans un pays sans traditions culturelles « connues, sans courants commerciaux établis, l'agriculture est fatalement plus étayée par la hardiesse, la nouveauté des procédés et de l'outillage, que comme dans « nos vieux terroirs de France par l'attention à la tradition.

1. M. H. Fontanille. Statistiques : *L'Aménagement du marché et la viticulture algérienne.*

« De ce chef, le colon voit grand et c'est ainsi que le petit cultivateur qui plante 5 ou 10 hectares de vignes, apparaît au métropolitain comme un gros viticulteur¹. »

D'ailleurs une exploitation familiale algérienne peut avoir l'étendue d'un grand domaine de France sans que l'aisance de l'exploitant algérien dépasse celle du petit cultivateur métropolitain.

Enfin, il convient de remarquer que certaines charges spéciales grèvent la propriété algérienne, de nombreuses exploitations sont encore hypothéquées. De plus le colon recourt volontiers au crédit, et le loyer de l'argent est très élevé en Algérie. Le taux d'escompte minimum de la Banque d'Algérie est de 5 p. 100. D'autre part le taux pratiqué par le Crédit agricole mutuel est le suivant :

	FRANCE	ALGÉRIE
	—	—
Court terme	5 p. 100.	7 à 8 p. 100.
Moyen —	4,5 —	7 —
Long —	3 —	5 —

Toutes charges qui pèsent plus lourdement sur le vigneron algérien.

Frais culturaux. — Si l'on recherche le prix de revient d'un hectare de vigne, il faut compter actuellement 5.500 francs à l'hectare en Algérie, soit 90 francs par hectolitre. En France le prix moyen est de 6.000 francs par hectare.

M. Fontanille dans sa brochure *l'Aménagement du marché* signale que « Le Temps Agricole », s'est livré récemment à une enquête sur les frais culturaux d'un hectare de vigne dans deux régions à peu près similaires : La

1. M. P. Berthault. *Le Temps*, octobre 1932, janvier 1933.

Camargue en France, la plaine de Philippeville en Algérie. Pour deux exploitations à peu près identiques, dont les rendements à l'hectare, en hectolitre et en degré étaient équivalents, l'enquête a abouti à un chiffre de dépense inférieur à 10.000 francs en Camargue et supérieur à 9.000 francs à Philippeville. La différence apparaît donc insignifiante.

La situation géographique et climatérique de l'Algérie, grève la production viticole de charges très spéciales. Les circonstances climatériques sont dans le monde méditerranéen très puissantes, le climat est très irrégulier, les chutes d'eau également, ce qui entraîne une irrégularité de rendement. La vigne peut vivre de trente à quarante années dans la Métropole. En Algérie, elle ne dépasse pas vingt ans au maximum.

Les frais d'établissement sont égaux ; mais la charge de l'amortissement est en Algérie double de ce qu'elle peut être en France. De plus, toute vigne nouvelle est improductive pendant les trois années qui suivent sa mise en place. L'Algérie supporte deux périodes d'improductivité quand la Métropole en subit une. La vigne souffre en Algérie tout comme dans la Métropole des accidents météorologiques, des ravages des insectes, de l'invasion des maladies cryptogamiques.

L'Algérie n'est pas épargnée par la gelée printanière, la grêle, les insulations, le sirocco. La gelée moins redoutable qu'en France occasionne quelquefois d'importants dégâts. La grêle est également moins dangereuse dans le Tell que dans le Languedoc. La colonie est éprouvée par le sirocco et le grillage des grappes, l'invasion des sauterelles. Le 4 juillet 1924 une vague de chaleur déferla sur les environs d'Alger, on a évalué la perte occasionnée à

90 p. 100 de la production, dans certaines parties du vignoble.

Certains insectes s'attaquent aux feuilles, fruits et racines. Le phylloxéra qui a envahi la colonie, tous les vignobles ont dû être reconstitués sur plant américain. L'altise qui est difficile à combattre à cause de sa petite taille ; l'eudémis signalé en 1904, n'a cessé de se répandre dans la colonie, on ne peut l'atteindre que très malaisément. Les maladies cryptogamiques oïdium, mildiou, trouvent en Algérie, les conditions de chaleur et d'humidité propices à leur développement. Les jours chauds étant précoces oïdium et mildiou apparaissent très tôt. Dès le 17 avril en 1908 on a constaté une première attaque de mildiou. La saturation de l'atmosphère marine facilite la répétition de ces invasions.

« Les viticulteurs de l'Algérie, ne sont donc pas mieux
« partagés que les vignerons du midi de la France, ils le
« sont moins eu égard au sirocco, aux ravages de l'eudémis,
« à la répétition et à la persistance des attaques des ma-
« ladies cryptogamiques. »

Enfin il faut tenir compte des frais que les produits algériens ont à supporter par le fait de leur éloignement des principaux marchés français.

Si l'on envisage le transport d'un hectolitre de vin de la propriété méridionale à Paris, en wagon-réservoir, les frais s'élèvent environ à 29 francs.

Le transport d'un hectolitre de vin de la propriété algérienne à Paris revient de 34 à 39 francs suivant l'éloignement de la propriété au quai algérien, en comprenant le transport au quai d'embarquement, les transports par voie maritime et fluviale, le transit, les assurances, la location de futaille.

La différence au détriment de l'Algérie se monte de 6 à 10 francs.

Cultures complémentaires. — On a reproché aux viticulteurs algériens de n'avoir pas essayé d'échapper aux dangers de la monoculture, en se consacrant aux cultures complémentaires.

Ce n'est pas exact, car les colons se sont appliqués à la culture des agrumes, des raisins de table, du tabac, etc... Mais leurs efforts ont été voués à l'insuccès, par suite de la politique d'accords commerciaux que la France a pratiquée, durant ces dernières années.

Certains traités de commerce livrent les marchés français aux producteurs étrangers et ferment les marchés français à l'Algérie.

Ainsi l'Espagne, l'Italie, bénéficient de traités de commerce qui ont accordé un véritable monopole de fait aux agrumes et aux fruits espagnols et italiens sur nos marchés. En 1930, la Métropole a acheté à l'Espagne 1.554.204 quintaux d'oranges qui ont coûté 164 millions de francs et 58.511 quintaux à l'Algérie qui ont coûté 6 millions.

La Métropole a acheté à l'Espagne et à l'Italie 205.103 quintaux de citrons pour 28 millions de francs, et 3.727 quintaux seulement à l'Algérie pour 376.000 francs.

Sur le marché métropolitain, les producteurs algériens sont moins bien traités que les producteurs de la Métropole et parfois moins bien que les producteurs étrangers.

Certaines villes pénalisent par le moyen de droit d'octroi les produits algériens, alors que d'autres produits étrangers similaires ne sont pas taxés, par suite de l'existence de conventions internationales. La ville de Paris a établi un droit d'octroi de 35 francs par quintal de fruits, tandis

que les pêches, abricots et pommes importés de l'étranger échappent à cette taxe.

La douane métropolitaine considère le producteur d'agrumes algériens, comme étranger et lui fait acquitter lorsqu'il expédie ses fruits en France une taxe de 2 p. 100 sur le chiffre d'affaire et une taxe de 2 p. 100 à l'importation, l'agriculteur métropolitain n'est pas soumis à ces deux taxes.

Aussi le producteur algérien a-t-il arraché certaines orangeries pour y planter de la vigne.

Les confituriers algériens sont eux aussi défavorisés ; le confiturier métropolitain acquitte une taxe de 37,50 aux 100 kilos pour les marmelades, 62,50 pour les confitures de luxe, 12,50 pour les fruits au sirop. Le confiturier algérien paie respectivement 117, 127 et 107 francs.

Certaines cultures complémentaires ont été abandonnées par suite de l'effondrement des cours.

La régie des tabacs avait poussé les producteurs algériens à étendre leurs cultures, et les récoltes étaient passées de 94.971 quintaux avant la guerre à 265.506 quintaux en 1927, la régie avait porté ses achats de 3 millions de kilos de tabac à 12 millions, or elle a manifesté l'intention de restreindre ses acquisitions de tabac algérien. Les tabacoops ont conseillé aux planteurs de réduire leurs superficies de moitié, elles-mêmes sont obligées de diminuer les quantités qu'elles achètent à leurs adhérents.

La culture du coton, s'était de nouveau développée après la guerre, les surfaces cultivées avaient atteint en quatre ans 8.453 hectares, l'effondrement des cours a freiné cet élan, cette culture devenant peu rémunératrice.

Le lin a été en partie abandonné, car les entreprises de roussages n'ont donné que de médiocres résultats.

Les plantations de géranium rosat ont été développées mais la baisse produite sur le prix des essences a mis les colons dans l'obligation d'en arracher une partie.

La culture de l'alfa est en régression par suite de l'effondrement des prix. Enfin l'Algérie a connu avec une force toute particulière la crise du blé.

Le rendement de ces cultures étant insuffisant, les colons, se sont consacrés à des cultures plus rémunératrices et surtout à la vigne.

M. Maurice Violette, ancien Gouverneur Général de l'Algérie, n'hésitait pas à dire « qu'il fallait souligner pour « la défense du vigneron algérien, que la vigne est pour lui « une culture nécessaire, car elle n'exige pas la même plus-value que par exemple, la culture des céréales. Aussi « comme on ne peut pas penser aux prairies artificielles « ni à l'élevage, dans toutes les régions où l'on n'a pas à « redouter un hiver trop rigoureux, les Européens sont « amenés à planter de la vigne¹ ».

De ce rapide exposé, il résulte que cette soi-disant inégalité des charges ne saurait être retenue comme argument à l'encontre de l'Algérie, tout au plus peut-on considérer ce débat, comme une diversion tentée par les viticulteurs méridionaux pour échapper à la nécessité d'aborder le problème sous son véritable aspect, celui de la qualité du vin.

Le vin algérien se vend plus cher sur le marché du Midi que le vin du Languedoc, c'est la preuve suffisante que l'invasion des vins algériens sur le marché métropolitain n'est pas la conséquence des prix plus avantageux, obtenus grâce à des charges peu élevées. Cette concurrence tient à une question de qualité.

1. M. Maurice Violette. *L'Algérie vivra-t-elle ?*

SECTION II. — Examen des mesures envisagées par les groupements professionnels pour pallier la crise viticole.

Examinons maintenant les remèdes proposés par les associations professionnelles en vue de pallier à la crise viticole. C'est à l'occasion de la recherche de ces remèdes que le conflit entre les départements gros producteurs du Midi, et les trois départements algériens, s'est affirmé.

A vrai dire, ce conflit n'a pas surgi récemment. En 1842 un agronome envoyé en mission en Algérie proposait déjà de frapper d'une taxe plus ou moins lourde le vin produit dans la colonie. Bugeaud lui-même « à l'âme rurale autant que militaire » n'hésitait pas à écrire « qu'une ordonnance « devrait prohiber en Algérie la fabrication du vin et n'autoriser la culture de la vigne que pour l'usage de la table ».

D'ailleurs l'administration métropolitaine craignant pour nos nationaux la concurrence des produits algériens détournait à cette époque les immigrants de se livrer à la culture de la vigne.

Il semble bien que l'hostilité des viticulteurs méridionaux à l'encontre du vignoble algérien ait provoqué ces décisions des Pouvoirs publics, si l'on en croit les déclarations faites à la séance du 11 juin 1861 du Corps Législatif, par M. Mercier-Lacombe, Conseiller d'État, Directeur Général des Services civils en Algérie, Commissaire du Gouvernement. Parlant de la vigne ; M. Mercier-Lacombe disait : « Voilà une culture qui se développera en Algérie, « l'Administration, cependant, ne l'a pas favorisée parce « qu'elle était sous l'influence des intérêts du Midi qui « craignait la concurrence des produits de l'Algérie. Mais « on a beau faire, quand une chose est dans la nature, elle

« s'accomplit nécessairement. La culture de la vigne est un
« fait fatal, je veux dire de force majeure en Algérie et l'Al-
« gérie sera un jour un des grands pays viticoles du monde. »

En effet un quart de siècle après notre arrivée en Algérie, le véritable essor de la culture de la vigne se produisait et cet essor eut lieu, à la demande expresse de la Métropole désireuse de parer à la déficience de son vignoble, ravagé par le phylloxéra. A partir de 1875, la Métropole auparavant hostile encourageait la création du vignoble algérien.

Mais la reconstitution du vignoble métropolitain devait provoquer une crise de mévente qui se prolongea plus de huit ans, crise qui se déclencha avec une extrême violence entraînant même des émeutes à Narbonne. La crise anéantie, le péril subsista et parut grand pour l'avenir aux viticulteurs méridionaux.

Voici dans ses grandes lignes, le projet de contingentement des vins algériens que M. Coste proposait en 1912 :
« L'entrée en franchise des vins d'Algérie serait limitée à 7 millions d'hectolitres, ces 7 millions acquitteraient seulement un droit statistique de un franc par hectolitres ; l'excédent serait soumis aux droits qui frappent les vins étrangers. Le contingentement serait fixé, lors de la déclaration de récolte, et son chiffre résulterait de la proportion existant entre le chiffre de 7 millions et celui de la récolte, un décret constaterait cette proportion. Les excédents importants ne pourraient pénétrer en France avec un tarif de faveur inférieur à 12 francs. Ce système respecterait les situations acquises, les propriétaires disposeraient de leurs terres à leur gré, un sérieux contrôle à la douane, assuré par la perception du droit de statistique donnerait la certitude aux viticulteurs français, que les quantités importables en franchise ne seraient pas dépassées. Le

producteur algérien ne pourrait majorer la déclaration de récolte, pour accroître les quantités à exporter par lui en France, car tous les Algériens seraient victimes, ils auraient intérêt à y veiller, la déclaration de récolte, serait ainsi sérieusement assurée. »

A la même époque, la Société d'agriculture de la Gironde demandait que la propriété foncière fut soumise en Algérie, aux mêmes charges que la propriété foncière française, et que dans les nouvelles concessions, les plantations de vignes fussent restreintes.

La Société d'agriculture de l'Yonne, préconisait l'établissement de droits compensateurs.

La Société centrale d'agriculture de l'Hérault demandait un droit de 6 francs, jusqu'à 8 millions d'hectolitres et l'application du tarif étranger au-dessus de ce chiffre.

La plupart des groupement, proposaient purement et simplement, la limitation de l'entrée en franchise des vins algériens à 7 millions d'hectolitres, l'excédent étant soumis au tarif étranger.

L'ensemble de ces mesures provoquait une vive indignation des milieux viticoles algériens.

« La révolution, disait-on, a institué la liberté des cultures, la limitation en Algérie des surfaces plantées en vigne serait attentatoire, à la loi révolutionnaire et au droit de propriété... Les prescriptions de l'ancien régime qui interdisaient la création de vignobles nouveaux ne sont plus que des curiosités historiques... »

Pourtant en 1926, les associations viticoles, préoccupées par la perspective redoutable d'une production sans cesse accrue, proposent à nouveau la limitation des importations en franchise à 7 millions d'hectolitres, l'Algérie conservant la possibilité d'exporter le reste de sa production

aussi bien en France qu'à l'Étranger ; mais en acquittant un tarif minimum, et malgré l'opposition des délégués algériens, les conclusions du rapporteur de la proposition sont adoptées à une grosse majorité.

Pour compléter cette mesure, le vœu suivant tendant à la limitation des plantations est mis à l'étude :

« Les vigneronns de France et d'Algérie s'interdisent et
« demandent aux Pouvoirs publics, d'interdire, du moins
« temporairement, de planter de nouvelles vignes, en
« dehors des terrains qui en ont porté, depuis une période
« de dix ans au plus, exception est faite pour le proprié-
« taire ou fermier, qui n'ayant sur ses terres ou sa ferme
« aucune parcelle plantée voudrait pour ses besoins per-
« sonnels ou ceux de sa famille s'assurer le vin nécessaire
« à sa consommation, en aucun cas, cette plantation ne
« pourra dépasser un hectare ¹.

Toutefois un accord intervient à Montpellier en juillet 1929, sur un ensemble de mesures applicables sans difficulté aussi bien en Algérie que dans le Gard et l'Hérault et susceptibles de se traduire par une augmentation de la qualité du produit.

1° *Suppression du sucrage*. — Tous les délégués sont d'avis de supprimer le sucrage dans les régions où il n'est pas d'un usage loyal et constant.

2° *Statut de l'alcool*. — Les viticulteurs demandent que seuls les alcools provenant de la distillation des vins et des marcs puissent servir à la fabrication des alcools de bouche.

3° *Suppression des piquettes*. — Cette mesure préconisée par l'ensemble des viticulteurs soulève de vives objections de la part des régions de grands crus. C'est que les prix

1. Compte rendu des Congrès de la Fédération des associations viticoles de France et d'Algérie.

élevés atteints par la vente des vins de grand cru permettent en effet aux propriétaires récoltants l'achat de vins ordinaires destinés à satisfaire les besoins de la consommation familiale. Par contre les départements du Midi en réclamaient avec énergie, l'application. A l'appui de leur thèse, ils font valoir que dans certaines régions les piquettes sont fabriquées d'une façon inconsidérée, et les agents du Service de la répression des fraudes, ont constaté ces dernières années, que la cave d'un château du Médoc dont le cru se vend 40 à 50 francs la bouteille, recevait plus de 900 hectolitres de piquettes. Ils prétendent d'autre part que la suppression des piquettes permettrait le développement de la consommation du vin dans certaines régions, par exemple en Gironde, où l'on paye les ouvriers agricoles en argent et en nature. Dans ce paiement une certaine quantité de boisson est comprise, n'ayant plus la possibilité de fabriquer des piquettes, les producteurs seraient obligés de les remplacer par un vin normal qu'ils donneraient à leurs ouvriers.

4° *Vins anormaux*. — Les délégués algériens souhaitent que l'on édicte des règles très précises en ce qui concerne la définition des vins anormaux et la circulation des vins à faible degré. En effet, trop souvent sont livrés à la consommation, des vins qui devraient être exclus sous le prétexte qu'il n'existe aucune disposition législative les concernant.

Le commerce de son côté a une grande part de responsabilité, pour des raisons financières, il cherche à mettre en circulation des vins très bon marché, or il y aurait intérêt à interdire la circulation des vins à trop faible degré, en tenant compte toutefois de ce fait que dans le Midi et en Algérie, le soleil ne manque pas, pour les autres régions il y aurait lieu d'abaisser le degré.

5° *Vins de lie et de surpressurage.* — La Fédération envisage ensuite la disparition des vins de lie. Les marchands de lie achètent des lies chez les producteurs, ils les pressent, il en résulte un produit liquide et un produit solide. La partie liquide retourne à la consommation à des prix très bas, 5 à 600.000 hectolitres de ce produit sont ainsi absorbés au détriment du vin.

6° *Moûts concentrés.* — Les délégués algériens préconisent pour mettre un frein à la surproduction, une solution partielle provisoire : « la concentration des moûts », moyen de reporter une partie de la récolte d'une année de trop forte production sur l'année ou les deux années suivantes. Au point de vue chimique de grands progrès ont été faits, les produits obtenus donnent satisfaction. Ce serait le moyen de faire consommer par la population indigène, une partie de la production algérienne, non sous forme de vin, mais sous forme de boisson sirupeuse.

M. Decock, délégué algérien, démontre que la fraude n'est pas à craindre, car de deux choses l'une ou bien ces moûts seront utilisés à refaire du vin pour la vente, en gros, ils seront alors traités par des industriels, ceux-ci seront suivis par la Régie et il leur sera impossible de sortir plus de vin qu'ils n'en auront entré chez eux ; ou bien des particuliers achèteront ces moûts pour en faire du vin chez eux en le remettant eux-mêmes en fermentation pour leur consommation personnelle, ici encore aucun danger sérieux ne se présente.

La Fédération se borne néanmoins à « autoriser seule « l'Algérie à concentrer les moûts autant qu'elle le voudra, à la condition qu'ils ne puissent pénétrer en France « sous aucun prétexte, même si ces moûts sont retrans-
« formés en vins, par remise en fermentation. Ces moûts
« seront destinés à la consommation de l'Algérie, des pays

« de protectorat, des colonies et des pays étrangers ».

Plus tard, la C. G. V. de Narbonne se déclarait d'accord avec les propositions de loi Castel et Cafford liées ensemble.

La proposition Castel, tendait à la réglementation et à la limitation des plantations de vigne en France et en Algérie. Son auteur redoutant les dangers d'une surproduction et pour éviter les perturbations fâcheuses que provoquerait l'effondrement des cours proposait cette solution radicale, l'arrêt des plantations.

La Commission interministérielle de la viticulture consultée dès 1925, s'était prononcée contre cette mesure.

Cette proposition présentait en apparence le caractère d'une mesure générale atteignant également le vignoble métropolitain et le vignoble algérien ; mais la rédaction du texte laissait apparaître l'intention de son auteur : « La culture de la vigne étant limitée, non seulement aux « terrains comportant les plantations actuelles, mais également aux terrains ayant été déjà complantés en vignes. » C'était la possibilité pour le seul vignoble français, de recouvrer la superficie qu'il possédait avant l'invasion du phylloxéra, car l'Algérie est un pays neuf, tel paysan aurait donc le droit de planter et tel autre au delà de la Méditerranée n'aurait pas ce droit.

« Défalcation faite, et compte tenu des coteaux, où la « vigne peut facilement être à nouveau plantée, c'est la « perspective de reconstitution de 6 à 700.000 hectares « qui s'ouvrirait immédiatement aux viticulteurs de la « Métropole », écrivait M. Fontanille, à ce moment ¹.

L'article 2 de la proposition Castel, prévoyait que les nouvelles plantations, tant en France qu'en Algérie, ne

¹. *Les propositions de loi Cafford et Castel*, par M. H. Fontanille, docteur en droit, secrétaire de la Confédération des vignerons algériens.

pourraient se faire qu'après autorisation préfectorale accordée sur avis du maire. M. Fontanille faisait observer toutes les difficultés que le maire aurait pour déterminer les terrains qui n'ont pas été déjà complantés en vigne : « Lors-
« qu'il sera l'objet de sollicitations pressantes de ses
« électeurs, ou mieux de ses amis politiques, comment
« pourra-t-il résister au désir de répondre favorablement
« à leur demande et n'y aura-t-il pas lieu de craindre, à
« l'inverse quelque partialité de sa part, lorsque ce seront
« ses adversaires politiques qui lui demanderont l'autori-
« sation de planter de la vigne. »

La proposition de loi, déposée par M. Cafford, tendait à contingenter l'importation des vins algériens en France. Pour justifier sa proposition, M. Cafford invoquait tout comme ses prédécesseurs d'une part l'inégalité des charges fiscales, sociales et militaires, et d'autre part la progression tenace et méthodique des récoltes en Algérie sans tenir compte de l'égale responsabilité de la Métropole et de l'Algérie dans l'abus des plantations.

Ces propositions repoussées avec énergie par les Algériens et n'ayant jamais fait l'objet d'une décision de la part de la Commission des boissons de la Chambre des députés, les associations viticoles recherchent d'autres solutions.

M. Élie Bernard à Montpellier, propose une solution basée sur la consommation taxée, mais partant toujours de ce principe absolu « que le marché métropolitain appar-
« tient sans conteste d'abord aux viticulteurs continen-
« taux par droit de création et de priorité ». Il suppose que le marché métropolitain peut absorber 50 millions d'hectolitres en consommation taxée (ces chiffres pris uniquement comme base de discussion). La viticulture continentale apportant sur le marché 40 millions d'hectolitres

environ, l'Algérie 7 millions, l'importation étrangère correspondant à 3 millions d'hectolitres.

M. Élie Bernard conseille de rester dans le *statu quo*, La Métropole et l'Algérie se réservant d'alimenter le marché dans les mêmes conditions et de veiller à réduire l'importation étrangère.

A ces mesures, les Algériens objectent, non sans raison, qu'en 1912 au Congrès de Tonnerre, l'alerte avait été donnée dans des circonstances semblables, le danger était imminent, il fallait recourir à des mesures d'exception, les mêmes mesures que l'on réclamait déjà contre l'Algérie, tout était perdu...

« Le temps a passé, toutes les craintes sont devenues « chimériques, la situation viticole sous des influences « diverses toujours existantes s'est considérablement « améliorée et les viticulteurs viennent de traverser une « période de richesse inouïe. »

D'autre part les Algériens rappellent qu'ils ont eux aussi cherché à éviter la concentration des vignes entre les mêmes mains ; les délégations financières ont voté une taxe aux grosses productions. Pour mettre un frein au sucrage, elles ont supertaxé le sucre de vendange de 400 francs par quintal.

M. Borie, délégué de l'Algérie, expose à son tour un projet de contingentement général susceptible d'améliorer la situation de tous.

« Ce serait, en exonérant tous les petits producteurs jusqu'à un certain plafond, de contingenter proportionnellement à la production. Pour les vignes produisant moins de 100 hectolitres on ferait réserver jusqu'au 31 décembre de chaque année 10 p. 100 de la récolte, de 100 à 200 hectolitres, 15 p. 100, de 200 à 300 hectolitres, 20 p. 100

(chiffres qui peuvent varier). Si la production n'excédait pas 75 millions pour la France et l'Algérie, stocks du commerce et de la propriété compris, ces réserves seraient libérées le 1^{er} janvier. Si au contraire les chiffres de 70 à 75 millions étaient dépassés cette production serait reportée sur l'année d'après, il ne serait pas possible d'imposer des charges de cette nature aux viticulteurs plus de deux années de suite. Mais alors les réserves ne seraient plus les mêmes, la distillerie aurait joué. »

Ce projet qui ne devait pas être retenu présentait l'avantage de normaliser le marché, en établissant un prix moyen acceptable, et peu susceptible de faire fléchir la consommation.

En 1929 à Paris, les délégués de la Fédération viticole de France et d'Algérie examinent divers autres projets de contingentement.

M. Sicard, délégué d'Algérie, fait la constatation suivante : « Lorsque la production dépasse les possibilités de consommation, il en résulte une lourdeur du marché, un effondrement des cours, une crise. La crise provient donc de ceux qui mettent des marchandises à la vente. » Il propose alors une solution basée sur la consommation en franchise. Si la production atteint 70 millions elle se résorbe, si au contraire, elle dépasse les possibilités de consommation, il y aura des stocks. En toute équité, les stocks doivent se trouver chez les producteurs qui consomment le moins, il conviendrait donc, puisque les déclarations de récolte se totalisent par département de prendre dans les cinq dernières années par exemple, le pourcentage de consommation en franchise de chacun des départements, de l'exonérer de cette quantité, puisqu'elle ne vient pas sur le marché, et faire jouer le contingentement sur une base

uniforme quel que soit le contingentement, la base est équitable.

Voici l'économie du système. Le département de l'Hérault peut avoir une production de 14 millions d'hectolitres et une consommation en franchise de 15 p. 100. Supposons que le Maine-et-Loire ait 500.000 hectolitres de production, et une consommation taxée de 40 p. 100. Quelles seront les disponibilités de ces deux départements ? L'Hérault pourra vendre 11.900.000 hectolitres, le Maine-et-Loire 300.000 seulement.

Si une année, il y a 74 millions d'hectolitres à mettre à la vente, toutes déductions faites, il y aura 4 millions à contingenter. Supposons un contingentement du cinquième de la production, l'Hérault conserverait 2.380.000 hectolitres et le Maine-et-Loire 60.000 hectolitres. Ce département serait peu touché, puisqu'il consomme la plus grosse partie de sa production.

Voici les chiffres pour l'Algérie, supposons une production de 13 millions d'hectolitres, une consommation en franchise de 7 p. 100. Il serait possible de mettre sur le marché 12.100.000 hectolitres environ, le contingentement étant du cinquième comme dans les exemples précités, les Algériens retiendraient dans leurs caves 2.400.000 hectolitres.

M. Sicard se proposait d'atteindre ainsi le but cherché : retirer du marché la quantité de vin qui pèse en excédent sur les cours. Cette proposition présentait l'avantage d'avoir des incidences moins violentes du côté algérien.

Ce projet était opposé à un projet de M. Benet, basé sur la situation actuelle du marché et de la production intérieure du pays. Projet qui supposant une consommation taxée de 50 millions, attribuait à la colonie des 7/50 de

50 millions, la France se réservant 80 p. 100 de ces 50 millions. Or, cette dernière proposition ne tenait aucun compte de la situation du fait qui existait en Algérie et tendait à l'arrachage des vignes.

La Commission interministérielle de la viticulture réunie à Paris, le 11 mars 1930, propose de son côté, aux viticulteurs, un Aménagement du marché, basé sur l'importance de la consommation taxée de l'année précédente, la répartition de contingentement annuel serait faite comme suit :

Métropole	80 p. 100.
Algérie.	18 —
Etranger.	2 —

La discussion ouverte sur cette proposition, M. Sabatier, délégué des viticulteurs algériens, fait valoir que l'on a eu tort de parler de pourcentage, car l'Algérie accepte qu'on limite la quantité d'hectolitres livrés à la consommation par le blocage, ainsi s'il y a 10 millions de trop, que chacun bloque le 1/6 de la récolte algérienne et française. La Commission vote néanmoins en faveur d'un Aménagement du marché des vins, sur la base d'une répartition dans la limite de la consommation taxée de l'année précédente.

En 1931, la Fédération viticole se réunissait de nouveau à Paris, dans le but d'examiner le projet de la loi de M. Labroue, ce projet déposé par le ministère Tardieu avait été renvoyé à la Commission des boissons et rapporté par M. le député Labroue.

Quelle est l'opinion de l'Algérie sur le projet de loi en question ? elle figure dans un ordre du jour adopté par la Confédération des vignerons des trois départements d'Algérie :

« La Confédération, après examen et discussion du projet
« de loi Labroue, donne mandat à ses délégués de se ral-
« lier aux décisions adoptées par la majorité des associa-
« tions viticoles métropolitaines, à la condition que ces
« décisions ne constituent pas des mesures d'exception
« contre l'Algérie. »

Les traits essentiels du projet ont été dégagés par M. Labroue lui-même : Trois traits forment le trépied qui supporte les assises du statut viticole que nous entendons donner à la France :

1^o Puisque nous souffrons du mal de la surplantation, nous limitons les plantations ;

2^o Puisque nous souffrons du mal de la surproduction, nous freinons la production ;

3^o Puisque nous souffrons d'une véritable anarchie du marché des vins, anarchie qui n'est tempérée ou plutôt aggravée que par la spéculation, nous entendons harmoniser désormais le marché, équilibrer l'offre et la demande, à production et la consommation en organisant la stabilisation. A cet effet, nous créons un volant objet de l'article 6, c'est le blocage des vins.

M. Labroue part du principe suivant : Tant que le rendement à l'hectare est inférieur à un certain chiffre (100 hectolitres), on doit admettre que la récolte provient d'une culture normale, pratiquée suivant les usages loyaux et constants et qu'elle ne peut donner qu'accidentellement des vins anormaux. Dès que la récolte dépasse ce rendement, il est à présumer que la qualité a été plus ou moins sacrifiée à la quantité.

Aussi l'article premier du projet frappe d'une taxe annuelle de 5 francs par hectolitre, toute production supérieure à 100 hectolitres à l'hectare, cette taxe est progres-

sive, elle est prévue dans le but de pénaliser les auteurs de la crise les landlords de la viticulture, ceux qui possèdent de très grands domaines; le produit de cette taxe est destiné à une propagande en faveur du vin.

L'article 2 a pour objet d'empêcher le développement inconsidéré de l'aire des vignes et prévoit une taxe annuelle fixe de 5.000 francs par hectare, sur toutes les vignes plantées après la promulgation de la loi.

Seraient exemptées de la taxe :

Les plantations nouvelles de moins de 1 hectare à condition que le même propriétaire ne renouvelle pas la même opération, dans une même période de cinq années.

Toute plantation de vigne faite par un agriculteur et destinée à produire du vin pour sa consommation familiale, cette plantation ne serait pas considérée comme un nouveau vignoble.

Tout propriétaire qui arracherait une vigne, pourrait encépager une surface égale dans un autre lieu, à condition qu'il utilise des cépages de rendement égal ou moindre, et cela pendant dix ans de manière à laisser des délais suffisants aux propriétaires qui ayant arraché une vigne depuis moins de dix ans, au moment de la promulgation de la loi, se raviseraient et voudraient reconstituer, soit le vignoble arraché, soit un vignoble de surface égale.

Serait permise également la reconstitution dans les dix années qui suivraient la promulgation de la loi, des vignobles détruits ou endommagés par les événements de guerre; la replantation sans limite pour les vignes phylloxérées.

L'article 3, organise la répression des fausses déclarations de récolte, en instituant des pénalités spéciales.

L'article 4, prévoit l'abrogation des dispositions prises

autrefois sous l'empire de préoccupations inverses qui tendaient à favoriser les plantations de vignes nouvelles tant en France qu'en Algérie.

L'article 5 exige que les vins provenant de vignobles dont le rendement est supérieur à 100 hectolitres à l'hectare réunissent un minimum de qualités substantielles. Sinon ces vins devront être dirigés vers la distillerie ou la vinaigrerie.

L'article 6, pièce maîtresse du projet, prévoit le blocage d'une partie de la récolte dans les chais des producteurs pour les années de trop fortes productions.

L'article 7 donne le pouvoir aux agents du Service de la répression des fraudes, d'exercer un contrôle sur les vins destinés à la vente, détenus dans les chais des producteurs. Le projet prévoit un autre blocage facultatif : la concentration des moûts.

La C. G. V. de Narbonne, en janvier 1931, estime que le projet Labroue, représente, tout au plus une base de discussion, elle critique vivement l'article premier qui détermine la taxe à percevoir sur les exploitations à grand rendement et prétend qu'avec une taxe très réduite, il est possible de constituer un fonds de propagande suffisant, elle juge inutile de faire acquitter 5 francs par hectolitre à 50 millions d'hectolitres et vote contre cet article. La C. G. V. proteste encore contre les exonérations prévues à l'article 2, qui concerne les plantations nouvelles.

L'article 6 qui prévoit le blocage des récoltes, n'est pas adopté par l'assemblée, qui substitue à ce texte un projet de blocage départemental, préconisé par M. Coste.

Le département a une existence légale et les déclarations de récolte sont faites par département. Ce blocage, frapperait en une année déterminée et dans une proportion

que l'on fixerait, l'excédent de la récolte de ce département par rapport à la moyenne des dix dernières années, c'est-à-dire des années écoulées depuis la fin de la guerre. Telle année, tel département pourrait être bloqué, alors que le département voisin ne le serait pas et réciproquement.

L'application pratique de ce projet se résume ainsi. Si on prend la production d'un département pendant les dix dernières années, et que la moyenne soit par exemple de 1.500.000 hectolitres, lorsque ce département récoltera 1.500.000 hectolitres, il ne sera pas bloqué ; mais s'il produit 1.700.000 hectolitres, par exemple, il sera bloqué en proportion sur les 200.000 hectolitres qu'il a en excédent sur la moyenne des années précédentes. Si l'année suivante, ce département n'a qu'une production de 1.300.000 hectolitres, il sera débloqué, tandis que d'autres départements seront bloqués à sa place.

Ce système apparaît comme peu équitable, même dans le midi, des départements qui se touchent auraient été traités de façon tout à fait différente.

M. Degrully a signalé que le Vaucluse aurait été bloqué à 71 p. 100, alors que l'Hérault n'aurait subi aucun blocage.

M. Germain, délégué du Centre, signalait au Congrès d'Angers que les vigneron du Centre auraient été très touchés par cette mesure.

Les vignobles du Centre ont une production très capricieuse, le climat est très irrégulier, aussi la moyenne des dix dernières années, leur est-elle très défavorable, ils ont eu seulement deux bonnes années : 1922 avec une moyenne de 80 hectolitres à l'hectare et 1929 avec une moyenne de 60 hectolitres. Certaines années la moyenne à l'hectare, tombe à 10, à 8 hectolitres même, la moyenne depuis dix ans, est de 29 hectolitres à l'hectare.

Le blocage départemental dans ces régions aurait pour résultat de ruiner les vigneron, et de les contraindre à arracher leurs vignes. S'il survenait une bonne année, capable de les dédommager un peu, ils auraient à subir, d'après le barème, un blocage de 50 à 60 p. 100 de leur récolte.

En fait, les auteurs du projet se proposaient d'atteindre plus particulièrement les trois départements africains. La production algérienne présente, en effet, un graphique ascendant, établir un plafond à la moyenne des dix dernières années, c'était annihiler les efforts et le travail réalisés par le cultivateur algérien.

Aussi, M. Germain, propose-t-il la résolution suivante :
« Dans chaque exploitation, quand le rendement moyen à l'hectare, dépassera 40 hectolitres, il ne pourra provisoirement être vendu que les quantités correspondant au rendement moyen de 40 hectolitres. »

« Après les déclarations définitives de récolte, un décret pris par le Ministre de l'Agriculture, après avis de la Commission interministérielle de la viticulture sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre du Budget, prendra toutes mesures propres à déterminer la quantité de vin qui pourra être expédiée de la propriété par les viticulteurs dont la déclaration de récolte accusera une production de plus de 250 hectolitres, avec un rendement supérieur à 40 hectolitres à l'hectare. »

Formule que les délégués algériens adoptent volontiers. Elle abaisse le rendement et la production totale à partir desquels, les assujettis au blocage seraient touchés. Si on envisage le blocage comme une assurance mutuelle, cette assurance ne peut se concevoir, qu'à la condition de répartir les risques, sur le plus grand nombre possible

d'assurés de façon que tous les assujettis aient une charge assez limitée pour être acceptable. « Sinon, la mesure du « blocage départemental, basée sur la production des dix « dernières années, apparaît comme une machine de guerre « montée contre l'Algérie. »

Ce blocage départemental est néanmoins adopté par la Fédération par 6 voix contre une celle de l'Algérie, et 3 abstentions, Centre-Ouest, Côtes du Rhône et Champagne.

L'Algérie se prononce en faveur du projet Labroue.

Les mesures insuffisantes prises en juillet 1931, incitèrent les méridionaux à se tourner à nouveau contre l'Algérie, et réclamer l'Aménagement du marché. Le front unique de la viticulture, n'avait été qu'un pis-aller, la viticulture méridionale revenait à ses premières amours, le contingentement.

Le 25 avril 1932 à Avignon, M. Coste fait lui-même le procès de la loi du 4 juillet 1931, il constate que la loi a donné de médiocres résultats. Au lieu de faire augmenter les vins aux prix de 120, 130, 140 francs l'hectolitre suivant le degré, les vins sont restés au taux pratiqué lors de l'élaboration de la loi. « C'est que l'Algérie, dit-il, « a envoyé sur le marché métropolitain 16 millions d'hectolitres... la loi du 4 juillet 1931 a commis l'erreur de « mettre sur le même plan viticulture française et viticulture algérienne. »

Le système proposé par la C. G. V. de Narbonne consiste à répartir entre la Métropole et l'Algérie le marché de consommation. Cet aménagement du marché, constituerait un contingentement réciproque, les quantités en excédent ne pourraient être importées ni d'Algérie en France, ni de France en Algérie.

L'Aménagement du marché n'est qu'une forme déguisée du contingentement des vins algériens.

Dans sa séance du 7 juillet 1932, la Commission interministérielle de la viticulture, par 27 voix contre 5 (sur 90 membres), adoptait également un vœu tendant à l'Aménagement du marché intérieur des vins.

L'économie du système était la suivante : « Lorsque la « déclaration de récolte (France-Algérie comprises), dépassera 65 millions d'hectolitres, il y aura lieu à blocage. Ce « blocage sera réparti, entre la Métropole et l'Algérie, « proportionnellement aux dépassements de leurs ressources respectives par rapport au chiffre de 55 millions d'hectolitres pour la France, et de 10 millions pour « l'Algérie. »

A vrai dire cet Aménagement se présentait comme une mesure inique, car la France ne produit pas souvent plus de 55 millions d'hectolitres, les statistiques prouvent que la production de la Métropole, a été cinq fois seulement supérieure à 55 millions d'hectolitres en vingt ans, soit une fois sur quatre récoltes.

Le blocage d'une année excédentaire devant être suivi du déblocage de l'année suivante qui serait une année de moins de 55 millions d'hectolitres, la France échapperait au blocage effectif, tandis que l'Algérie qui doit être frappée à partir de 10 millions d'hectolitres et qui va en produire 20 supporterait un blocage constant très élevé.

Dans ce système un gros viticulteur métropolitain qui produit 20.000 à 25.000 hectolitres, ne serait jamais touché par le blocage, tandis que le petit viticulteur d'Algérie, qui n'aurait récolté que 100 hectolitres, serait frappé de blocage et toute la production française bonne ou mauvaise serait livrée à la consommation.

« Ainsi donc l'Aménagement du marché intérieur s'il
« s'inspire en apparence de l'égalité de traitement entre
« tous les vigneron, aboutit en fait à des conséquences
« injustes et vexatoires, en soulignant le caractère d'exception vis-à-vis de la production algérienne. »

« Pour résoudre le problème, disait M. Serda, il faut une
« formule qui arrive à soustraire du marché, les quantités
« supplémentaires, en améliorant la qualité et en répartissant équitablement, les sacrifices consentis par les viticulteurs, aussi bien des départements français que de
« départements algériens, étant bien entendu, que le principe sacré, que nous n'abandonnerons jamais, sera celui
« de l'égalité entre les viticulteurs français et algériens,
« entre la terre Française, et la terre française d'Algérie. »

SECTION III. — Le statut douanier Franco-Algérien.

Sous quelque dénomination qu'on les désigne, ces mesures tendaient toutes au contingentement des vins algériens.

« Or qu'on le veuille ou non, écrit M. Fontanille, les
« trois départements algériens forment trois départements français, et on ne saurait admettre qu'un régime
« différent leur soit appliqué au point de vue économique¹. »

Tout contingentement tendrait à la rupture de l'union douanière, consacrée par la loi du 17 juillet 1867, et le divorce douanier de la France et de l'Algérie pourrait avoir les conséquences les plus graves, au point de vue économique, comme au point de vue politique.

Les produits s'échangent contre des produits, et il est

¹ *Les propositions de loi Caffort et Castel*, par M. H. Fontanille, docteur en droit, secrétaire de la Confédération des vignerons algériens.

avantageux, pour la France et l'Algérie qu'un trafic réciproque se soit développé entre elles. D'ailleurs l'Algérie laisse à la France un solde crédeur important.

Pour apprécier les bienfaits de cette union douanière, examinons tout d'abord le statut juridique sous lequel fonctionnent les échanges franco-algériens, puis l'expression statistique de ces échanges, qui indiquera leur ordre de grandeur, et nous pourrons déduire les conséquences de la rupture.

Le statut juridique des échanges, repose sur le principe de l'assimilation douanière. Entre ces deux pays, la franchise est réciproque et absolue, toutefois l'assimilation n'est pas complète, en ce qui concerne l'application à l'Algérie des conventions douanières internationales.

Ce régime a été établi en trois étapes. Le Sénatus-Consulte de 1867 admit l'unité douanière, avec toutefois la liberté du pavillon, et toléra quelques exceptions pour l'admission en franchise, d'un certain nombre de produits étrangers utiles à la mise en valeur de la colonie, et dont il était nécessaire d'encourager l'introduction en Afrique du Nord. Mais le Sénatus-Consulte faisait une trop large part à la concurrence étrangère, celle-ci élimina bientôt du marché algérien les produits manufacturés nationaux; les industries françaises de la métallurgie et du tissage réclamèrent vivement. La loi du 19 décembre 1884 fut alors votée, dans le but d'accroître les débouchés de ces industries dans la colonie; les exceptions disparurent. Cette loi fut confirmée par celle du 11 janvier 1892, dite loi Méline, qui resserra l'union entre les deux pays en supprimant toute distinction douanière.

« Il y a là, écrivait M. Gignoux, ancien sous-secrétaire d'État à l'Économie Nationale, une évolution comparable

à celle qu'ont subi d'autres parties de la France, car nul n'ignore qu'il existait autrefois entre les provinces françaises, des douanes intérieures, que des législations successives ont fini par supprimer pour constituer notre nationalité économique d'aujourd'hui¹. »

Il résulte de ce régime que les produits d'origine française naturels ou fabriqués, sont admis en franchise des droits de douane, à leur importation directe en Algérie. Réciproquement les produits algériens bénéficient de la même franchise à leur importation directe en France. Cette franchise s'applique également aux produits étrangers nationalisés par le paiement des droits de douane à leur importation en France ou en Algérie. Les marchandises étrangères sont soumises à leur importation en Algérie, au paiement des mêmes droits de douane que ceux inscrits au tarif métropolitain, à l'exception des marchandises originaires du Maroc, du sud de l'Algérie, et de la Tunisie, importées par les frontières de terre et des produits « qui ne peuvent être introduits en France que pour le compte des monopoles ». Toutefois depuis la guerre des taxes à l'entrée sont perçues sur les produits algériens, en compensation de taxes, dont certains articles sont frappés dans la Métropole par la législation d'après-guerre.

Autre conséquence de l'union douanière. La loi Méline a assimilé la navigation entre les ports algériens et métropolitains à la navigation de cabotage réservée au pavillon national. Ce monopole est fort avantageux pour la marine marchande française.

Les conséquences économiques du libre-échange intro-

1. « Les échanges franco-algériens et leur avenir », conférence donnée par M. Gignoux, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale, le 27 mars 1933.

duit dans les relations entre l'Algérie et la Métropole sont des plus heureuses.

Le libre-échange réalisant l'union des deux marches, élargit les débouchés offerts à la production de l'un et de l'autre pays. Il permet à l'Algérie de se consacrer à l'agriculture et de demander à la Métropole les produits manufacturés qui lui manquent.

Les statistiques révèlent les liens étroits qui se sont créés entre elles.

En 1891, l'Algérie se plaçait au sixième rang des clients de la France, en 1927, elle figure au quatrième rang, en 1929-1930, elle se trouve au troisième rang après la Grande-Bretagne et la Belgique, en 1931, l'Algérie dépasse la Belgique et se trouve immédiatement après l'Angleterre. En 1932, elle est au tout premier rang, laissant loin derrière elle tous les autres pays, avec un total d'achats de 3.065 millions de marchandises. En 1933, l'Algérie en a acheté 3.518 millions¹.

Cependant, la crise économique qui sévit dans le monde entier, a eu en Algérie sa fatale répercussion, le chiffre des achats en 1932-1933 s'est abaissé par rapport aux années précédentes, où il était de l'ordre de 4 milliards en 1931 et 4 milliards 1/2 en 1930.

« Les importations étrangères s'établissent à 798 millions en 1933, contre 841 millions l'année précédente.
« L'Algérie ne s'adresse généralement à l'étranger que dans
« la mesure où elle ne peut se procurer dans la Métropole
« les produits qui lui sont nécessaires comme les bois de
« construction, les pétroles, les essences, les charbons² ».

1. M. H. Fontanille. Le commerce extérieur de l'Algérie en 1933, *Le Temps*, 21 mars 1934.

2. *Id.*

« Mais n'oublions pas que l'Algérie à elle seule par ses « relations avec la Métropole, nous vaut douze traités de « commerce avec les autres pays de l'Europe, disait Bur- « deau, en décembre 1891, à la tribune de la Chambre. »

En effet, toutes les industries et même l'agriculture de la Métropole participent aux achats de l'Algérie. Nous exportons en Algérie du bétail vivant, de la viande de boucherie, des conserves, des produits laitiers et sucriers.

Pour la seule année 1930, l'Algérie a acheté à la Métropole 720 millions de francs de produits agricoles ou d'origine agricole. En ce qui concerne les industries nationales qui participent aux achats de l'Algérie, les textiles viennent en tête des exportations avec 764 millions pour la même année, les ventes de l'industrie cotonnière ont atteint le chiffre de 486 millions 1/2 de francs. Les ventes de la construction mécanique ont atteint 690 millions de francs, Pour les autres industries, on donne les chiffres suivants : fer et acier 104 millions, industries chimiques 111 millions, parfumerie et savon 118 millions, meubles et ouvrages en bois 93 millions, colis postaux 688 millions.

Il convient de faire une place particulière à l'industrie de l'automobile, bien qu'elle fasse partie de la construction mécanique, car les ventes de voitures automobiles atteignent un chiffre important, 65.632 voitures françaises sont parties pour l'Algérie de 1924 à 1931, représentant près de 2 milliards de francs acquis par l'industrie métropolitaine.

D'autre part, l'Algérie est un marché de distribution pour les pays avoisinants ; elle joue un rôle de transitaire, certaines marchandises importées sont immédiatement réexportées à destination des marchés nord-africains. Les produits fabriqués (machines, tissus, mécaniques, autos,

poteries) sont l'objet de ce commerce de réexportation.

D'autre part, le négoce algérien achète en Afrique du Nord et à l'étranger, les matières premières, qu'il revend en France ou à l'étranger. On a pu estimer à un milliard de francs, le chiffre des exportations et importations réunies, représenté par le commerce de transit.

« Si l'on observe, écrivait M. Fontanille dans le journal
« *Le Temps*, le mouvement d'affaires de l'Algérie vers la
« Métropole, malgré la période troublée que nous traver-
« sons, l'Algérie en 1933, inscrit à ce poste de son bilan
« commercial, une somme globale de 3.520 millions de
« francs, en augmentation de 180 millions sur 1932, et de
« 699 millions par rapport à 1931... jamais l'Algérie n'a
« contribué autant à répondre à la satisfaction des besoins
« de la Métropole. Si l'on examine le détail de cet accrois-
« sement, on constate que les résultats les plus impor-
« tants s'inscrivent sous la rubrique des céréales et du
« vin. »

En effet, l'exportation des vins accuse une progression continue passant de 1.477 millions de francs en 1928 à 2.451 millions en 1932.

La valeur des produits vinicoles exportés représente 70 p. 100 de celle des exportations totales à destination de la Métropole.

« En 1933, comme en 1932, écrit encore M. Fontanille,
» l'Algérie demeure la première cliente et le premier four-
« nisseur de la mère patrie. L'Algérie dont la production
« est essentiellement agricole favorise le commerce d'ex-
« portation et soutient l'industrie de la Métropole. Elle
« fait avec la France un commerce qui dépasse de plus de
« 25 p. 100 celui de l'ensemble de tous nos pays d'outre-
« mer ; en tant qu'acheteur, elle dépense en acquisitions

« françaises autant que la Grande-Bretagne et l'Allemagne
« réunies. »

Parmi les solutions proposées pour résoudre la crise viticole, il semble bien qu'il faut exclure totalement, celle qui aurait pour résultat de rompre sinon en droit du moins en fait, cette union douanière franco-algérienne, et de mettre la clientèle algérienne en état d'évidente infériorité.

Contingenter la production viticole, ce serait diminuer les possibilités d'achat de toute la clientèle algérienne, qui ne trouverait plus dans la Métropole, le débouché qu'elle peut espérer.

Comme l'a indiqué, M. P. Berthault, dans une communication faite à l'Académie d'Agriculture de France, le 13 mars 1929 : « La récolte algérienne fait sortir de la propriété, un milliard d'argent sous forme de salaires, de machines agricoles, de produits chimiques, d'engrais, de caves, de bâtiments nouveaux, d'automobiles, d'agios et d'intérêts d'argent, si l'on tient compte, que cet argent versé aux travailleurs ruraux, aux banques, aux commerçants, et aux industriels métropolitains et algériens, circule en de multiples mains, c'est au moins 3 milliards de transactions que la vigne détermine chaque année en Algérie sans compter celles dont la propriété est elle-même l'objet, et qui représente près de deux fois la valeur des billets de banque en circulation dans la colonie. »

Une dissociation des liens économiques soumettrait l'Algérie au régime de la porte ouverte, c'est-à-dire qu'elle recevrait sans restriction tous les produits venus du dehors qu'ils soient d'origine métropolitaine ou étrangère. Or l'Algérie se procure en France actuellement 70 à 80 p. 100 de ses importations et les pays qui sont assujettis à ce

régime se pourvoient en France à concurrence de 6, 17, 20 ou 30 p. 100 de leurs besoins.

Si l'Algérie ne pouvait plus exporter ses vins en France, elle irait vers l'étranger, elle ouvrirait ses propres marchés à l'agriculture et à l'industrie étrangères. Les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, lui fourniraient les tissus ; les Pays-Bas, le lait le beurre ; la Yougoslavie et la Suède, les bois, etc... Nos industries textiles, chimiques ne trouveraient pas un débouché équivalent sur les marchés étrangers.

Pour obtenir des débouchés l'Algérie devrait en obtenant des tarifs de faveur des autres nations en accorder elle-même aux étrangers.

Ce serait une perte pour l'armement français. Les compagnies de chemin de fer de navigation subiraient un grave préjudice, 100 millions de frêt en ce qui concerne uniquement le trafic des vins ; frêt qui peut se chiffrer par centaine de millions de francs, de toutes les marchandises diverses que la Métropole n'enverrait plus en Algérie ; frêt représenté également par tous les passagers qui viennent dépenser dans la Métropole une grande partie de leurs économies, d'où chômage pour les dockers et tous les gens de mer.

Les ports de Sète, Marseille, Port-Vendres, Rouen, Bordeaux se verraient porter un coup fatal. En 1932, dans les ports de la Méditerranée 4.141.000 hectolitres ont été débarqués, Marseille compte dans ce chiffre pour 810.000 hectolitres, le port de Sète y figure pour 2.647.000 d'hectolitres. Les ports de l'Océan reçoivent 2.589.431 hectolitres de nos trois départements algériens. Ceux de la Manche et de la mer du Nord, ont reçu 6.478.721 hectolitres. Le port de Rouen en 1918 n'importait que 150.000 hectolitres,

en 1932 il a importé 5.181.566 hectolitres. Cette importation massive procure du travail pour les ouvriers des ports, pour les installations qui fonctionnent sur les quais, pour la batellerie des canaux du Nord¹.

Une rupture de l'union douanière due au contingentement frapperait les plus pauvres, 500.000 Kabyles en Algérie, qui ne produisent pas de vin, mais vivent de la vigne.

M. Guastavino, a pu dire à la tribune de la Chambre en 1933 : « Si des passerelles sont jetées sur nos oueds « torrentueux, si on perce en Kabylie des routes, si on « construit des écoles supérieures, des classes primaires « pour les garçons et pour les filles, si l'on procure de l'eau « aux habitants, c'est à la vigne qu'on le doit. Je pense, « disait-il encore, à ces malheureux céréaliculteurs qui « peinent dans les Hauts Plateaux, dans les paysages « désertiques à Bouira Souaghi, et tant d'autres endroits. « Pour eux, c'est encore la vigne des régions fortunées « qui construit les routes, les canalisations, les lignes télégraphiques, tout l'outillage. Si vous tuez la matière « impossible, ce sont les pauvres qui porteront la besace « et qui en souffriront d'abord. »

Frapper l'Algérie, c'est donc frapper l'indigène, créer par l'incidence du contingentement, un chômage susceptible d'engendrer les pires conséquences politiques. N'oublions pas que c'est l'élément économique qui au XVIII^e siècle a provoqué la séparation des États-Unis et de l'Angleterre. Les colonies espagnoles se sont pour la même raison affranchies de l'Espagne au début du XIX^e siècle.

Comment justifier cette lutte fratricide, engagée pour

1. M. Guastavino. *J. O.*, 2 juillet 1933, p. 3308.

sauvegarder le privilège personnel de quelques douzaines de viticulteurs qui ne représentent pas la France, car ils ne sont que 2.691 sur 42 millions d'habitants.

Solidairement responsables de la crise, viticulteurs de la Métropole et viticulteurs d'Algérie auraient dû être solidaires dans la recherche de mesures défensives. Mais l'hostilité manifestée par le Midi à l'encontre de l'Algérie, devait être un obstacle à tout accord.

Le débat devant le Parlement ne devait être que l'aboutissement d'un vieux conflit, dont les manifestations avaient un caractère purement professionnel et se limitaient aux cadres des Congrès de la Fédération des Associations viticoles de France et d'Algérie.

Il est tout à fait regrettable que les viticulteurs n'aient pas su s'imposer de leur propre initiative, les disciplines nécessaires ; par la seule action de l'organisation professionnelle, les conciliations se réalisent mieux. Les ententes directes, les restrictions consenties bénévolement marquent toujours des solutions supérieures par rapport aux contraintes légales.

Toutefois en l'absence de tout accord, l'opportunité de l'intervention législative, apparaissait indiscutable.

CHAPITRE III

INTERVENTION DU LÉGISLATEUR

C'est l'antagonisme entre les groupements professionnels qui a provoqué l'intervention des Pouvoirs publics ; comme l'écrivait en 1930 M. Labroue « La grave crise que « traverse actuellement la viticulture a démontré à la « fois l'impossibilité où se trouvent les viticulteurs d'y « remédier par eux-mêmes et l'insuffisance de notre légis- « lation sur les vins... lorsqu'une crise d'ensemble a révélé « l'inaptitude des activités privées à enrayer cette crise, « c'est le devoir de l'État d'entrer en jeu, de canaliser ces « activités et de prendre les décisions propres à rétablir « la santé du corps social. »

L'hostilité irréductible manifestée par les Méridionaux à l'encontre des Algériens, devaient donc inciter les viticulteurs à se tourner vers « l'État Providence » et solliciter des lois.

Le premier effort de défense de la viticulture date de la loi du 1^{er} janvier 1930, le législateur se proposait de décourager les producteurs de mauvais vins, en leur fermant le marché de la consommation, qui leur était ouvert par la voie du coupage.

D'autre part, visant à supprimer une cause secondaire, mais importante de la crise, la sous-consommation due aux tromperies sur la qualité, qui se généralise dans le commerce de détail, la même loi du 1^{er} janvier 1930 interdisait

aux débitants de se servir de bouteilles autres que celles dont le type et la capacité devaient être fixés par décret, lequel a été pris et publié le 15 février 1930.

Ces mesures se révélèrent insuffisantes surtout lorsque le Parlement eut modifié l'article premier de la loi du 1^{er} janvier 1930, en abaissant de 9 à 8 le degré alcoolique minimum des coupages, et de 12,5 à 12, la somme alcool-acide qu'ils doivent réaliser.

En avril, la crise viticole était parvenue à un état aigu, deux avant-projets, avaient été déposés par MM. Castel et Barthe, qui tendaient à décréter qu'une partie de la récolte serait transformée en alcool, dans le but d'assainir le marché, de valoriser le vin qui restait dans la cave, et d'éviter une accumulation des stocks susceptible de peser sur la récolte à venir, et d'aggraver encore la crise.

En mars 1930, la Commission interministérielle avait adopté la motion suivante : « Pour remédier à la crise viticole dont les conséquences ont été si cruellement aggravées en ce qui concerne le midi, et le sud-ouest de la France par les inondations qui les ont ravagés, le ministre des Finances et le ministre de l'Agriculture, après avis de la Commission interministérielle pourront ordonner par décret jusqu'au 1^{er} octobre 1930, la distillation obligatoire d'une partie des vins de consommation courante, par tous les producteurs ayant une déclaration de récolte supérieure à 500 hectolitres, et un rendement supérieur à 50 hectolitres à l'hectare. Les ministres pourront en fixer le prix. »

La Commission par son vote avait associé les deux avant-projets.

Le Ministre des Finances, ne pouvait, depuis la loi du 30 juin 1916 acquérir de l'alcool naturel, il ne pouvait

qu'acquérir de l'alcool industriel, le vote d'un texte de loi était donc nécessaire pour procéder à cette réquisition des alcools.

La loi fut votée le 19 avril 1930. Dans son article premier, elle interdisait d'importer ou de vendre, ou de délivrer en vue de la vente, sauf pour la vinaigrerie ou la distillerie, les vins de coupage renfermant moins de 8° d'alcool réel ou une somme alcool-acide inférieure à 12°.

Les autres dispositions déterminaient les modalités d'application de la loi et prévoyaient qu'un crédit de 250 millions serait accordé.

Ainsi le statut de l'alcool était fixé « solidarisant les « intérêts du Nord et du Midi, il permettait de réserver « aux alcools de vin, de marc et de fruits le marché total « de la consommation de bouche ».

Plus tard la Réforme de la loi sur le chiffre d'affaire libérait le commerce « d'une véritable oppression ». Quatre décrets publiés le 26 juillet permettaient de prendre des mesures rationnelles contre le danger que faisait courir la circulation des vins anormaux. Des crédits votés et affectés au Service de la répression des fraudes permettaient la réorganisation de ce service et l'augmentation du nombre des inspecteurs.

Mais aux vendanges, la situation viticole était renversée, le mildiou ravageait le vignoble, et les dégâts occasionnés par ces cryptogames étaient tels que la récolte se montrait déficitaire, M. Barthe dénongait un déficit de 7 millions 629.000 hectolitres par rapport à la récolte de 1929, il devenait impossible d'assurer la complète application de la loi du 19 avril 1930, sous peine d'aggraver l'insuffisance du produit et de voir monter les cours à un niveau vertigineux.

Une partie seulement des quantités offertes spontanément à la suite du décret du 1^{er} mai 1930 avait été livrée, aucune fourniture n'avait été faite, sur les quantités réquisitionnées, en vertu du décret du 20 juin 1930, il ne pouvait être question en l'état du marché, d'insister pour obtenir les livraisons.

Deux solutions semblaient possibles :

1^o Abroger purement et simplement la loi du 19 avril et ristourner aux viticulteurs ayant fourni des alcools provenant de leurs récoltes, les bénéfices nets laissés par l'opération ;

2^o Ou proroger les effets de la loi jusqu'au moment où l'importance des disponibilités en vin rendrait une ponction utile ou nécessaire.

M. Barthe préconisait la suspension de la loi : « Ne pas
« proroger la loi, disait-il, c'est perdre le bénéfice des
« 250 millions, c'est perdre le bénéfice d'une mesure qui
« devra demain être reprise, si demain les difficultés qui
« se sont produites se reproduisaient. »

Donc suspendre la loi, telle semblait la meilleure solution, apporter des réparations à ceux qui avaient livré de l'alcool, garder les 250 millions.

Le Gouvernement estimait aussi que cette solution était préférable et soumettait au Parlement le projet de loi ci-après :

« Les dispositions des articles 2 et suivants de la loi du
« 19 avril 1930 sont prorogés jusqu'au 30 septembre de
« l'année qui suivra la publication au *Journal Officiel*
« d'une statistique faisant ressortir que les déclarations
« de récoltes accusent, pour la France et l'Algérie, un
« chiffre de disponibilités (récolte et stock à la propriété)
« supérieur à 75 millions d'hectolitres de vin. Des décrets,

« rendus sur la proposition des Ministres des Finances, du
« Budget et de l'Agriculture, fixeront les mesures néces-
« saires pour l'application de la présente loi et notamment
« les conditions dans lesquelles seront effectuées les livrai-
« sons d'alcool, imposées par le décret du 20 juin 1930,
« ou restant à réaliser sur les offres souscrites en exécu-
« tion du décret du 1^{er} mai 1930. »

Ce projet, favorablement rapporté à la Chambre par M. Castel, au Sénat par M. Roustan étant adopté sans modification par les deux Assemblées le 19 décembre 1930.

Ces mesures prises par le Gouvernement et le Parlement firent sentir leur utile répercussion ; mais le mildiou plus encore avait sauvé la situation. Le déficit résultant des ravages des maladies cryptogamiques, 21 millions, permit aux cours de se relever jusqu'à 20 francs le degré aux vendanges.

En raison du renversement des cours, les protestations cessèrent, il ne fut plus question de grève de l'impôt, de démission des corps élus, etc... Des vœux formulés par les départements de Vendée, Sarthe, Loire-Inférieure s'élevèrent contre la limitation des plantations. Des syndicats protestèrent contre le vote de certaines lois, comme celle organisant la distillation, déclarant seuls efficaces les dégrèvements d'ordre intérieur et la protection contre les vins exotiques. La C. G. V. ne voulait retenir du projet de loi que l'article 6 relatif au blocage des récoltes, en apportant toutefois au texte certaines modifications.

L'entente ne régnait pas entre régions et associations. La crise momentanément éludée, les opinions se modifiaient.

Mais l'avenir laissait peser sur la viticulture de graves menaces. Les mesures antérieurement adoptées avaient

été utiles, intéressantes, mais elles « s'attaquaient, disait M. Tardieu, aux effets, beaucoup plus qu'aux causes ». Le premier effort pour s'attaquer aux causes a été celui qui a trouvé son expression dans le projet de loi du 3 juin 1930, projet dont le rapporteur fut M. Labroue.

Ce projet aurait pu donner satisfaction à tous les intérêts en présence, il avait le mérite d'être « cohérent et de « satisfaire la logique ; au point de vue purement algérien, « il était conforme aux déclarations faites par M. le Président Tardieu, à savoir que toutes les mesures envisagées pour résoudre la crise viticole seraient prises « sous « le signe de l'égalité législative dans le cadre de l'unité « nationale' ».

Mais par le jeu des amendements d'inspiration démagogique, politique, électorale, de fortes brèches furent faites au projet ; le principe posé disparut sous le nombre des exceptions, et pratiquement perdit toute sa force, à tel point que dans la nuit même où la loi fut votée au Sénat, le Ministre de l'Agriculture reconnaissait qu'elle devait être modifiée sur de nombreux points et le Sénat ne consentait à ratifier le texte voté par la Chambre que sur l'engagement formel du Gouvernement de présenter un rectificatif dès la rentrée du Parlement.

La loi du 4 juillet 1931 devait rester intacte pendant deux ans.

SECTION I. — **Loi du 4 juillet 1931.**

En votant la loi du 4 juillet 1931, le Parlement manifestait sa volonté de maintenir dans la limite des besoins

1. Cf. Observations présentées par M. Aymes et M. Fontanille, au sujet du Rapport de M. le colonel Mirepoix.

du marché national, l'aire et le volume de la production viticole.

Pour enrayer le développement de cette production, la loi édicte certaines mesures ; elle prévoit une taxation progressive des gros rendements ; la limitation des plantations de la vigne.

En vue de prévenir les effets de la surproduction, elle instaure le blocage des récoltes excédentaires et la distillation obligatoire ; afin d'assurer la bonne qualité des vins elle réglemente l'irrigation des vignes et la composition de leurs produits.

I. — LIMITATION DE LA PRODUCTION

La limitation de la production doit être obtenue par deux moyens :

- A) Une taxe sur les rendements élevés ;
- B) Une interdiction de planter de nouvelles vignes.

A. Taxe au rendement. — L'article premier de la loi du 4 juillet 1931, édicte tout un système de redevances que doivent payer les producteurs bénéficiaires de gros rendements.

Les dispositions financières de ce texte ont un double but.

En pénalisant les grands rendements, le législateur espérait éliminer du marché, bon nombre de produits douteux, qui pèsent sur les cours et accentuent le marasme.

Il pensait parvenir à enrayer la surproduction. Frappés d'une taxe, à partir du moment où leur récolte dépasse un certain plafond, les producteurs ne devaient plus avoir

intérêt à accroître le rendement de leurs vignobles. C'était, pensait-on, le moyen de mettre fin aux pratiques culturelles répréhensibles, les excès disparus, le vignoble donnerait une production normale.

D'autre part, le produit de ces taxes, doit être affecté à la création d'un fonds de propagande destiné à développer la consommation et l'exportation du vin ; il doit être réparti dans la limite des crédits ouverts chaque année au budget par le Ministre de l'Agriculture sur la proposition d'un comité de propagande dont la composition et les conditions de fonctionnement doivent être fixés par décret.

C'est une contribution forcée, une amende imposée aux viticulteurs.

« Tout le scandale des mœurs politiques actuelles est
« là, l'État infligeant des amendes aux vignerons cou-
« pables d'avoir trop bien cultivé leurs terres, et alimen-
« tant avec les millions ainsi extorqués une table de pro-
« fiteurs¹. »

Comprenant les méfaits d'une semblable méthode, dès 1929, au Congrès de Paris, les viticulteurs algériens par l'intermédiaire de M. Sicard avaient demandé à la Fédération des associations viticoles de consacrer le principe d'un Office de propagande du vin, mais ils préconisaient la création d'un office indépendant alimenté par les sacrifices personnels des intéressés.

La C. G. V. elle-même admettait volontiers, la création d'un organisme, ne supposant aucune intervention de l'État, pas plus dans la gestion que dans l'alimentation de son budget.

1. M. Chauffard. La crise en pays d'Aramon, *Revue de France*, 1933, p. 153.

Le Parlement devait en décider autrement.

Aucune taxation n'est prévue pour les exploitations dont la récolte ne dépasse pas 400 hectolitres, et dont le rendement n'est pas supérieur à 150 hectolitres à l'hectare.

Une taxe est perçue à partir de 101 hectolitres pour les exploitations, dont la récolte totale dépasse 400 hectolitres, et dont le rendement moyen est d'au moins 101 hectolitres.

Sont également soumises à une redevance, les exploitations dont le rendement est supérieur à 150 hectolitres à l'hectare, même lorsqu'elles produisent moins de 400 hectolitres, en récolte totale.

Pour les exploitations importantes, qui récoltent plus de 2.000 hectolitres, les redevances sont perçues à partir d'un rendement moins élevé.

A partir de 80 hectolitres, pour les exploitations qui produisent plus de 2.000 hectolitres, sans atteindre 50.000 hectolitres.

A partir de 50 hectolitres, pour celles qui produisent plus de 50.000 hectolitres.

BARÈME DES REDEVANCES A PAYER¹

Exploitation dont la récolte globale est :

SUPÉRIEURE à 50.000 hectolit.	SUPÉRIEURE à 2.000 hectolit. et inférieure à 50.000 hectolit.	SUPÉRIEURE à 400 hectolit. et inférieure à 1.000 hectolit.	INFÉRIEURE à 400 hectolit. avec un rendement supérieur à 150 hectolit. à l'hectare.	INFÉRIEURE à 400 hectolit. avec un rendement inférieur à 150 hectolit.
Jusqu'à un rendement de 50 hecto- litres : pas de taxe.	Jusqu'à un rendement de 80 hecto- litres : pas de taxe.	Jusqu'à un rendement de 100 hec- tolitres : pas de taxe.	Jusqu'à un rendement de 100 hec- tolitres : pas de taxe.	Pas de taxe.
5 fr. par hec- tolitre sur la tranche de rendement moyen, com- pris entre 50 et 100 hec- tolitres à l'hectare.	5 fr. par hec- tolitre sur la tranche de rendement moyen, com- pris entre 80 et 100 hec- tolitres.			
Par hectol. 5 fr. pour rendement compris entre 101 et 125 hectol. 10 — — — — 126 et 150 — 20 — — — — 151 et 175 — 30 — — — — 176 et 200 — 50 — — — — 201 et 250 — 100 — — — — dépassant . . . 250 —				

Le calcul de la taxe est basé sur le rendement moyen à l'hectare, et ce rendement est celui qui ressort de la déclaration de récolte. La taxe se calcule par palier.

Ainsi une exploitation dont la récolte totale est de 320 hectolitres et le rendement moyen 160 hectolitres à l'hectare acquittera :

¹. Bulletin du syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux, liqueurs de France.

Pour le rendement de 101 à 125 hectolit.	25 × 5 = 125 fr.
— — — 126 à 150 —	25 × 10 = 250 —
— — — 151 à 160 —	40 × 20 = 200 —
Soit.	575 —

Les redevances sont assises et recouvrées, dans les formes propres aux administrations des contributions indirectes pour la Métropole et des contributions diverses pour l'Algérie, les redevances sont exigibles en deux fois par parties égales avant le 31 mars et le 30 septembre qui suivent la date de la déclaration de récolte.

Exonérations. — Sont exonérés des redevances :

a) Les exploitations dont le rendement moyen au cours des trois années précédentes n'a pas dépassé 50 hectolitres à l'hectare;

b) Les vins destinés à la fabrication d'eau-de-vie, sous la triple condition :

1° Que les producteurs aient annoncé cette destination, en faisant leur déclaration de récolte;

2° Que ces vins soient effectivement distillés;

3° Que les eaux-de-vie, obtenues, bénéficient de la présomption légale inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919, c'est-à-dire la présomption établie en matière d'appellation d'origine, dont ne bénéficient que les produits provenant de régions délimitées. En fait seules les régions de Cognac et d'Armagnac peuvent revendiquer l'exonération de la redevance au titre de « la présomption légale ».

Sont remboursées les redevances afférentes aux vins qui sont directement exportés par le récoltant.

c) Le paiement des redevances afférentes à la quantité de récolte bloquée est également suspendu, lorsque le blocage est levé, le déclarant paie la taxe correspondant à la quantité débloquée.

La déclaration de récolte doit indiquer distinctement les quantités respectives de vin blanc et de vin rouge ou rosé produites ainsi que celles restant en stock des récoltes antérieures.

Il est tenu compte dans la déclaration de récolte d'une tolérance de 3 p. 100 sur les déclarations supérieures à 500 hectolitres pour les vins rouges ou rosés, et de 5 p. 100 sur les déclarations inférieures à 500 hectolitres. Pour les vins blancs d'une tolérance de 4 p. 100 dans le premier cas et de 6 p. 100 dans le second cas.

En vue de protéger « l'artisanat viticole » le Parlement a voté un régime spécial pour les sociétés. Lorsqu'une société est propriétaire, concessionnaire ou locataire de terrains plantés en vigne, les déclarations de récolte, quel que soit le mode de faire-valoir, souscrit par les exploitants de ces terrains, sont par dérogation à la loi du 29 juin 1907 cumulées, pour l'application de toutes les dispositions de la loi du 4 juillet 1931.

Sont considérées comme « Sociétés », suivant la définition de M. Haguenin, les sociétés soumises au droit de communication des agents de l'enregistrement, que ces sociétés bornent ou non leur action à l'exploitation directe ou indirecte d'un ou de plusieurs domaines agricoles.

Toute société civile ou commerciale constituée pour quelque forme que ce soit, et exploitant directement ou indirectement un ou plusieurs domaines agricoles.

Des cohéritiers faisant valoir une ou plusieurs propriétés indivises en commun doivent-ils être considérées comme Société ? Non, répond M. Barthe et dans ce cas le décompte des redevances devra être établi, sur les quantités énoncées à chacune des déclarations de récolte, s'appliquant à une exploitation distincte.

Pénalités. — Toute infraction aux dispositions relatives aux déclarations donnant lieu au paiement d'une redevance doit être punie correctionnellement d'une amende de 100 à 500 francs avec affichage du jugement.

Le remboursement des redevances fraudées ou compromises est imposé, et le paiement d'une amende fiscale, égale au triple de ces redevances.

En cas de récidive, la même peine doit être appliquée ainsi qu'une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement.

* * *

Cette redevance constitue une injustice, un moyen de pressuration fiscale, qui n'a donné aucun résultat. Il résulte des chiffres relatifs à la récolte de 1932, qui ont été communiqués par réponse écrite au Ministre de l'Agriculture que les redevances n'ont pas atteint 5 millions, comme on le prévoyait, 800.000 francs seulement ont été encaissés et le reste n'a pas été perçu, car il représentait des redevances dues pour des vins bloqués et obligatoirement distillés, redevances supprimées par la loi du 8 juillet 1933.

D'autre part, cette prescription n'aurait pu être efficace qu'à la condition de toucher quiconque fait et vend du vin, suivant la quantité de vin qu'il vend en prévoyant toutefois une exonération à la base très minime, qui aurait correspondu, à la consommation familiale de l'exploitant.

Or dans le texte que la loi nous présente, il ne s'agit même pas d'une déduction à la base, et l'on comprend mal que le viticulteur qui récolte 401 hectolitres, soit soumis à de lourdes obligations, alors que le viticulteur qui produit 400 hectolitres en est dispensé.

Or 1.500.000 vignerons cultivent le sol de la France, ceux qui récoltent plus de 400 hectolitres sont au nombre de 12 à 15.000 suivant les années. On comprend que le produit de ces redevances ait été peu important.

B. Limitation des plantations. — L'extension du vignoble national durant les années qui ont suivi la guerre, explique en grande partie la disproportion qui existe entre la production et la consommation.

Pour remédier à cette « furie des plantations », la Commission des boissons avait prévu que toute vigne nouvelle serait assujettie à une taxe annuelle de 5.000 francs par hectare. Elle accordait seulement l'autorisation de planter un hectare tous les cinq ans, sans acquitter de taxe, au petit propriétaire ou salarié, désireux d'accéder à la propriété.

Par le jeu des amendements d'inspiration électorale, démagogique, ici encore des concessions ont été faites, et la loi votée, autorise la création et l'extension des vignobles, jusqu'à 10 hectares, avec une production maximale de 500 hectolitres. Sous le couvert de sauver l'artisanat viticole, le législateur a affaibli le principe par de nombreuses exceptions.

* * *

Il est interdit, dit l'article 3 de la loi, de planter ou de faire planter de nouvelles surfaces en vignes, pendant une période de dix ans, à toute personne ou société possédant ou exploitant, soit directement, soit par voie de fermage, métayage ou autre moyen, tant en France qu'en Algérie, en un ou plusieurs domaines 10 hectares de vignes ou récoltant 500 hectolitres.

Les personnes ou sociétés qui ne possèdent pas 10 hectares, ou qui ne récoltent pas 500 hectolitres, peuvent faire des plantations nouvelles, pour compléter les 10 hectares.

Un propriétaire qui possède 8 hectares et ne récolte pas 500 hectolitres ne peut planter plus de 2 hectares.

La Commission et le Gouvernement ont donné à ce texte, l'interprétation proposée par M. Chautemps, car en effet ce critérium de 10 hectares et de 500 hectolitres est particulièrement imprécis.

« Il faut entendre par récolte de 500 hectolitres », la récolte moyenne des trois dernières années. Donc toute personne qui possède 10 hectares, ou qui a obtenu une récolte moyenne de 500 hectolitres, pendant les trois dernières années, sur un chiffre d'hectares inférieur, ne pourra pas faire de plantations nouvelles.

Exonérations. — L'interdiction ne vise pas les plantations de vignes, dont la production est réservée à la consommation familiale, et les plantations de vignes pour raisins de table.

Il est possible de planter plus de 10 hectares de vignes à condition que tout le produit soit réservé à la consommation familiale, aucune quantité ne devant être livrée à la vente.

La loi précise d'autre part que les terres achetées par les fermiers ou métayers, pour leur propre compte, pourront être plantées par eux en vignes jusqu'à concurrence de 10 hectares, sans déduction des superficies qu'ils exploitent à titre de fermiers ou de métayers d'un propriétaire ; ce propriétaire ne pouvant être une Société.

Les fermiers ou métayers peuvent donc planter de nouvelles vignes jusqu'à 10 hectares, à condition qu'ils ne

possèdent pas eux-mêmes plus de 10 hectares de vignes, ou qu'ils ne récoltent pas plus de 500 hectolitres, et qu'ils ne soient pas fermiers ou métayers d'une Société.

Toute personne ou Société qui aura planté ou fait planter de nouvelles surfaces de vignes, dans les limites indiquées ci-dessus et dont la récolte de vin, sera de ce chef, supérieure à 500 hectolitres, sera soumise pour l'excédent à une redevance de 50 francs par hectolitre. En cas de vente du fonds, cette redevance sera due par le déclarant. Elle s'ajoutera aux redevances prévues pour les gros rendements et sera payable dans les mêmes conditions. Et toute personne qui procédera ou fera procéder à de nouvelles plantations, sera soumise à la nécessité d'une déclaration à la recette buraliste, dont dépend la localité où se trouve le terrain planté, et ce dans le mois qui suivra l'achèvement de la plantation; il fallait en effet permettre à l'administration compétente d'assurer un contrôle efficace et de veiller à l'application de la loi, avec un maximum de garantie.

Le législateur a voulu préciser, d'autre part, la notion de *plantations nouvelles*, il a donné la définition suivante : « Sont considérées comme plantations nouvelles, tout complément de plantations effectué sur des terrains, où lors de la promulgation de la présente loi, le nombre de ceps, n'atteint pas 1.500 à l'hectare ». Il était à craindre que les viticulteurs dont les vignes étaient plantées large, ne resserrent les ceps, la superficie ne se serait pas trouvée accrue ; mais c'était un moyen habile de tourner la loi.

Ne sont pas considérées comme plantations nouvelles :

1^o Le remplacement sur un même domaine à surface égale de vignes déjà existantes ;

2^o La plantation, en remplacement à surface égale de vignes arrachées depuis moins de dix ans ;

3° Le remplacement à surface égale de vignes qui devront être arrachées dans le délai de trois ans ;

4° La plantation dont le propriétaire indiquera, lors de la déclaration de récolte, que le vin est exclusivement destiné à la fabrication d'eaux-de-vie, bénéficiant de la présomption légale, inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919, et effectivement réservé à cet usage. Ne peuvent bénéficier de cette disposition que les vins destinés à la fabrication du cognac et d'armagnac :

5° La reconstitution dans les dix ans qui suivront la promulgation de la loi, des vignobles détruits ou endommagés par les événements de guerre et des calamités atmosphériques.

On a craint, d'autre part, que les *Sociétés* puissent avec le concours de personnes interposées tourner la loi, et que par des plantations multiples au nom de tiers, elles arrivent par la reprise de ces plantations nouvelles à constituer encore des domaines importants.

Aussi la loi interdit-elle pendant le délai de dix ans, le transfert à une Société, de la propriété, de la jouissance, ou de l'exploitation des terrains plantés en vignes, postérieurement à la promulgation de la loi du 4 juillet 1931.

Est également interdite la cession volontaire, sous quelque forme que ce soit, par une Société à un tiers, de terrains préparés pour des plantations de vignes ou qui seront plantés en vignes avant l'expiration du délai de dix années.

Il dépend aux Syndicats viticoles qui disposent de moyens de surveillance, d'aider l'administration à appliquer un contrôle strict.

Les dispositions qui interdisent les plantations nouvelles portent une atteinte très grande aux producteurs de

plants, c'est pourquoi à la demande de nombreux parlementaires, la loi a prévu une indemnité, destinée à compenser cette perte, pour les pépiniéristes.

« Dans l'année qui suivra la promulgation de la loi, une
« commission spéciale, comprenant parmi ses membres,
« des représentants des syndicats et des associations de
« producteurs de plants de vignes, et nommée par arrêté
« du Ministre de l'Agriculture sera chargée d'établir les
« indemnités dues aux propriétaires de pieds-mères, et
« aux producteurs de plants, dont les ventes auront subi
« une diminution supérieure à 15 p. 100, comparative-
« ment à la moyenne des ventes des trois années anté-
« rieures à 1931. »

La moitié des redevances prévues, à l'article premier doit être utilisée à cet effet pendant une période de trois années à la suite de la promulgation de la loi.

Des pénalités sont prévues ; toute infraction à l'article 3 de la loi du 4 juillet 1931, concernant les nouvelles plantations doit être punie correctionnellement d'une amende de 100 à 500 francs avec affichage du jugement. En cas de récidive, la même peine doit être appliquée, ainsi qu'une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement. A ces peines s'ajoutent :

1° En cas d'infraction aux dispositions donnant lieu au paiement d'une redevance. Le remboursement des redevances fraudées ou compromises et le paiement d'une amende fiscale égale au triple de ces redevances ;

2° Le paiement d'une amende de 10.000 francs par hectare ou fraction d'hectare de vigne planté en excédent. Cette amende doit être applicable annuellement pendant toute la durée de la plantation irrégulière. En cas d'infraction aux dispositions législatives concernant les cessions

de terrains plantés en vigne, une amende de 20.000 francs par hectare ou fraction d'hectare de terrain cédé ou transmis en violation des dites dispositions. Cette amende demeure exigible annuellement pour toute la durée de la cession irrégulière.

* * *

Le législateur se proposait de lutter contre les plantations en plein rendement et contre les plantations futures.

Le recours à des mesures énergiques semblaient indispensables, car toute plantation de vigne engage l'avenir ; au blé, à la betterave, il est possible de substituer des cultures plus lucratives, il n'y a rien à détruire, il suffit de changer l'assolement. La vigne, au contraire, est un arbuste qui donne des résultats quatre ou cinq ans après la plantation et représente un capital considérable.

Mais le législateur souhaitait atteindre plus particulièrement, les plantations algériennes qui s'étaient accrues nous l'avons vu, sous l'influence de la menace des mesures restrictives incluses dans les différentes propositions ou projets de loi, envisagés dans la Métropole pour conjurer la crise viticole.

La limitation des plantations au point de vue juridique, porte atteinte à la liberté de la production, à la liberté individuelle. M. Germain-Martin l'admet, cependant « lorsqu'elle permet à de grandes catégories sociales de jouir de cette propriété et évite que des millions de petits exploitants soient évincés sans indemnité¹ » ; il invoque à l'appui de sa thèse les réglementations, concernant les plantations

1. Débats parlementaires, 1^{re} séance du 11 juin 1931, *J. O.*, p. 2954.

de tabac, d'alcool, les rhums, la propriété commerciale.

Ce n'est pas une mesure nouvelle, car très souvent les plantations ont été limitées dans le passé.

Voilà bientôt dix-huit cents ans, l'Empereur Domitien, persuadé que les paysans négligeaient la culture des céréales, interdisait la culture de la vigne en Italie, et ordonnait de détruire la moitié des anciens plants, mesure qui eut le don de soulever l'opinion publique, et ne fut en fait jamais observée.

M. Barthe nous rappelle, dans une série d'articles fort intéressants parus dans le *Petit Méridional* en avril 1934, que Philippe le Hardi en 1395, ordonnait aux vigneron bourgeois d'arracher « le très mauvaiz et desloyal
« plant nommé Gaumet, duquel mauvais plant, vient très
« grande abondance de vin, et pour la plus grande quantité
« du dit mauvaiz vin ont laissié pour ce en ruine et désert
« les bonnes places ou soulait venir et croistre bon
« vin ».

Un édit de Charles IX en 1566, ordonnait l'arrachage d'une partie du vignoble et interdisait de planter de nouveaux pieds de vigne, il voulait que la surface du vignoble, n'occupât pas plus du tiers du territoire, le motif était une disette de grains.

Henri III en 1577 interdisait aux propriétaires d'avoir plus du tiers de leur domaine planté en vigne.

Louis XIII en 1627, interdisait de la manière la plus absolue, la création de nouveaux vignobles.

M. Barthe, signale un décret royal de 1731, édictant l'arrêt des plantations et des replantations en Languedoc, décret qu'il estime précurseur de la loi du 4 juillet 1931.

« Ce ne fut que lorsque le mal fut grand, écrit M. Barthe, « et que d'autres mesures avaient échoué, que le roi con-

« sentit à prendre l'édit qui devait interdire dans tout le
« royaume toute plantation nouvelle. »

En 1729, un arrêt du Conseil fut pris, défendant de planter de la vigne, dans les élections de Montauban et de Cahors.

Mais le 3 juin 1731, fut publié l'arrêt du Conseil étendant la mesure à tout le territoire. Voici un extrait de cette décision. Le Conseil « Ordonne, qu'à concurrence du jour
« de la publication, il ne sera fait aucune nouvelle plantation de vignes, dans les provinces et généralités du
« royaume et que celles qui auront été deux ans sans être
« cultivées ne pourront être rétablies sans une permission
« expresse de Sa Majesté à peine de 3.000 livres tournois
« d'amende.

« Sur les motifs... que la trop grande abondance des
« plants de vigne dans le royaume, occupait une grande
« quantité de terres propres à porter des grains ou à former
« des pâturages, causait la cherté des bois par rapport à
« ceux qui sont annuellement nécessaires pour cette
« espèce de fruit et multipliait tellement la quantité de
« vin, qu'ils en détruisaient la valeur et la réputation dans
« beaucoup d'endroits. »

A deux cents ans de distance, nous nous trouvons en présence du même principe.

M. Barthe signale que cet arrêt du Conseil fut appliqué rigoureusement sur tout le territoire du Languedoc.

Mais les difficultés d'application, tout comme aujourd'hui, se présentaient.

En 1759, la politique royale, changeait et on autorisait la libre plantation.

La cause de ces interdictions était la crainte de voir diminuer l'étendue des terres cultivées en blé et de voir compromise l'alimentation du royaume.

« C'était là, du moins, le principe de cette police inspirée
« du souci du bien public. Mais les intérêts particuliers et
« égoïstes ne se faisaient pas faute, comme toujours en
« pareille circonstance, de se colorer du bien public, et de
« tirer parti de cette législation. Les propriétaires de vigne
« faisaient agir, sur le roi, dans leur intérêt propre, pour
« qu'il interdise l'extension de la culture viticole. Naturelle-
« ment, ils prétextaient qu'ils ne le faisaient que par le
« souci du bien public, de l'alimentation du royaume et
« alors c'étaient des disputes vives qui souvent, créaient
« dans de mêmes régions où la vigne et le blé pouvaient
« être cultivés des désaccords regrettables et même par-
« fois des échauffourées¹ », et M. Deschamps concluait :
« Il est d'ailleurs douteux que la prescription, en pratique
« fut bien observée, le besoin même que l'on éprouvait de la
« renouveler fréquemment donne à croire que la campagne
« ne tenait pas autrement compte de ces ordonnances, c'est
« une observation qui est à ne jamais perdre de vue sur-
« tout aux époques où comme dans l'ancienne France, et
« où comme cela recommence singulièrement de nos jours,
« l'intervention de la loi est très grande, très minutieuse.
« Quel abîme parfois, entre le fait et le droit à toutes les
« époques... »

Et comme écrivait le duc de Saint-Simon dans ses Mémoires : « Il n'y a pays en Europe où il y ait de si belles lois qu'en France, ni où l'observation en soit de si courte durée, on ne tient la main à aucune, et il arrive souvent que dès la première année tout est enfreint et qu'on y pense même plus dès la deuxième année, et nombre de réglemētations ne furent pas observées. »

1. M. Deschamps, professeur de la Faculté de droit de Paris, *Cours d'Economie politique*, 1930-1931.

Les législations modernes sont entrées, elles aussi, dans la voie de la réglementation de la production. Une loi espagnole en 1926, article 22, décidait « que pour la trop « forte production du vin, qui serait cause de difficultés « sur les marchés intérieurs ou extérieurs, on n'autorise « en aucun cas, la plantation de nouvelles vignes ». Le Directeur espagnol a dû abandonner cette interdiction.

Le Grand-duché de Luxembourg, encourage la réduction des plantations, par des primes à l'arrachage des vignes, s'élevant à 5.000 francs par hectares. La Hongrie, la Grèce, la Roumanie sont elles aussi entrées dans cette voie.

* * *

Puisque les Pouvoirs publics avaient pris la décision d'intervenir, ils auraient dû aller plus loin, et détruire le mal à sa racine en prenant des mesures radicales.

Les nombreuses exceptions introduites dans la loi, ne permettaient pas d'endiguer le flot des plantations; il eut fallu sinon arracher les vignes existantes, tout au moins arrêter net toute plantation nouvelle.

La Conférence internationale du vin de Paris et le Congrès international de Rome, qui tous deux se sont tenus en 1932, en proclamaient la nécessité absolue, pour enrayer la crise viticole.

Étant donné l'acuité de la crise, les menaces pour l'avenir, dues en partie aux plantations nouvelles effectuées en Algérie, comme dans la Métropole, par crainte et sous l'influence de la loi, on se demande s'il ne faudra pas un jour recourir à une solution inexorable l'arrachage des vignes. Inévitablement les vignes sacrifiées seront les plus usées, les moins payantes, des vignes françaises par conséquent.

Nécessité dure que le législateur n'aura pas évitée, mais peut-être provoquée.

« L'économie dirigée, de quelque type qu'elle soit, a
« pour effet de masquer une déperdition de forces parce
« qu'elle protège des entreprises qui normalement ne
« devraient pas subsister et qui chargent la collectivité
« du poids des subventions directes ou indirectes dont elles
« vivent... En associant l'État, même indirectement à la
« production, on arrive à méconnaître complètement, la
« notion de liberté humaine¹. »

Et on se demande s'il n'eut pas mieux valu, laisser jouer la loi de l'offre et de la demande, loi capricieuse, injuste, parfois révoltante, qui constitue un remède à longue échéance, mais permet seule un équilibre stable, certain et ne laisse subsister que les entreprises viables.

« Tout système d'intervention, écrivait Adam Smith,
« si bien intentionné qu'il soit, loin d'accélérer les progrès
« de la Société vers l'opulence et l'agrandissement réel, les
« retarde, et ainsi le système simple et facile de la liberté
« naturelle vient se présenter de lui-même et se trouve tout
« établi... Le système se ramène à ceci : Tout homme, tant
« qu'il n'enfreint pas les lois de la justice, demeure en
« pleine liberté de suivre la route que lui indique son inté-
« rêt et de porter où il lui plaît son industrie et son capital,
« concurremment avec ceux de tout autre homme, ou de
« toute autre classe. Donc le Souverain (l'État) se trouve
« entièrement débarrassé d'une charge qu'il ne pourrait
« essayer de remplir, sans s'exposer infailliblement à se
« voir sans cesse trompé de mille manières par les individus
« ou les groupes². »

1. René Carmille. *Théories de l'Economie dirigée*, *Revue politique et parlementaire*, 1932.

2. Adam Smith. *La Richesse des Nations*.

II. — MESURES PRISES POUR PRÉVENIR LES EFFETS DE LA SURPRODUCTION

La loi du 4 juillet 1931, a prévu, la retraitaison temporaire ou définitive de la circulation d'une partie de la récolte.

Le premier moyen a consisté à prévoir le blocage d'une partie des vins dans les chais des producteurs.

Le second consiste dans l'obligation de distiller une partie de la récolte.

Le troisième prévoit la concentration des moûts à 10 p. 100.

A. Blocage. — La loi du 4 juillet 1931 a institué une mesure que le Parlement estimait salvatrice : le blocage des récoltes dans les chais des producteurs.

M. Labroue a défini le blocage « un échelonnement des livraisons jusqu'au moment où elles répondent exactement à la demande¹ ».

C'est une opération qui a pour but, dans les années de surproduction, d'empêcher une certaine quantité de vins d'arriver sur le marché ; le blocage ne laisse aller à la vente, que les quantités nécessaires à la consommation, il retire de la circulation, tout le reste de la récolte, et oblige le producteur à le conserver.

Une partie de la récolte doit être bloquée, dans le cas où les prévisions de récoltes ferait apparaître, par rapport à la consommation moyenne des trois années précédentes, une surproduction dangereuse pour le marché intérieur

1. Débats parlementaires. 4^{re} séance du 9 juin 1931. J. O. du 10 juin 1931, p. 2881.

des vins; le blocage ne doit atteindre que les viticulteurs, dont la déclaration de récolte accuse une production de plus de 400 hectolitres. Le pourcentage doit être fixé par le Gouvernement après avis de la Commission interministérielle de la viticulture.

Le blocage est applicable aux stocks importés dans la même proportion, que pour les vins de la production intérieure.

Exonérations. — 1^o La loi édicte une dispense pour les petits récoltants, dont la récolte est inférieure de 40 p. 100 au rendement moyen des trois dernières années, à condition que le rendement actuel soit inférieur à 100 hectolitres à l'hectare.

2^o Sont également exonérés du blocage, les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine :

Soit en vertu de la présomption légale inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919, c'est-à-dire de vins provenant de régions délimitées par décrets pris antérieurement à 1919, conformément à la loi du 5 août 1908. Ne répondent à cette condition que les vins de Bordeaux (Décret de délimitation du 18 février 1911), Champagne (Décret de délimitation du 17 décembre 1909).

Soit à la suite d'une déclaration souscrite antérieurement au 1^{er} janvier 1926 à condition que dans ce dernier cas, la production ne dépasse pas 40 hectolitres à l'hectare.

3^o Les producteurs, qui au cours de l'année précédente auront eu leurs récoltes compromises ou diminuées de moitié au moins, par la grêle, la gelée ou un ouragan, sont eux aussi exonérés des charges du blocage.

Un contrôle strict des quantités bloquées, est établi.

Toute quantité bloquée doit être représentée à toute réquisition, à défaut de justification :

Soit de concentration de moût ;

Soit de distillation ;

Soit d'envoi à la vinaigrerie ;

Soit d'exportation hors de France et d'Algérie.

Le déblocage doit être ordonné, obligatoirement par décret, lorsque sur les places de Nîmes, Montpellier, Béziers, Narbonne, Perpignan (villes indiquées à l'article 54 de la loi du 16 avril 1930 établissant la taxe unique sur les vins) le cours du vin aura été reconnu supérieur à celui des cinq campagnes précédentes.

Pénalités. — Les infractions à l'article 7 de la loi du 4 juillet et aux décrets rendus pour son exécution concernant le blocage, doivent être constatées et poursuivies comme en matière de contributions indirectes, par les employés des Contributions indirectes, des Contributions diverses ou par les Agents chargés de la Répression des fraudes.

Elles doivent être punies correctionnellement d'une amende de 100 à 500 francs avec affichage du jugement.

En cas de récidive, la même peine doit être appliquée ainsi qu'une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement.

En cas de non représentation des vins bloqués, s'il n'est pas justifié qu'ils ont été employés à la préparation des moûts concentrés ou qu'ils ont été distillés ou envoyés à la vinaigrerie ou exportés, le contrevenant doit payer une taxe égale au triple droit de circulation sur les quantités non représentées ; en cas de récidive, il doit payer le sextuple de ce droit.

* * *

Le législateur en instaurant le blocage se proposait d'harmoniser le marché avec les besoins de la consommation.

« Le jour où du fait d'une récolte abondante, il y aura
« un stock important qui pèsera sur le marché ; pour ne
« pas revoir la panique des producteurs obligés d'écouler
« leurs récoltes avant les vendanges suivantes, jetant
« ainsi le désordre, dans le commerce et dans la produc-
« tion, et créant une situation anarchique. Nous deman-
« dons, disait M. Barthe, que le Gouvernement soit auto-
« risé après avis de la Commission interministérielle de
« la viticulture, à harmoniser le marché, avec les besoins
« de la consommation, par un acte de solidarité et de
« prévoyance, en bloquant une partie de la récolte.

« Ainsi, dans une année déficitaire, on pourra jeter sur
« le marché, les quantités utiles, et s'il y a des années
« d'abondance, qui se suivent, on pourra demander la
« distillation, comme la Chambre l'avait prévue, par la
« loi du 19 avril 1930¹. »

Cette prescription devait avoir pour objet de mettre un volant aux mains des Pouvoirs publics, afin d'établir des compensations entre les bonnes et les mauvaises années.

Mais surtout, le blocage devait permettre au producteur d'échelonner ses ventes et de dégager une moyenne sur un certain nombre de campagnes.

Le blocage était destiné à éviter ces brusques variations des cours, que l'on a pu enregistrer durant les années d'après-guerre, ainsi en 1925, le prix des vins est tombé à 45 francs l'hectolitre, alors qu'il s'est élevé en 1926 à 300 francs l'hectolitre. Ce sont des variations qui n'existent pas pour d'autres produits dans une mesure aussi forte ; aussi constamment les producteurs, ont été obligés à des ventes hâtives et massives.

¹. Débats parlementaires. 2^e séance du 24 juin 1931, *J. O.*, 25 juin 1931, p. 3298.

Le blocage devait fonctionner comme une guillotine sèche à l'égard des vins étrangers qui sont immobilisés dans les chais des négociants de la même façon que les vins des producteurs, puisque le blocage leur est imposé dans la même proportion que pour les vins du vignoble national. Des résultats appréciables ont d'ailleurs été enregistrés, puisque les importations étrangères sont passées de 3 millions d'hectolitres en 1931 à 300.000 hectolitres en 1932.

Il devait inciter les producteurs à chercher pour leurs vins d'autres débouchés que celui de la consommations, puisque les quantités distillées, concentrées, exportées, envoyées à la vinaigrerie ou à la fabrication des mistelles et des vins de liqueurs, viennent en déduction du blocage.

Enfin le blocage devait donner au consommateur, l'assurance qu'en cas d'année déficitaire, succédant à une année pléthorique, les besoins de la consommation seraient satisfaits sans brusque variation dans les cours. Pour cela, le législateur avait prévu une opération inverse de déblocage, destiné à servir de frein. Lorsque le prix du vin sur le marché, a dépassé un certain taux minimum, le Gouvernement est automatiquement tenu de débloquer tout ou partie des vins.

Si le blocage a ses avantages, il présente aussi un certain nombre d'inconvénients. Il immobilise une masse de vins, qui bien que condamnée à ne pas venir sur le marché, exerce, néanmoins, une influence déprimante sur les cours; le commerce, certain de ne pas manquer de marchandises, ne se pourvoit qu'au fur et à mesure de ses besoins.

Faute d'animation, résultant de la spéculation prise, dans son sens économique, spéculation qu'on a pu qualifier

de « bon aloi », le marché languit, la valorisation du produit en souffre.

D'autre part, la loi édicte une dispense pour les petits récoltants, elle prévoit que seules, les récoltes supérieures à 400 hectolitres, seront bloquées. Cette dispense du blocage comme toujours est d'inspiration démagogique, puisque dans le projet de la Commission des boissons, on pouvait bloquer à partir de 200 hectolitres, et elle compromet très sérieusement le résultat que les auteurs de la loi désiraient obtenir.

Pour que l'intérêt général soit sauvegardé, le blocage aurait dû frapper tous les producteurs, en proportion de leur récolte, les exemptions à la base constituent une prime énorme accordée aux petits propriétaires, qui devaient ainsi être amenés à augmenter leur production.

« On peut se demander, ce qu'il adviendra des vins bloqués en France, par la volonté de l'État, en présence de récoltes de plus en plus abondantes qui menacent de se succéder, par suite de l'augmentation des plantations que la loi a déterminée alors qu'elle avait la prétention de les arrêter ? A l'exemple des cafés du Brésil, dont on chauffe les locomotives, on sera peut-être obligé d'ouvrir les robinets des cuves dans le ruisseau pour libérer les caves encombrées, par suite des reports de plusieurs récoltes surabondantes. Est-ce le résultat que le législateur a cherché¹ ? »

B. Distillation. — M. Mallarmé est l'auteur de l'amendement, qui est devenu l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931 et qui édicte le principe de la distillation obligatoire.

1. M. Gavoty. Le statut viticole, *La Journée vinicole*, 11 février 1933.

« Dans le projet qui nous est soumis, disait-il lors des
« débats, nous n'avons pas trouvé les mesures susceptibles
« de parer aux abus et aux dangers que M. Tardieu nous
« avait signalés¹. »

Le projet n'apportait en effet aucun moyen d'éliminer les vins mal faits, mouillés, les vins de lie, les vins de surpressurage, les vins anormaux.

Il proposait alors, d'éliminer ces mauvais produits automatiquement par le jeu de l'offre et de la demande, en incitant les propriétaires à les diriger eux-mêmes vers la distillerie au lieu de les diriger vers la consommation.

M. Mallarmé visait à atteindre plus particulièrement les viticulteurs qui ont une production importante et qui obtiennent de gros rendements.

« Ces viticulteurs, disait-il, devront présenter un certificat de distillation, ils n'enverront donc pas une partie de leur récolte à la distillation ; mais ils présenteront un certificat correspondant à un pourcentage de leur déclaration de récolte.

« Si leur vin est mauvais, c'est leur propre vin qu'ils feront distiller, si leur vin est bon, ils se procureront de l'alcool fabriqué avec de mauvais vins. Ainsi automatiquement sera éliminé du marché, une partie des mauvais vins². »

Cet amendement contenait le germe d'une politique utile à la viticulture et à l'économie nationale, il se présentait, comme un élément moralisateur de la production et du marché.

Voici le contenu de l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931, dont l'amendement Mallarmé est la source.

¹. Débats parlementaires. 2^e séance du 24 juin 1931, *J. O.*, 25 février 1931, p. 3344.

« Lorsque les déclarations de récolte (Métropole, « Algérie) feront apparaître une récolte nationale de plus « de 65 millions d'hectolitres (stock non compris). Tout « viticulteur dont la moyenne de récolte, établie sur les « trois dernières années dépassera 500 hectolitres de vin, « à raison de plus de 80 hectolitres à l'hectare, devra obli- « gatoirement présenter un certificat de distillation de vin « correspondant au pourcentage suivant de sa déclaration « de récolte.

« Trois décilitres d'alcool pur, par hectolitre de vin, « pour une récolte globale, ne dépassant pas 500 hectolitres.

« Quatre décilitres d'alcool pur, par hectolitre de vin, « pour une portion de récolte allant de 1.000 à 3.000 hec- « tolitres.

« Six décilitres d'alcool pur, par hectolitre de vin, pour « la portion dépassant 3.000 hectolitres. »

Exemptions. — La distillation n'est pas obligatoire :

1° Pour les viticulteurs dont la production de l'année en cours, ne dépasse pas 100 hectolitres, même si la moyenne de leur production des trois dernières années, dépasse les chiffres indiqués ci-dessus;

2° Pour les régions viticoles ayant droit à une appella- tion d'origine :

Soit en vertu de la présomption légale inscrite à l'ar- ticle 24 de la loi du 6 mai 1919, c'est-à-dire de vins prove- nant des régions délimitées par décret pris antérieurement à 1919, conformément à la loi du 5 août 1908.

Ne répondent à cette condition que les vins de Bordeaux (décret de délimitation du 18 février 1911), Champagne (décret de délimitation du 17 décembre 1908 et 7 juin 1911), Clairette de vin (décret du 11 avril 1910), Banyuls (décret du 18 septembre 1909);

Soit à la suite d'une déclaration souscrite antérieurement au 1^{er} janvier 1926 à condition, dans ce dernier cas, que la production ne dépasse pas 40 hectolitres à l'hectare.

Les vins destinés à la distillerie doivent obligatoirement porter la mention « Vins de distillerie ».

Destination des alcools produits. — Ces alcools doivent être acquis par le Service des alcools à un prix d'achat correspondant au prix d'achat des alcools destinés au carburant national.

La distillation retirant de la circulation une certaine quantité d'hectolitres de vin pour les transformer en alcool, il ne pouvait être question de livrer cet alcool au commerce libre, ces quantités importantes auraient entraîné un déséquilibre entre l'offre et la demande, et partant un effondrement des cours. Pour pallier à la crise du vin, on risquait de provoquer une crise de l'alcool.

C'est pourquoi la loi a prévu que l'alcool produit par la distillation serait acquis dans sa totalité par l'État et lui serait obligatoirement livré.

Cette solution a déjà été employée dans le passé. La distillation a toujours été considérée comme une soupape de sûreté de la viticulture. M. Barthe, nous le signale dans son étude si curieuse sur la Législation viticole en Languedoc au XVIII^e siècle.

Quelque temps après la découverte du Montpelliérain-Villeneuve, les vigneron mettaient à profit l'alambic pour dégager du marché, les vins qui ne trouvaient pas acheteur.

« L'article des eaux-de-vie, dans le Bas-Languedoc, « écrivait en 1701, l'intendant Basville est devenu important depuis quelques années. Sans ce secours il serait

« impossible d'y trouver la consommation des vins, et on
« serait obligé d'arracher une partie des vignes. »

Un arrêt du 17 mai 1701 qui prescrivait de distiller les vins qui n'auraient pas été vendus au 1^{er} mai, prouve bien que l'on considérait la distillation comme un moyen de débarrasser le marché des excédents.

D'autre part, plus près de nous, la loi du 19 avril 1930 mettait à la disposition du Service des alcools un crédit de 250 millions pour l'achat d'alcool de vin. Cette livraison facultative devint obligatoire, par décret du 29 juin 1930, après une suspension de quelques mois, due à la récolte défectueuse de 1930. Cette prescription reparait dans la loi du 4 juillet 1931.

Cette livraison d'alcool met l'État en possession de stocks considérables, il s'agissait de les utiliser.

Aussi l'article 9 de la loi, prévoit que les importateurs d'essences de pétroles, pures ou en mélange sont tenus pour obtenir les licences d'importation qu'ils désirent, d'ajouter en mélange à toutes les quantités d'essences importées par eux à l'exception des essences « Tourisme », telles qu'elles sont définies par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie et des « white spirits » ou autres produits non destinés à la force motrice, 25 litres au moins, et 35 litres au plus d'alcool repris à l'État par 100 litres d'essence.

Le pourcentage exact du mélange doit être fixé par décret, le texte prévoit de plus, la possibilité d'étendre cette obligation aux essences « Tourisme ».

C'est une mesure excellente, qui a déjà donné les meilleurs résultats. Cette mesure ouvre à l'alcool stocké par l'État, des possibilités d'écoulement illimités.

Un décret pris en octobre 1931, avait imposé l'addi-

tion de 25 à 30 p. 100 d'alcool, dans les essences poids lourd, et un autre de mars 1933 avait étendu la possibilité de ce mélange jusqu'à concurrence de 11 à 20 p. 100 d'alcool, aux essences « Tourisme ». Les quantités d'alcool livrées pour la carburation ont de suite augmenté.

Voici les chiffres pour 1933, en hectolitres :

Janvier.	76.000
Février.	65.000
Mars.	90.000
Avril.	159.000
Mai	242.000
Juin	260.000

Pénalité. — Toute infraction à la loi du 4 juillet 1931 visant la distillation, doit être punie correctionnellement d'une amende de 100 à 500 francs, avec affichage du jugement. En cas de récidive, la même peine doit être appliquée ainsi qu'une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement.

* * *

Cette mesure, nous l'avons vu est susceptible d'être efficace et de faire disparaître du marché, une partie des excédents. Mais l'hygiène du vin eût exigé la disparition de tous les bas produits et de tous les résidus de vinification ; il eût été indispensable de soumettre tous les récoltants à une distillation obligatoire, quel que soit le chiffre de la récolte et des disponibilités.

D'autre part, ici encore, la loi exonère de toute obligation, les petits récoltants ; il eût fallu que cette mesure pèse sur tous rigoureusement, sans abattement à la base. Telle qu'elle est appliquée, cette mesure laissera toujours sur le marché 9 millions d'hectolitres d'excédent en année moyenne.

Il convient enfin de noter, que l'État s'adjudge l'alcool à un prix bien inférieur au prix de revient et au prix de vente courant sur le marché libre. Cette livraison revêt donc tous les caractères d'une véritable pénalité. « C'est « un impôt camouflé sous les dehors d'une contribution « forcée en alcool. »

C. Moûts concentrés. — Le législateur a de plus encouragé une technique nouvelle, la concentration des moûts. C'est une mesure heureuse, qui présente le même avantage que la distillation et quelques autres en plus.

Elle opère sur le jus du raisin au lieu d'opérer sur le vin.

Le concentreur sépare le sucre de l'eau, il obtient ainsi, selon le titre de concentration, un sirop ou une confiture de raisin.

Sirop et confiture de raisin, sont susceptibles de trouver d'importants débouchés, dans les pays chauds, notamment chez les Musulmans. Quatre cent millions de Mahométans, et huit cent millions de Boudhistes et Hindous, ne consomment pas de vin, puisque leur religion en interdit l'usage, mais cette religion ne défend pas la consommation du jus de raisin non fermenté.

Les peuples peu civilisés ne consomment pas de vin, car l'envoi et la distribution du vin dans ces contrées sont difficiles et onéreux ; mais tous ces peuples pourraient devenir des consommateurs de moûts concentrés, qui sont faciles à transporter et à conserver.

« Sous forme de concentrés, du vin en puissance pourrait être expédié aux antipodes, presque sans frais et « sans risque d'altération¹ ».

1. La crise en pays d'Aramon, *Revue de France*, 1^{er} septembre 1933, p. 158.

Enfin comme le vinage, la concentration des moûts pourrait permettre au vigneron de reporter la valeur du degré alcool « vin de l'année de baisse, sur l'année de hausse ».

Les applications des moûts concentrés sont multiples : sirop, confitures, gelées de raisin, vins sans alcool pour abstinents, édulcoration des vins blancs, préparation des apéritifs, chaptalisation des vendanges.

Les vigneron algériens ont d'ailleurs consacré d'importants capitaux à cette industrie nouvelle, et dès 1927, M. Decock signalait au cours d'une réunion des associations viticoles, que les coopératives algériennes, obtenaient un produit donnant toute satisfaction et sans goût aucun.

M. Carcassonne, se faisant l'interprète du Midi, voyait de gros inconvénients à la pratique de la concentration des moûts. « Au point de vue répression des fraudes, il est « certain, disait-il, que si on laisse librement circuler les « moûts concentrés, on pourra les remettre en fermenta-
« tion, et obtenir un liquide qui n'aura plus de vin que le
« nom, dans ces conditions nous repoussons l'emploi des
« moûts concentrés en France. »

L'emploi des moûts concentrés était d'ailleurs interdit en vinification, un règlement du 10 août 1921, avait encore aggravé cette interdiction. Mais la loi du 4 juillet 1931, dans son article 15, prévoit que désormais les moûts de raisins concentrés à plus de 10 p. 100 pourront être employés en vinification sur tous les vignobles de France et d'Algérie.

La loi a laissé au pouvoir exécutif le soin de fixer par décret les conditions dans lesquelles les moûts concentrés peuvent être employés.

De plus les moûts concentrés à plus de 10 p. 100 qui sont

fabriqués, vendus ou mis en circulation en vue d'usage autre que la vinification :

Peuvent circuler sur tout le territoire de la Métropole et de l'Algérie;

Suivent le régime fiscal des glucoses;

Sont affranchis du droit de circulation de 15 francs par hectolitre, sur les moûts ayant servi à leur préparation à condition qu'ils soient destinés à la consommation intérieure et logent dans des récipients n'excédant pas 5 kilogrammes.

Pénalités. — Toute infraction à ces dispositions doit être punie de peines d'amende et d'emprisonnement avec affichage du jugement, telles qu'elles sont prévues à l'article 8 de la loi du 6 mai 1919, c'est-à-dire :

Amende de 100 à 2.000 francs;

Emprisonnement de trois mois au moins et d'un an au plus ou à l'une de ces deux peines seulement.

* * *

L'utilisation facultative des moûts concentrés a ainsi pour objet de permettre l'amélioration de la vendange elle-même sans introduction d'un produit étranger, tel que le sucre.

En raison des nombreux avantages que semble présenter la concentration des moûts, il conviendrait que cette industrie, soit comprise et encouragée, et qu'elle ne se heurte pas à une législation étroite qui empêche la circulation et l'utilisation du produit par suite d'une fiscalité excessive et rend impossible la concentration à façon et la coopérative de concentration.

III. — MESURES TENDANT A L'AMÉLIORATION DU PRODUIT

La loi du 4 juillet 1931 prévoit un certain nombre de mesures, en vue d'assurer la qualité du vin.

A. Irrigation des vignes. — L'irrigation des vignes est interdite à dater du 15 juillet de chaque année, jusqu'à la date de l'enlèvement de la récolte.

Cependant des arrêts ministériels, rendus après avis de la Commission interministérielle de la viticulture et tenant compte des usages loyaux et constants pourront à titre exceptionnel fixer par département ou par commune la date extrême, jusqu'où l'arrosage pourra être autorisé. Les vins provenant des exploitations, qui auront usé de cette autorisation ne pourront être livrés au commerce ou à la consommation qu'avec la mention « Vins de vigne irrigués ».

Les infractions à ce paragraphe de l'article premier de la loi du 4 juillet 1931, visant l'irrigation des vignes pourront être constatées par tous les moyens de droit, c'est-à-dire, aussi bien par les gendarmes, par le commissaire de police, par le garde-champêtre, par des témoins, que par les agents des Contributions indirectes et du Service de la répression des fraudes. Elles seront punies correctionnellement d'une amende de 100 à 500 francs avec affichage du jugement. En cas de récidive, il sera appliqué la même peine ainsi qu'une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement.

Le législateur a voulu sévir contre le mouillage à la racine. M. Léon Blum disait à la tribune de la Chambre en 1931 : « Nous sommes d'accord pour interdire l'arrosage « et l'irrigation dans la mesure où ils constituent une sorte « de mouillage avant la lettre. »

Pour augmenter le volume d'une vendange, il existe en effet un procédé employé au grand jour dans certaines régions, l'arrosage intensif des pieds de vigne, dans les mois qui précèdent les vendanges.

Le raisin des vignobles ainsi traité se gonfle, absorbe beaucoup d'eau, celle-ci augmente dans de sérieuses proportions la quantité de vin obtenue. C'est à cet arrosage tardif et à la taille longue, que sont dus en grande partie les rendements de plus de 300 hectolitres à l'hectare, constatés dans certaines régions.

Les vins ainsi obtenus sont de qualité douteuse, ils sont plats, d'un degré alcoolique faible.

L'arrosage tardif des vignobles est donc une fraude déguisée que la loi devait interdire. Mais le texte n'était pas assez strict, des dérogations étaient possibles, donc probables.

B. Composition des vins. — Toujours en vue de l'amélioration du produit, il doit être statué par décret, pour chaque région viticole sur la composition que doivent avoir les vins récoltés dans chacune des régions pour pouvoir être considérés comme propres à la consommation.

Toute vente de vin, ne correspondant pas aux conditions fixées par les décrets sus visés sera punie correctionnellement d'une amende de 100 à 500 francs avec affichage du jugement. En cas de récidive la même peine est applicable, ainsi qu'une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement.

M. Barthe nous signale que l'application stricte du « ban des vendanges », en Languedoc au XVIII^e siècle répond aux mêmes préoccupations que celles qui ont dicté l'article 6 de la loi du 4 juillet 1931.

Un garde fruit, qui était désigné par le conseil de la communauté, veillait à ce que la vendange ne commencât pas avant la publication du ban.

Les vendanges étaient plus tardives qu'actuellement, car les communautés recherchaient volontairement la qualité. A Saint-Martin de Londres, par exemple, le ban est fixé en 1721 au 28 octobre, en 1752 au 10 octobre, en 1790 au 12 octobre.

Nos ancêtres connaissaient déjà la loi économique qui veut que la « mauvaise marchandise, chasse la bonne ».

« Le vin de qualité médiocre, lorsqu'il n'est pas de qualité franchement mauvaise, ou de conservation insupportable, est en effet, toujours offert le premier sur le marché, et à un prix toujours inférieur au cours normal du bon vin en raison de son bas prix de revient. Si bien que cette marchandise qui peut être vendue à bas prix, tout en donnant de gros profits ruine le vigneron fidèle aux pratiques de culture du vin de qualité, et porte le plus grand préjudice à la réputation du vin¹. »

C'est ce que le législateur a voulu éviter en votant l'article 6, il visait l'amélioration de la qualité par l'élimination des vins anormaux.

IV. — DISPOSITIONS DIVERSES

La loi du 4 juillet 1931 comprend de plus un certain nombre de dispositions diverses.

Ainsi la chaptalisation des vendanges est interdite à tous ceux qui les ont achetées dans les régions où ce traitement est prohibé, à moins que la totalité du vin obtenu

1. M. Barthe. *Le Petit Méridional*, avril 1934.

ne soit pas exclusivement destiné à la consommation familiale.

L'article 8 de la loi du 4 juillet 1931 stipule que les eaux-de-vie et alcools obtenus par la distillation des vins et des marcs provenant de vendanges chaptalisées, dans les conditions et limites fixées par la loi du 4 août 1929 pourront bénéficier des titres de mouvement sur papier blanc.

En ce qui concerne les « bouilleurs de cru », une allocation de 10 litres est accordée aux bouilleurs, même lorsqu'il s'agit de la distillation des vins, marcs, lies provenant de vendanges chaptalisées dans les limites et conditions fixées par la loi du 4 août 1929.

En cas de vente sur souche, sur la base d'un degré d'alcool déterminé, le prix ne peut être fixé que sous réserve d'augmentation et de diminution de ce prix, selon que le vin, une fois produit, fait apparaître une richesse alcoolique supérieure ou inférieure au degré prévu.

Dans les ventes sur souches et dans les ventes de vin au degré, on peut continuer à faire usage du Malligand; mais dans ce cas, le degré doit être réduit de 2/10, c'est le degré distillation qui doit servir de base, dans les ventes de vin au degré.

Telles sont les dispositions essentielles de cette loi qui a constitué le « Statut de la Viticulture et du Commerce des Vins ».

SECTION II. — Valeur de la loi du 4 juillet 1931.

L'expérience de deux années, a prouvé les imperfections et les insuffisances de ce texte législatif, bâti trop rapidement, sous la pression de certains facteurs plus déma-

gogiques qu'économiques. N'oublions pas que ce texte a été voté à la veille des élections.

« Cette loi a justifié plus les critiques de ses adversaires que les espoirs de ses partisans. La marche inexorable des événements a désillé les yeux des plus naïfs, la loi n'atteint pas les buts que lui avaient fixés ses promoteurs¹. »

Cette loi, qui a soulevé tant de protestations, M. Barthe lui-même l'avait qualifiée de « monstre législatif. »

A. Au point de vue juridique, elle est en effet la négation absolue des principes qui sont la base de notre droit français : le droit de propriété, et le principe de la liberté individuelle.

Aucune raison d'ordre public ne justifiait ces atteintes aux droits imprescriptibles de l'individu. Les auteurs de la loi ont essayé de la justifier, ils ont prétendu qu'elle sauvegardait l'intérêt général qui doit primer l'intérêt particulier. Il eût fallu prouver que ces mesures étaient exigées par l'intérêt général et qu'elles seules pouvaient dénouer la crise.

Les vigneronns voulaient être secourus ; tout compte fait, on leur a octroyé :

« 1^o Un impôt d'un genre spécial, voté hors du budget, « à titre de surimpôt en vue de rançonner la belle récolte ;

« 2^o Un autre impôt camouflé, sous les dehors d'une contribution forcée en alcool et que l'État s'adjuge à un prix « bien inférieur au prix de revient et au prix de vente courant ;

« 3^o Enfin affublée du nom de blocage, une atteinte au « droit de propriété, une sorte de confiscation honteuse.

« C'est tout, écrit M. Chauffard, je jure qu'il n'y a rien

1. M. Courtin, professeur à la Faculté de droit de Montpellier. *La voix des Colons*, 13 juin 1932.

d'autre dans la loi, rien qui mérite d'être signalé « sinon le défectueux article relatif aux plantations¹. »

B. Au point de vue économique les mesures prises ont été nettement insuffisantes. « Les issues de la forteresse ont « été tellement élargies que maintenant entre qui veut « dans la bâtisse. »

Les plantations ont été prohibées, mais sous réserve d'une multitude d'exceptions ; le vignoble s'est accru sous ce régime, il a été planté dans la Métropole 15.000 hectares de vignes, d'où 600.000 hectolitres tomberont bientôt sur le marché des vins.

En Algérie, sous ce même régime, on a planté environ 35.000 hectares, 22.000 dans le département d'Oran, 2.000 dans celui de Constantine, et 9.000 dans celui d'Alger, d'où 750.000 hectolitres viendront encombrer le marché des vins.

La loi a incité les gros producteurs à fractionner leurs domaines, qui ont été repris, sous forme de petites exploitations. Des domaines ont été affermés, chaque fermier s'attribuant 10 hectares, il était convenu que le fonds devait faire retour au bailleur, une fois le bail expiré, et le terrain encépagé.

De nombreux viticulteurs ne possédant pas 10 hectares se sont empressés de planter ; au cours de ces dernières années les pépiniéristes ont eu grand'peine à satisfaire toutes les demandes de plants.

D'autre part, la faculté de remplacer à surface égale, les parties arrachées ou devant l'être ouvrait la porte à tous les abus, le contrôle était impossible.

On a prétendu que les Méridionaux avaient fait cam-

1. M. Chauffard. La crise en pays d'Aramon, *Revue de France*, 1^{er} septembre 1933, p. 455.

pagne pour cette clause par dépit contre l'Algérie qui n'a que des vignes nouvelles, et n'a rien à reconstituer.

Puisqu'il y a trop de vignes, pourquoi renouveler au fur et à mesure de leur disparition des vignes existantes.

Tous ces palliatifs ne pouvaient être qu'inefficaces, ils s'attaquaient à l'effet de la crise et laissaient subsister la cause dans son intégralité.

La loi prometteuse de richesses a incité chacun à épuiser ses droits, les réglementations trop élastiques ont agi comme excitant psychologique.

Notons que l'application de la loi du 4 juillet 1931 a atteint plus rigoureusement l'Algérie que la Métropole malgré le maintien de l'unité législative. Ainsi l'Algérie a subi en 1931 un blocage de 2.675.000 hectolitres pour une récolte de 15 millions d'hectolitres et la Métropole un blocage de 2.612.000 hectolitres pour une récolte de 57 millions. En France 1/100 des récoltants ont été astreints au blocage, en Algérie 46 p. 100.

Pour la réquisition des alcools, les livraisons de l'Algérie se sont élevées à 153.115 hectolitres. Celles de la Métropole à 132.520 hectolitres.

Pour la distillation obligatoire, l'Algérie a livré 6.292 hectolitres, et la Métropole 7.482¹.

Les petits viticulteurs exemptés de ces dures obligations auraient dû être les bénéficiaires de la loi, si ces mesures avaient produit les améliorations visées par le législateur.

Mais elles ne pouvaient les produire car les « gros propriétaires » ne représentent que 1 p. 100 des viticulteurs, c'est-à-dire 16.701 récoltants alors que les petits exemptés

1. M. Mallarmé. Débats parlementaires, *J. O.* du 30 juin 1933, p. 3242.

de ces sacrifices représentent 99 p. 100, c'est-à-dire d'après le Ministère des Finances, 1.511.177 viticulteurs.

L'effet de la loi a donc été de menacer de ruine une catégorie de citoyens sans enrichir les autres.

Au point de vue commercial, la loi n'a pas atteint les buts que lui assignaient ses auteurs.

Le blocage a un effet désastreux sur les cours, il ne les régularise en rien. Le commerce connaît le chiffre global des quantités bloquées et n'achète qu'au fur et à mesure de ses besoins. Il ignore au cours de campagne et surtout en fin de campagne le sort de ces quantités bloquées, et la perspective du déblocage laisse peser sur lui une crainte qui paralyse le mouvement des achats. Ce sont des occasions de spéculation, des occasions pour les achats à la baisse et pour la revente au consommateur aux prix les plus forts.

Beaucoup de vigneron, espérant que la loi aurait pour effet de faire opérer un redressement des cours, ont refusé de mettre leurs produits sur le marché, concourant ainsi à aggraver le marasme et favoriser la spéculation. Pour provoquer la hausse des cours le blocage devrait s'accompagner de la destruction du produit. Sinon il aboutit à « emmagasiner de la baisse ».

Le blocage, permet de freiner une hausse excessive en jetant un stock sur le marché, mais la baisse ne peut être enrayée que très difficilement. Les expériences de valorisation du café, du coton, du blé, prouvent que le stockage est impuissant à stabiliser les cours. La baisse arrive un jour à une allure catastrophique.

Le prix du vin est donc très difficile à régulariser d'autant plus que le vin est un produit qui peut être remplacé, le consommateur peut se tourner vers le cidre, la bière, etc...

« Et si même il est possible de relever les cours grâce au blocage, ce relèvement des cours suscite de nouvelles plantations, la production s'accroît dans les années suivantes, le blocage pour être efficace doit dès lors retirer du marché, une quantité plus considérable de vin, les gros récoltants, seuls bloqués, sont condamnés à consentir un sacrifice plus lourd. Mais alors nouvelles plantations qui resteront exemptes de tout prélèvement, nouveau blocage, encore plus pesant et ainsi de suite¹. »

Le blocage suscite les plantations, et les plantations une aggravation du blocage, c'est un cycle infernal dont il est impossible de s'évader.

« Le consommateur n'a pas été protégé bien efficacement; inorganisé, ignorant du problème, il ne constitue pas un adversaire bien coriace, il suffit d'agiter quelques oripeaux, d'invoquer la loyauté, le relèvement de la qualité, la lutte contre la fraude pour obtenir sa neutralité sympathique². »

Les décrets de blocage, élevant artificiellement les prix, la loi de l'offre et de la demande ne joue plus, le consommateur est fatalement lésé.

D'autre part, le blocage qui se comprend, à l'extrême rigueur, pour une production dépassant de beaucoup la consommation (car la consommation du vin est plus extensible que celle du blé, et en l'entravant on va contre le bon sens), ne se comprend plus du tout s'il s'applique à un chiffre inférieur à celui de la consommation, il faut l'appeler

1. M. Courtin, professeur à la Faculté de droit de Montpellier. La viticulture devant les Pouvoirs publics, *Revue politique et parlementaire*, 1931, 2^e trimestre.

2. M. Courtin, professeur à la Faculté de droit de Montpellier. La viticulture devant les Pouvoirs publics. *Revue politique et parlementaire*, 1931, 2^e trimestre, p. 467.

par son nom, c'est un accaparement en vue d'une hausse des prix.

Enfin, il convient d'ajouter que la mise en application de la loi a correspondu à l'accentuation de la crise mondiale à la fermeture de certains marchés étrangers, à l'envahissement de notre propre marché par des produits agricoles, qui ne trouvent plus à se placer dans d'autres pays. Ce qui ne pouvait évidemment faciliter la tâche du législateur.

SECTION III. — Loi du 8 juillet 1933.

Sous l'empire de la nécessité, le Gouvernement a été amené à remplir l'engagement qu'il avait pris deux ans auparavant, de présenter un projet rectificatif du texte voté en juillet 1931.

Le projet de M. Barthe, qui tendait à soumettre les trois départements nord-africains à un régime d'exception, a été balayé « par un vote massif » 435 voix contre 160, qui indique nettement la volonté du Parlement de maintenir intacte la solidarité nationale, l'union douanière franco-algérienne, le respect de l'égalité législative, dans le cadre de l'Union National.

« On a cité à la tribune, la déclaration d'un Président du Conseil, d'une tendance politique très différente de la nôtre, a déclaré le Ministre de l'Agriculture au cours des débats, le Gouvernement actuel, fait la même déclaration, parce qu'il n'y a pas un gouvernement français qui puisse accepter qu'on porte atteinte au principe de l'unité nationale.

« En agissant ainsi, a-t-il ajouté, nous aurons conscience de servir l'intérêt de tous les viticulteurs français et nous

aurons réussi, à ce que dans ce pays, il n'y ait entre tous les Français, qu'ils soient d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée que des raisons d'entente et de solidarité. »

L'économie de cette nouvelle loi, est dans son ensemble la même que celle de la loi du 4 juillet 1931.

Les principes n'ont pas varié, seules quelques modifications de détail, ont été introduites dans le Statut de la Viticulture.

Ces modifications ne touchent en rien à l'esprit de la loi, et ne pouvaient par suite, en améliorer la portée.

Reprenons l'examen des quatre groupes, entre lesquels nous avons réparti les principales dispositions de la loi :

1^o Mesures tendant à limiter la production intensive du vin;

2^o Mesures prises pour prévenir les effets de la surproduction ;

3^o Mesures qui tendent à l'amélioration du produit ;

4^o Dispositions diverses, modificatives ou non de loi du 4 juillet 1931.

I. — LIMITATION DE LA PRODUCTION

Celle-ci est obtenue, comme par le passé par deux moyens :

A. Une taxe progressive sur les gros rendements ;

B. Une interdiction plus ou moins absolue de planter de nouvelles vignes.

A. Taxes. — Ici encore le législateur a obéi à cette inspiration d'origine socialiste, qui consiste à pénaliser les gros récoltants, et exonérer « les petits » seuls dignes d'intérêt.

Ainsi, il exonère, dans tous les cas, les exploitations dont la production est inférieure à 400 hectolitres, alors qu'elles

étaient frappées par la loi de 1931, quand le rendement dépassait 150 hectolitres à l'hectare.

Il soumet de plus, toutes les exploitations qui récoltent de 25.000 à 50.000 hectolitres à une redevance supplémentaire, qui frappe la tranche de rendement à l'hectare comprise entre 51 et 80 hectolitres.

Mais il est prévu que ces redevances ne seront pas dues :

1° Pour les vins qui auront été distillés en exécution de l'article 10, qui prescrit, dans certains cas, la distillation obligatoire par le récoltant, ou pour son compte;

2° Pour les vins exportés directement par le récoltant ou pour son compte;

3° Pour les quantités évaporées, par concentration, lorsque après l'opération, les moûts concentrés demeureront la propriété du récoltant soumis aux redevances, et seront ramenées dans le chais de ce dernier, pour être employées sur place en vinification.

Le paiement des redevances afférentes à la quantité de récolte bloquée, est suspendu comme par le passé. Mais la nouvelle loi, dispense définitivement des redevances, les vins bloqués; pour les quantités admises à l'apurement des comptes de blocage (pour concentration de moût, distillation ou envoi à la vinaigrerie).

A vrai dire, ces réformes sont minimales et peu susceptibles d'accroître la consommation du vin.

B. Limitation des plantations. — La limitation des plantations subsiste.

Nous avons vu que le législateur en 1931, s'était borné à limiter à 10 hectares les plantations nouvelles autorisées; mais tout le monde a voulu utiliser la faculté qui était

donnée de planter jusqu'à 10 hectares, et en conséquence, l'aire des vignes s'est considérablement accrue.

Pour éviter un nouvel accroissement du vignoble, la loi du 8 juillet 1933, a suspendu sur ce point les dispositions de la loi du 4 juillet 1931.

« Pendant une période de cinq années, à compter du 1^{er} août 1933, sont suspendues, toutes plantations, ou tout complément de plantations autres que ceux nécessaires, pour assurer l'entretien du vignoble, sur une surface égale à l'intérieur d'une même exploitation.

Cette mesure est plus stricte, d'autant que la notion d'entretien est très sérieusement délimitée.

« C'est la base même de la réforme, disait M. Barthe, « au cours des débats, si le Parlement après avoir demandé « des sacrifices à diverses régions, laissait les plantations « se développer abusivement, il n'aurait rien fait pour « résoudre la crise. »

Mais les dérogations surgissent à nouveau, et toute personne ne possédant pas ou n'exploitant pas déjà cette surface de vigne est autorisée à planter 3 hectares.

Trois hectares, c'est peu, mais assez pour tenter bien des viticulteurs, il eût mieux valu supprimer cette ultime concession. D'autre part, la faculté subsiste de remplacer à surface égale, les parcelles de vignes arrachées depuis moins de dix ans, ou qui le seront, dans le délai de trois ans.

C'est la porte ouverte à de nombreux abus qui affaibliront la portée de la loi.

II. — MESURES PRISES POUR PRÉVENIR LES EFFETS DE LA SURPRODUCTION

Pour limiter les effets de la surproduction, nous avons vu que la loi du 4 juillet 1931, avait préconisé trois mesures principales : le blocage d'une partie de la récolte dans les chais des producteurs, la distillation obligatoire et la concentration des moûts.

Le principe du blocage subsiste dans la loi du 8 juillet 1933.

Toutefois il convient de noter que le blocage n'est plus la réforme salvatrice par excellence. « Mais une mesure » complémentaire, dont l'application ne doit être envisagée « qu'à titre exceptionnel... lorsque les autres mesures » contenues dans la loi auront été impuissantes à assurer « l'équilibre du marché... On ne demandera donc au blocage, l'immobilisation de la partie excédentaire des disponibilités que si la situation du marché l'exige¹. »

D'autre part, le blocage a subi des modifications importantes dans son application pratique.

Sous le régime de loi du 4 juillet 1931, le Gouvernement avait seulement la *faculté*, dans le cas où les prévisions de récolte faisaient apparaître, par rapport à la consommation moyenne des trois années précédentes, une surproduction dangereuse pour le marché intérieur, de prescrire le blocage, sous la seule condition de prendre l'avis de la Commission interministérielle de la viticulture, qui devait être complétée de représentants des associations de consomma-

¹ M. Fontanille. Le nouveau statut viticole, *L'Algérie agricole et viticole*, 20 juillet 1933.

teurs et de syndicats ouvriers, après consultation des Offices agricoles.

La loi avait donc laissé à l'arbitraire du pouvoir exécutif, le soin de fixer s'il devait y avoir ou non blocage. Le taux du blocage n'était d'ailleurs pas prévu, et le Gouvernement avait tous pouvoirs pour le déterminer.

Le texte du 8 juillet 1933, semble plus précis.

Lorsque la déclaration de récolte sera publiée et fera apparaître France et Algérie, des ressources dépassant 70 millions d'hectolitres, il y aura lieu à blocage. « Ici le Gouvernement », semble-t-il, « doit » décréter le blocage, tandis que dans la loi du 4 juillet 1931 « il pouvait », aucune obligation ne lui était imposée.

En fait, M. Queuille déclarait à la séance de la Chambre du 1^{er} juillet 1933 : « Je ne suis pas obligé de bloquer au-dessus de 70 millions d'hectolitres » ; il ajoutait quelques instants après : « Le Ministre, je le répète, sera juge de savoir s'il doit bloquer. »

La loi nouvelle ne change rien, en ce qui concerne, les petits récoltants, ils bénéficient de la même dispense ; le plafond de 400 hectolitres, prévu par la loi du 4 juillet 1931 subsiste ; le blocage n'atteindra donc que les viticulteurs dont la déclaration de récolte accusera une production de plus de 400 hectolitres. Cette dispense de blocage qui a pour but d'exonérer les petits viticulteurs, est une erreur très grave, qui compromet le résultat qu'on aurait pu atteindre de cette mesure.

« La conséquence est inévitable, les déclarations de récolte sont volontairement minorées, et l'importation est divisée, à l'extrême entre les différents négociants¹. »

1. M. Leverne. Quelques réflexions sur la loi du 8 juillet 1933, *Bulletin de l'Institut œnologique d'Algérie*, août 1933, p. 189.

Depuis 1933, le blocage intervient en deux étapes, tout d'abord, un blocage prévisionnel est prévu, puis le cas échéant un blocage définitif.

Le premier blocage est de droit, il est inscrit dans la loi, et point n'est besoin d'un décret pour l'appliquer. Notons que c'est le seul texte qui a réuni l'unanimité des suffrages du Parlement.

En toute hypothèse, ce près-blocage doit jouer. Les viticulteurs ne peuvent, avant la publication des déclarations de récolte au *Journal Officiel*, expédier plus des deux tiers de leur production s'ils ont récolté plus de 400 hectolitres, plus de la moitié s'ils ont récolté plus de 5.000 hectolitres.

Cette mesure se justifie par le fait, que le Ministre de l'Agriculture, ne peut décider s'il y a blocage, que dans la dernière quinzaine de décembre, lorsque les résultats de la récolte nationale sont connus ; il était à craindre que de nombreux récoltants susceptibles d'être soumis au blocage ne vendent leurs vins en vue d'échapper à cette mesure, le cas s'est présenté en 1932.

D'ailleurs si tous les producteurs jetaient leurs récoltes sur le marché, dès le lendemain des vendanges, il s'ensuivrait un effondrement des cours.

Le blocage qui a pour objet de remédier au déséquilibre du marché, n'aurait plus aucune raison d'exister.

Le blocage prévisionnel intervenant toujours automatiquement, trois cas peuvent se présenter au moment où la déclaration de récolte est publiée.

Premier cas. — La déclaration de récolte fait apparaître des ressources inférieures à 70 millions d'hectolitres. Le blocage prévisionnel est supprimé. Les viticulteurs peuvent livrer leur vin à la vente.

Deuxième cas. — Les ressources sont supérieures à 70 millions d'hectolitres, les viticulteurs sont exposés à voir le blocage intervenir.

Remarquons que le mot ressources, bien que la loi ne l'ai pas spécifié, ne s'explique que si l'on comprend sous ce vocable, la récolte et le stock à la propriété, qui est déclaré en même temps qu'elle.

Par conséquent, le blocage doit intervenir quand la récolte dépasse un chiffre très inférieur à 70 millions d'hectolitres. On a observé que la moyenne du stock à la propriété déclaré de 1929 à 1932 était supérieure à 4 millions d'hectolitres. C'est donc à partir de 66 millions d'hectolitres, que le blocage aurait frappé les viticulteurs, au cours de ces trois années. A vrai dire ces chiffres sont inadmissibles, car ils ne correspondent pas aux exigences de la consommation.

Lorsque le blocage définitif est décidé, le Gouvernement doit avant le 1^{er} janvier de l'année suivante prendre un décret fixant le pourcentage du vin qui peut être expédié de la propriété.

Le pourcentage du blocage ne sera pas uniforme pour tous les producteurs, il tiendra compte à la fois de l'importance globale de la récolte, du rendement à l'hectare, de l'augmentation qui apparaîtra dans la superficie des vignes en production comparativement à l'année 1928. Cette prescription a reçu le nom de Superblocage, car elle aboutit à un supplément de blocage sur les récoltes provenant de vignes récemment plantées.

Cette mesure a été adoptée par le Parlement sur la demande insistante de M. Queuille. « Si vous rejetez l'Aménagement proposé par la Commission, a-t-il déclaré, vous « aurez à envisager le Superblocage. A ceux qui ont aug-

« menté la production depuis 1928, et qui sont plus nombreux en Algérie qu'en France, vous direz qu'ils doivent consentir un sacrifice, d'autant plus grand, qu'ils sont responsables en partie, de la situation présente. » Il est donc évident que 140.000 hectares seront pénalisés en Algérie, alors que dans la Métropole 40.000 seulement le seront.

La loi ne dit pas dans quelle proportion il sera tenu compte de ces divers éléments. M. Barthe a déclaré que ce superblocage des vignes serait de l'ordre de 5 à 10 p. 100 de la récolte produite. En fait le Gouvernement a tous pouvoirs pour pénaliser les nouvelles plantations effectuées en Algérie.

Le superblocage atteint, non seulement les responsables de ces nouvelles plantations, mais le cas échéant les successeurs, acheteurs, bailleurs, cessionnaires de leurs vignes.

M. Barthe s'écriait à Bédarieux aux applaudissements de ses auditeurs : « En fait la mesure ne concerne que l'Algérie, et on comprend l'opposition d'un certain nombre de parlementaires de la colonie. C'est donc un Aménagement basé sur les propositions de base de 13 millions d'hectolitres pour la colonie et de 57 millions pour la Métropole. » Or en fait, M. Barthe se trompe, car avec le système de l'Aménagement, si la récolte dépasse 70 millions d'hectolitres, que l'Algérie produise 20 millions d'hectolitres et la Métropole 50 millions. Seule l'Algérie est bloquée sur la partie dépassant 15 millions en Algérie. La Métropole n'étant bloquée que sur la partie dépassant 55 millions.

Tandis qu'avec le système adopté par le Législateur, s'il faut bloquer 5 millions, les 5 millions seront répartis entre la Métropole et l'Algérie.

Une limite a été fixée à l'arbitraire de l'exécutif, l'inci-

dence individuelle du blocage définitif ne doit en aucun cas être supérieure à 33 p. 100 du chiffre de la récolte, sauf dans le cas où les disponibilités dépasseraient 84 millions. C'est le troisième cas, qui peut se présenter.

C'est au sujet de cette disposition que M. Barthe disait dans ce même discours à Bédarieux : « J'ai fait inscrire, « afin d'avoir une arme contre les grosses productions algériennes, qu'au-dessus de 84 millions de ressources le « Gouvernement aurait les mains libres. »

Dans cette hypothèse, le Ministre de l'Agriculture peut imposer à certains récoltants la mise hors du commerce d'une quantité de vin supérieure à 33 p. 100 de leur production. Or le peut-il pratiquement sans risquer de spolier les viticulteurs ? Et ne faudrait-il pas songer plutôt à bloquer à moins de 400 hectolitres ?

Les conditions de « Déblocage ont été très strictement déterminées par la loi : Le déblocage qui peut être partiel ou total, aura lieu, par décret ; mais le Gouvernement n'est pas libre d'agir ou de ne pas agir, ce décret doit obligatoirement intervenir lorsque le cours moyen de 126 francs l'hectolitre aura été atteint et dépassé pour le vin de consommation courante, titrant 9° alcoolique, donc lorsque le vin se vendra couramment 14 francs le degré.

Le blocage prévisionnel, mesure nouvelle inscrite dans la loi a été envisagé d'une façon très objective, dans un article paru dans le *Bulletin du Syndicat National du commerce des vins*, il est l'expression de l'opinion générale.

« Le blocage prévisionnel, désormais installé dans notre « législation viticole met fin à ces spéculations professionnelles de bon aloi, en même temps qu'il va supprimer, « qu'on ne l'oublie pas, au détriment de la propriété les « achats massifs, auxquels se portait de temps à autre le

« commerce au début de campagne suivant l'opportunité
« du moment, et qui déterminaient parfois les hausses
« soutenant les cours pour toute une campagne.

« A quoi bon dorénavant ce souci d'approvisionnement
« prévisionnel pour le commerce aujourd'hui que le béné-
« fice de la prévision est de par la loi réservé au viticulteur,
« à moins qu'il n'ait été détruit par elle.

« La seule préoccupation désormais sera celle du blo-
« cage définitif, ou du déblocage au 1^{er} janvier suivant la
« récolte, au moment où tous les résultats de celle-ci seront
« connus ; les nouveaux spéculateurs, et de moins bon aloi
« ceux-là, seront les intrigants des couloirs ministériels à
« la piste d'indiscrétions leur révélant les chances de trans-
« formation du blocage prévisionnel en blocage définitif,
« le taux de celui-ci ou la date du décret de déblocage à
« intervenir quand on approchera du cours fatidique de
« 126 francs pour les vins de 9^o sur les places désignées par
« le décret du 16 août 1930.

« Nous entrons dans des mœurs commerciales nouvelles
« mais il est à craindre que l'économie dirigée, n'ait tué
« le marché des vins, en ôtant tout intérêt de spéculation
« au commerce qui s'y approvisionne ¹. »

Distillation obligatoire. — L'obligation pour le viticul-
teur, de distiller une partie de sa récolte subsiste dans la
loi du 8 juillet 1933. Mais cette disposition a subi deux
modifications.

Voici le texte de la loi : « Lorsque les déclarations de ré-
colte (Métropole et Algérie) feront apparaître une produc-
tion nationale de plus de 72 millions d'hectolitres, tout viti-

¹. *Bulletin du Syndicat National du commerce des vins*, 20 août 1933,
p. 482.

culteur ayant obtenu 400 hectolitres de vin, ou un rendement à l'hectare qui n'accusera pas comparativement à la moyenne des trois années précédentes une diminution supérieure à 50 p. 100, doit justifier qu'il a distillé ou fait distiller une quantité d'alcool correspondant à un pourcentage déterminé de sa récolte. Ce pourcentage progressif en raison de l'importance globale de la récolte et du rendement à l'hectare ainsi que le délai extrême de la distillation seront fixés par décret. »

La première modification a consisté à substituer au chiffre de 65 millions, qui déterminait primitivement l'application de l'article 10, le chiffre de 72 millions.

Toutefois, M. Leverne fait observer dans son article intitulé « Quelques réflexions sur la loi du 8 juillet 1933 », que le premier chiffre se rapportait seulement à la récolte, tandis que le second, par l'expression « Disponibilités (Récolte et Stock) » englobe également le stock déclaré à la propriété en fin de campagne. De la sorte l'élévation du plafond n'est qu'apparente. Si nous considérons, en effet, la décade 1920-1929, au sujet de laquelle nous avons constaté qu'avec l'ancienne limite la distillation aurait joué sept années sur dix, nous voyons que les disponibilités furent de 68, 54, 79, 73, 81, 80, 52, 59, 74 et 82 millions d'hectolitres, ce qui aurait déclenché la distillation, six fois seulement, au lieu de sept. « L'amélioration, concluait M. Leverne, est donc plus apparente que réelle¹. »

La seconde modification a confié au pouvoir exécutif le soin de déterminer le pourcentage de la récolte qui devra être distillé, alors que l'ancien article 10 le fixait de façon précise.

1. *Bulletin de l'Institut œnologique d'Algérie*, août 1933, p. 188.

On a pu dire que c'était un acheminement vers le monopole de l'alcool, que seule la pénurie du Trésor, avait empêché de réaliser.

III. — MESURES TENDANT A L'AMÉLIORATION DU PRODUIT

A. L'irrigation des vignes à partir du 15 juillet de chaque année demeure interdite ; mais de nombreuses dérogations sont possibles.

Le texte de 1931 spécifiait que la mention « Vins de vignes irriguées » était obligatoire, quand le viticulteur bénéficiait d'une dérogation, le texte de 1933, ne reproduit pas cette obligation, c'est donc la porte ouverte à des abus regrettables.

B. La loi nouvelle n'a pas porté atteinte à l'article 6 de la loi du 4 juillet 1931, qui prévoit la réglementation par décret de la composition minima des vins.

Mais l'arbitraire du pouvoir exécutif s'est exercé en 1933, en imposant aux Français d'Algérie, un degré minimum qui tendait au contingentement pur et simple de leur récolte.

« L'Aménagement du marché franco-algérien ne pouvant
« être voté avec la Chambre actuelle, avait dit M. Barthe
« à Bédarieux, nous sommes obligés de rechercher d'autres
« moyens, c'est la lutte en faveur du bon vin... Demain à
« Paris, il faudra obtenir du Ministre la publication du
« décret portant le degré minimum, il faut donc exiger
« pour l'Algérie un minimum de 11 degrés et 12 degrés
« pour Oran, mêmes mesures chez nous, 9° pour certains,
« 8°,5 pour d'autres. Ainsi nous aurons travaillé à la
« garantie des bons vins. »

En votant l'article 2 de la loi du 1^{er} janvier 1930 et l'article 6 de la loi du 4 juillet 1931, le législateur visait en effet, à l'amélioration de la qualité par l'élimination des vins anormaux.

Or les décrets du 15 juillet ont eu pour résultat d'éliminer du marché, une quantité importante de vins algériens, parfaitement normaux, par suite de l'élévation de deux degrés du titre alcoolique minimum, alors que la Commission interministérielle de la viticulture avait préconisé un relèvement général de un degré.

IV. — DISPOSITIONS DIVERSES DE LA LOI

A. La chaptalisation des vendanges demeure interdite à ceux qui les ont achetées dans les régions où ce traitement est prohibé.

Toute personne achetant des vendanges, dans les régions où le sucrage en première cuvée est interdit et qui ne destine pas exclusivement à sa consommation familiale, la totalité du vin obtenu, ne peut se livrer à aucune opération de sucrage en première cuvée.

B. L'article 13, qui réglait les ventes sur souches, et fixait la méthode de distillation pour le calcul du degré, a été abrogée en partie par la loi Gellie.

C. L'obligation subsiste pour les importateurs d'essences d'ajouter, en mélange à toutes les quantités d'essence importées par eux, 25 litres au moins et 35 litres au plus d'alcool repris à l'État par 100 litres d'essence.

La loi du 8 juillet 1933 contient un certain nombre de dispositions, qui ne modifie en rien le contenu de la loi du 4 juillet 1931.

a) Depuis le 1^{er} août 1933, les vinages et mutages, pour

la consommation intérieure, sont obligatoirement effectués avec des alcools rétrocedés par l'État qui livre à cet effet dans la limite de ses disponibilités des alcools de vins à concurrence des trois quart des quantités totales nécessaires pour cet emploi.

Les préparateurs de mistelle, vins de liqueurs, vins doux naturels, vins médicamenteux soumis au régime des spiritueux sont donc tenus désormais, d'employer des alcools rétrocedés par l'État pour leurs vinages, mutages en vue de la consommation intérieure, il leur est interdit de s'approvisionner en alcool sur le marché libre.

Ils ne peuvent plus utiliser, comme ils le faisaient, des alcools autres que ceux de vins ; la qualité de leurs produits ne peut qu'y gagner.

D'autre part, la distillation de toute matière importée de l'étranger, des colonies françaises ou des pays de protectorat est interdite tant en France qu'en Algérie.

b) Il est interdit d'importer, de vendre ou de mettre en vente, sauf pour la distillation ou la vinaigrerie, des vins de coupage, renfermant moins de 9° d'alcool réel, ainsi qu'une acidité fixe insuffisante, pour qu'en ajoutant le chiffre de l'acidité au degré alcool, la somme de ces deux chiffres soit inférieure à 12,5.

N'est pas considéré comme coupage, le mélange portant sur des vins originaires en majeure partie d'une région dans laquelle le titre alcoolique n'est pas fixé à un chiffre supérieur à 8 degrés, quand le mélange est pratiqué à l'intérieur même de cette région.

Disposition votée en faveur des régions du Centre, qui semble parfaitement injuste.

c) Toute opération de pressurage de lies, doit être précédée d'une déclaration souscrite, trois jours à l'avance à

la recette buraliste des contributions indirectes. Cette déclaration doit présenter des indications qui sont fixées par décret. Elle peut être contrôlée jusqu'à l'expiration d'un délai de quinze jours après la fin des travaux.

Cette obligation a pour objet d'empêcher que le produit obtenu par le pressurage des lies soit livré à la consommation.

d) La fabrication des vins produits par le procédé dit de « diffusion » est formellement prohibée, excellente mesure, susceptible de faire disparaître nombre de produits de qualité douteuse.

e) Sont seuls autorisés, à fabriquer des piquettes ou des vins de sucre, les viticulteurs, dont l'ensemble des déclarations de récolte n'accuse pas pour l'année en cours, une production supérieure à 100 hectolitres de vins.

Toutefois, l'autorisation de fabriquer des piquettes peut être accordée exclusivement pour la consommation familiale et domestique, par décret du Ministre de l'Agriculture, déterminant les communes et les cantons où l'emploi de cette boisson familiale est conforme aux usages locaux, loyaux et constants.

Cette autorisation doit être limitée à 5 hectolitres pour le propriétaire et sa famille, et 5 hectolitres par homme employé à l'année sur la propriété.

La fabrication est placée sous le contrôle des Contributions indirectes.

Malgré ces dérogations, notons ici, une amélioration sensible, car les textes antérieurs (article 245 du décret du 25 décembre 1926) permettaient la fabrication de 40 hectolitres par exploitation.

* * *

A peine mise en application cette loi provoquait les plus vives critiques. La C. G. V. de Narbonne s'indignait du rejet de l'Aménagement du marché par le Parlement et manifestait les idées les plus bellicieuses.

« Est-ce la guerre portée en France même contre le vigneron, écrivait un de ses porte-parole. Cette guerre nous la soutiendrons par tous les moyens. »

M. Barthe se montrait satisfait.

« Je ne sais, disait-il à Bédarieux si on se rend compte du résultat, mais on ne pouvait obtenir davantage. »

Par contre l'Algérie s'indignait du contingentement déguisé, que lui valait certaines mesures contenues dans la loi.

CONCLUSION

Ne faut-il pas regretter cet imprudent recours à la protection de la loi ? Après trois ans d'usage du Statut viticole, il est possible de répondre par l'affirmative, non seulement en raison d'un principe, mais à la lumière de l'expérience.

M. René Carmille en a fait le procès avec humour.

« La dernière loi promulguée sur la viticulture, a pour objet déclaré de fixer la production dans l'état où elle se trouvait au moment de la discussion... »

Il est déjà assez curieux que l'on puisse concevoir une pareille chose, car il n'est dans la possibilité de personne, d'empêcher l'évolution des moyens de production, si cette évolution doit être la conséquence du mouvement scientifique général. Que l'on trouve demain un moyen de faire disparaître à jamais les maladies cryptogamiques de la vigne par un traitement rapide et peu coûteux, tout le dispositif légal dont nous avons parlé ci-dessus sera bouleversé, et rendu inapplicable, parce qu'il a été établi d'après un prix de revient moyen qui tient compte des frais actuels de culture.

Nous ne discuterons point l'opportunité momentanée de la loi, qui, dans notre état social actuel, peut parfaitement se défendre. Nous nous bornerons à signaler combien fallacieuse est la croyance qu'une loi peut maintenir longtemps un état économique déterminé, s'il y a par ailleurs

des faits d'ordre purement économiques, qui tendent à modifier cet état. D'ailleurs les bénéficiaires de la loi le redoutent, mais au lieu de rechercher les remèdes dans leur activité propre, c'est une nouvelle loi qu'ils demandent; nous avons vu des viticulteurs du midi de la France, demander que la protection de leur production soit améliorée, que leurs débouchés traditionnels leurs soient conservés.

Cela veut dire, paraît-il, que le consommateur parisien, qui goûtait fort il y a trente ans, un certain vin de Septimanie tend à lui préférer du vin d'Algérie. Les coupables seraient surtout les chauffeurs de taxi-automobiles qui n'ont pas conservé les goûts de l'antique corporation des cochers de fiacre et par suite de leurs déplacements professionnels ont répandu leur funeste perversion dans tous les débits de vin de Paris.

Va-t-il falloir faire une loi pour les ramener dans le droit chemin ?

A vrai dire, cette législation est une législation d'exception répondant à des circonstances exceptionnelles, et il faudra revenir tôt ou tard à un régime de liberté.

La cause du conflit entre les deux rives de la Méditerranée réside moins dans l'essor de la production, que dans la politique de hauts prix, que la viticulture méridionale a poursuivi, sans se préoccuper de la consommation du vin.

Or le problème qui se pose est un problème de qualité et de prix de vente, le vin est la boisson nationale par excellence, pour qu'il soit consommé, il faut qu'il soit de bonne qualité et offert à un prix raisonnable.

Il conviendrait donc que les viticulteurs décident de

1. René Carmille. *Revue politique et parlementaire*, 1932, 3^e trimestre, p. 44.

défendre le « Vin de France » qu'ils consacrent leur intelligence, leur activité, leurs ressources, à assurer sa suprématie, et non pas à s'épuiser en luttes stériles.

La crise actuelle, si aigue qu'elle soit, n'est pas insurmontable, si les viticulteurs de France et d'Algérie s'unissent, et constituent un front commun de la production viticole.

Les vins d'Algérie sont indispensables sous le rapport de la qualité, comme véhicules, comme médecins de beaucoup de nos produits insuffisants. Ils sont seuls susceptibles de nous affranchir de l'importation étrangère.

Pour étendre la consommation du vin, seul remède à la crise, il conviendrait de prendre ou développer un certain nombre de mesures.

1^o « Il importe que les Pouvoirs publics appellent l'attention des producteurs sur la gravité de la situation, les engagent lorsque des conditions du sol et du climat s'y prêtent à se tourner vers d'autres produits agricoles, favorisant par tous les moyens possibles, cette orientation nouvelle, encouragent spécialement en Algérie, les développements des cultures réservées aux produits complémentaires de la Métropole susceptibles de remplacer la vigne, et se préoccupent tout particulièrement des moyens de transport pour en faciliter l'exportation ¹. »

Il conviendrait d'une façon générale de prendre la défense de tous nos produits agricoles dans le but de freiner les plantations de vignes et de permettre à nos régions viticoles d'échapper aux dangers de la monoculture. Car si on a planté trop de vignes, c'est que le bénéfice à en attendre était plus considérable que celui à attendre du blé, ou d'une autre culture.

1. Conf. J. O., 22 septembre 1932, annexes.

2° Il conviendrait d'intensifier la propagande en faveur du vin, propagande qui implique un effort personnel des intéressés, en dehors de toute intervention de l'État, celui-ci ne devant être qu'un arbitre qui juge en fonction des intérêts généraux français.

3° Il serait utile également de provoquer la création de nouveaux produits de la vigne, de favoriser la concentration des moûts et d'en assurer l'écoulement, par la disparition des dispositions fiscales actuelles qui en prohibe la circulation. Sirop et confitures de raisins, trouveraient facilement d'importants débouchés.

4° La réduction des impôts pesant sur les vins, et la diminution des frais de transport, sont réclamés depuis fort longtemps, par les producteurs et les commerçants.

5° Enfin au point de vue international, il ne saurait être question d'interdire aux vins étrangers de pénétrer sur l'étendue de notre territoire, car il y aurait lieu de craindre des représailles, mais il conviendrait néanmoins d'en limiter l'introduction, et de ne pas sacrifier la viticulture française, aux intérêts d'autres branches de la production agricole ou de l'industrie lors de la conclusion des accords commerciaux. Et « un accord pluritéral analogue, à la convention sucrière de 1902, qui grouperait tous les pays producteurs pour réduire les droits de douane et abolir le dumping, aboutirait très certainement par l'élargissement du marché à stabiliser les cours du vin¹. »

Ces mesures ne feraient aucune discrimination entre

1. M. Courtin. La viticulture devant les Pouvoirs publics, *Revue politique et parlementaire*, 1931, p. 466, 2^e trimestre.

la production métropolitaine et la production algérienne, elles seraient prises, selon la forte expression du Président Tardieu « sous le signe de l'égalité législative dans le « cadre de l'unité nationale ».

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

Vu :

Le président,

WILLIAM OUALIDO.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le recteur de l'Académie de Paris,

L. CHARLÉTY,

BIBLIOGRAPHIE

Revue de France.

Revue Politique et Parlementaire.

Revue des Agriculteurs de France.

Revue des Boissons.

*
* *

Bulletin du Syndicat national du commerce des vins.

Bulletin quotidien de la Société d'études et d'information économiques.

Bulletin de l'Institut Œnologique d'Algérie.

Bulletin de la Chambre syndicale du commerce en gros des vins et spiritueux de Paris et du département de la Seine.

*
* *

Rapport de M. le Colonel MIREPOIX sur le vin et conclusions présentées par M. de BOISANGER, Inspecteur des Finances et adoptées par le Conseil National économique les 7 et 8 juillet 1932.

*
* *

Observations présentées au sujet du rapport de M. le Colonel MIREPOIX par M. AYMES, Président de la Confédération des vignerons algériens et par M. H. FONTANILLE, Secrétaire à la séance de la 1^{re} Commission d'enquête du Conseil National économique tenue à Paris le 28 avril 1931.

Comptes rendus des Congrès de la Fédération des Associations viticoles de France et d'Algérie.

Comptes rendus de la Commission interministérielle de la viticulture.

Consultation sur le caractère inconstitutionnel de la loi du 4 juillet 1931 et les moyens propres à y remédier, donnée par M. HAURIU, professeur à la Faculté de droit de Toulouse.

..

Les Douanes en Algérie, MOUCHERONT.

L'Algérie agricole, M. Victor DEMONTÈS, chargé de Cours au Collège de France.

L'Algérie industrielle et commerçante, M. Victor DEMONTÈS, chargé de Cours au Collège de France.

Les propositions de loi Caffort et Castel, par M. H. FONTANILLE, docteur en droit, Secrétaire de la Confédération des vignerons algériens.

L'Aménagement du marché intérieur et la viticulture algérienne, par M. FONTANILLE.

★
★ ★

Journal Officiel.

Le Temps.

La Dépêche de Toulouse.

Le Petit Méridional.

La Journée Vinicole.

L'Algérie Agricole et Viticole.

La Dépêche Algérienne.

L'Écho d'Oran.

La Voix des Colons.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Le problème viticole franco-algérien. . . .	1
CHAPITRE I. — La crise viticole.	7
Importance de la production viticole, le rôle qu'elle joue dans l'Economie nationale. Les causes de la crise : surproduction, sous-consommation, manque de débouchés, mauvaise qualité.	
CHAPITRE II. — Le conflit franco-algérien	34
<i>Section I. — Inégalité des charges.</i>	<i>34</i>
1° Autonomie de l'Algérie.	35
2° Charges fiscales	37
3° Conditions d'emploi de la main-d'œuvre.	44
4° Régime de la propriété.	46
5° Frais cultureux	50
6° Cultures complémentaires.	53
<i>Section II. — Examen des mesures envisagées par les groupements professionnels pour pallier la crise viticole. . . .</i>	<i>56</i>
Le Contingentement. Les propositions Caffort, Castel. L'Aménagement du marché.	
<i>Section III. — Le statut douanier franco-algérien.</i>	<i>75</i>
Les avantages économiques du libre-échange introduit dans les relations entre l'Algérie et la France continentale. Conséquences de la rupture de l'Union franco-algérienne.	
CHAPITRE III. — L'intervention du législateur.	85
<i>Section I. — Loi du 4 juillet 1934.</i>	<i>90</i>
I. Limitation de la production.	91
A. Taxe au rendement	91
B. Limitation des plantations	98
II. Mesures prises pour prévenir les effets de la surproduction	109
A. Blocage.	109
B. Distillation	114
C. Moûts concentrés.	120

III. Mesures tendant à l'amélioration du produit.	123
A. Irrigation des vignes.	123
B. Composition des vins	124
IV. Dispositions diverses	125
Section II. — Valeur de la loi du 4 juillet 1931	126
Section III. — Loi du 8 juillet 1933.	132
I. Limitation de la production.	133
A. Taxes.	133
B. Limitation des plantations.	134
II. Mesures prises pour prévenir les effets de la surpro- duction	136
Distillation obligatoire	142
III. Mesures tendant à l'amélioration du produit	144
IV. Dispositions diverses de la loi	145
CONCLUSION	149

